

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11839

4,60 F

DIMANCHE 20 - LUNDI 21 FÉVRIER 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

La baisse du prix du pétrole

Les décisions de Londres et d'Oslo accroissent les pressions sur l'OPEP

« Dans deux ou trois jours, le prix du pétrole de la mer du Nord va diminuer d'au moins 2 à 3 dollars par baril. (...) Peut-être le Nigeria se trouvera-t-il dans une situation telle qu'il sera obligé de faire des rabais. Et ce sera le point de départ... » Le 25 janvier, dans un salon de l'hôtel Intercontinental de Genève, Cheikh Yamani donnait ainsi le frisson à quelques trois cents journalistes massés là pour l'entendre. Deux heures auparavant, les treize ministres du pétrole de l'OPEP s'étaient séparés sur un fiasco total. Le scénario, détaillé non sans emphase par le ministre saoudien, ouvrait des perspectives effrayantes de chute des prix en cascade entraînant désordres financiers, faillites et déstabilisation internationale.

Cheikh Yamani s'est trompé, au moins sur le calendrier. Ainsi désigné à la vindicte internationale, le gouvernement britannique a mobilisé toutes ses ressources pour retarder la baisse de ses prix. Cinquième producteur de pétrole du monde non communiste, mais non-membre de l'OPEP, la Grande-Bretagne n'est pas liée par les prix de référence décidés par l'organisation et ajuste périodiquement ses tarifs officiels en fonction de l'évolution

Après la Grande-Bretagne, la Norvège a annoncé, le 18 février, une baisse des prix de son pétrole de 3 dollars par baril. L'Algérie a réagi, accusant la Grande-Bretagne d'avoir « entamé les hostilités », aidant ainsi les compagnies dans leur tentative d'enlever le contrôle des prix à l'OPEP. Le Venezuela a affirmé que « le gouvernement britannique avait commis une erreur ». Les milieux pétroliers tiennent pour imminente une réduction des prix nigériens. Le marché libre n'a pas encore réagi à la décision britannique qui, avec celle d'Oslo, accroît les pressions sur l'OPEP.

du marché libre, à savoir les transactions au jour le jour. De cette façon ses prix demeurent légèrement inférieurs à ceux des bruts de qualité équivalente de l'OPEP, et elle peut accroître ainsi sa part du marché. L'année dernière dans une production mondiale en diminution, la Grande-Bretagne, seule avec le Mexique, a réussi à accroître son niveau d'extraction.

Or, dès le lendemain de l'échec de la conférence de Genève, l'anticipation de la baisse des prix provoquait un blocage quasi total des transactions (les compagnies préférant paier dans leurs stocks) et, sur le marché libre, une chute mondiale des prix du brut, vite stabilisée autour de 2 dollars par baril. Le brut de la mer du Nord tombait à 29 dollars

par baril environ contre 31 dollars à la mi-janvier. La British National Oil Company (B.N.O.C.), compagnie d'Etat qui écoule près des deux tiers du pétrole produit en mer du Nord britannique, se retrouvait

dès lors coincée entre ses fournisseurs - à qui elle achetait le brut sur la base du prix officiel de 34 dollars - et ses clients, lesquels refusaient de payer durablement un prix supérieur de 4,5 dollars à celui du marché. Seule l'intervention du gouvernement britannique auprès des principaux clients de la B.N.O.C. (B.P. et Shell) a permis de repousser cette baisse de plusieurs semaines.

Les deux compagnies avaient apparemment accepté d'enlever le brut au prix précédent, sous réserve d'un ajustement ultérieur rétroactif au 1^{er} février. Une baisse des tarifs avant la fin du mois était néanmoins inévitable.

VÉRONIQUE MAURIS.
(Lire la suite page 7.)



PLANTU

La réunion du Conseil national palestinien

Les « modérés » sur la défensive à Alger

A la veille de l'adoption de résolutions finales de la session du Conseil national palestinien à Alger, M. Yasser Arafat a élargi, vendredi 18 mars, son « assise parlementaire ». Il a, en effet, obtenu l'entrée au sein du Conseil de vingt « militaires » placés sous son autorité. Abou Daoud, membre du comité central du Fath, qui fut arrêté puis libéré à Paris en janvier 1976, devient membre du Conseil national. Bien que M. Arafat renforce sa position, ses thèses « modérées » viennent d'être soumises à de violentes attaques des « jusqu'aboutistes ».

De notre envoyé spécial

Alger. - Un premier affrontement entre le Front du refus et les partisans de la conciliation a rompu, vendredi 18 février au soir, l'insolite sérénité qui présidait depuis cinq jours aux travaux du Conseil national palestinien (C.N.P.). Jusque-là, les débats de procédure d'un légalisme tatillon, ou d'ordre politique, avaient pris la forme d'échanges courtois ou de monologues feutrés. Les divergences, pourtant profondes, ne s'exprimaient que par allusions ou omissions tandis que les écarts de langage, rarissimes, étaient écartés aussitôt du procès-verbal.

Vendredi les appels à l'ordre du président de l'assemblée n'ont pas pu contenir la vague d'agressivité verbale de M. Ahmed Jibril, le secrétaire général du Front populaire - Commandement général, organisation d'obédience syrienne. Les membres du C.N.P. ont donné libre cours eux aussi à leur passion, chahutant ou applaudissant frénétiquement l'orateur. S'en prenant personnellement à M. Arafat, qui affichait un calme confinant à l'indifférence, M. Jibril a dit non à tout, au plan Reagan et à celui de Fés, aux négociations menées par le président de l'O.L.P. avec le roi Hussein, aux contacts avec l'Egypte ainsi qu'avec les « co-

lombes » israéliennes qualifiées de « sionistes notoires ». Tout est à ses yeux « trahison ». La direction de l'O.L.P., selon lui, n'a cessé de violer la charte et le programme politique de l'organisation, menant en péril son unité. L'éloge qu'il fit du président syrien Assad et du colonel Kadhafi, le numéro un libyen, lui ont valu les huées de la majeure partie de l'assemblée. Yasser Arafat et ses amis, a-t-il soutenu en substance, avaient pactisé avec l'ennemi en renonçant à libérer l'intégralité de la Palestine.

« Des galopins »

Fidèle à la coutume, le président de l'O.L.P. embrassa chaleureusement l'orateur auquel succéda la tribune Abou Ayad, chargé de lui répondre. « Nous n'avons pas de leçons de patriotisme à recevoir de galopins ! Le Fath qui, dès 1965, a déclenché la lutte armée ne se laissera pas intimider par la démagogie et les slogans creux ! », s'est exclamé le fidèle compagnon d'Arafat avant de poursuivre son allocution sur un ton plus mesuré.

ÉRIC ROULEAU.
(Lire la suite page 3.)

De notre envoyé spécial

Marseille. - La scène se passe en 1979. Le conseil municipal siège en séance publique pour débattre de la déconiture de l'entreprise Terrin. Le représentant du groupe communiste se lève : « Au nom de mon groupe, je tiens à déclarer... » Commence ce qui s'annonce comme un long discours.

Gaston Defferre, brusquement, coupe l'orateur, l'air de rien, avec ce parlé réjouissant d'un Raïmu d'entre Cévennes et Vieux-Port : « Dis-moi, cher monsieur, vous êtes bien enseignant ? ». L'intervenant, surpris, acquiesce. « C'est intelligent, un enseignant. Confusion de l'orateur. Mais alors, qu'est-ce que vous faites chez les communistes ? ». Ce fut, rapporte la chronique, un joli tapage, une franche rigolade. Et la fin d'un grand discours.

Des scènes comme celle-là, la vie publique marseillaise, haute en couleur, en fourmille et les distille aujourd'hui, avec une sorte de nostalgie. « C'est quelqu'un », mon-sieur le maire de Marseille. Ce

La bataille pour la mairie de Marseille

Le grand retournement

L'opposition s'efforce de désamorcer la bombe de Marseille. « Un pétard mouillé du 14 juillet » : c'est ainsi que M. Jean-Claude Gaudin, concurrent de M. Gaston Defferre aux élections municipales, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a qualifié l'engin explosif découvert jeudi 17 février à l'hôtel de ville de Marseille et qui n'a pas fonctionné. Ce n'est évidemment pas l'avis du maire de la ville. M. Gaston Defferre a laissé entendre, sur le mode interrogatif, que cette affaire pourrait être la conséquence de la « violence » de la campagne engagée par la droite et singulièrement des propos tenus samedi 11 février à Marseille par MM. Jacques Chirac et Jean-Claude Gaudin notamment. Ce dernier a décidé de porter plainte. La campagne électorale à Marseille reste donc dans la tradition.

M. Defferre que toute une ville appelle « Gaston », voire « Gastonnet », par un de ces raccourcis canailles qui impliquent bien moins une familiarité périlleuse qu'un respect craintif ou exaspéré.

Reviens en mémoire, à ce propos, ce qu'en dit une autre figure marseillaise, Charles-Emile Loo, ci-devant baron socialiste, actuellement aux arrêts de rigueur dans sa forteresse de la rue Fortin, près des docks. « Milou - car entre vieux compagnons, il ne saurait être question que de « cher Milou » et de « cher Gaston » - Milou, donc, murmure un moment : « Defferre ? Ou vous le détestez, ou vous l'aimez. » Ajoutant même, mais dans un souffle, « malgré tout ».

Cette image d'un Defferre détesté malgré lui, aimé malgré tout offre un merveilleux résumé de toute l'histoire : l'extraordinaire, le grand retournement, tenté actuellement par le suzerain du quai. Le socialisme marseillais cap sur cap : trente ans, depuis 1953, et même davantage, depuis la Libération, de franche empoignade avec le parti communiste : trois décennies d'un pouvoir sans partage avec, pour ciment à une alliance chèvre-choux gauche modérée droite réaliste, l'anticommunisme. Ce qu'un interlocuteur appellera « le doux mélange électoral d'un socialisme prudent et d'un conservatisme honteux » fit merveille. Gaston Defferre était « le rempart contre le communisme ».

contre le parti « qui prend ses ordres à l'étranger », vieux slogan de l'époque héroïque. Il était le bon Gaston Defferre terrassant l'hydre rouge. Galéjade ? En 1965, l'affiche électorale du parti socialiste représentait faucille et marteau sur fond de Vieux-Port. Avec cette simple légende en lettres grasses : « Jamais ça ».

Bref, un solide anticommunisme, primaire cela va sans dire. Et puis tout de même autre chose. Car vouloir limiter à cette seule fonction révolutive ou protectrice les succès répétés de Gaston Defferre à Marseille serait, dangereusement, superficiel. Il y a la symbolique Defferre. Et il y a l'homme, de dimensions peu communes, sa capacité gestionnaire, son sens politique, son autorité jamais démentie sur une ville unanimement présentée comme « difficile à gouverner ».

La scène se passe, cette fois, en février 1983. Dans son bureau, entre deux fournées d'administratifs, venus présenter leurs doléances, interminables et nécessaires exercices de démocratie directe, le maire de Marseille célèbre avec une conviction souriante l'union nouvelle, l'« accord historique ». « Il n'aurait pas été honnête de ma part, sur le plan politique et sur le plan moral, de siéger avec les communistes au gouvernement et de ne pas faire liste commune avec eux à Marseille dès le premier tour. »

L'union peut se décider, elle ne se décrète pas. PIERRE GEORGES.
(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Routier

Un jeune routier de la République démocratique allemande a été condamné à vingt mois de prison pour avoir sillonné sa ville avec un drapeau polonais en signe de solidarité avec les amis de M. Walesa.

Il est sans doute un peu jeune pour savoir que dans les pays du pacte de Varsovie les routiers, aux yeux des autorités, ne sont vraiment sympas que si, revêtus d'uniformes, ils sillonnent les villes étrangères avec leur propre drapeau et à bord de ces convois exceptionnels qu'on appelle des chars.

BRUNO FRAPPAT.

le mort de Cartier

Paris

SANTOS DE CARTIER

GARANTEE INTERNATIONALE CARTIER

Dates

RENDEZ-VOUS

- 21 février Bruxelles** : conseil des ministres des affaires étrangères des Dix.
Jamaïque : réunion de l'Assemblée des communautés et des États associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.).
Alger : fin du congrès national palestinien.
22 Tunis : réunion du conseil économique et social de la Ligue arabe.
Toulon : mise en service du premier sous-marin nucléaire d'attaque lance-torpilles, baptisé *Rubis*.
 Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, est entendu par les députés membres de la commission de la défense sur le projet de loi d'équipement militaire 1984-1985.
Vernissage de l'exposition Chirico à Beaubourg.
Ouverture du Théâtre de Nanterre avec une mise en scène de Patrice Chéreau : *Combat de nègre et de chiens*.
23 Strasbourg : colloque sur les organisations non gouvernementales.
 M. Georges Marchais rencontre la presse anglo-américaine.
24 Bruxelles : rencontre de M. Palme avec les dirigeants de la C.E.E.
Washington : allocution de M. Reagan pour le cinquantenaire de *Newsweek*.
25 Athènes : manifestation contre les bases américaines.
26 Visite aux États-Unis de la reine Elizabeth.
27 Convention nationale du Mouvement des jeunes gardiens à Vincennes en présence de M. Giscard d'Estaing.

Le Monde

Service des Abonnements
 75427 PARIS CEDEX 09
 C.C.P. 4267-23
 ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
 341 F 554 F 767 F 980 F
 TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 601 F 1 074 F 1 347 F 2 020 F

ÉTRANGER
 (par mandats)
 L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS
 361 F 634 F 887 F 1 140 F
 II - SUISSE, TUNISIE
 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
 Tarif sur demande.
 Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
 Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
 Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
 Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 60 pes. ; É.-U., 95 c. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 250 P. ; Pays-Bas, 1 200 D. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; République, 225 F CFA ; Suède, 1,70 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Tchécoslovaquie, 68 h. ;

S, RUE DES ITALIENS
 75427 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 695872 F
 C.C.P. 4267 - 23 PARIS
 Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Miroir
 titrant :
 André Laurens, directeur de la publication
 Anciens directeurs :
 Hubert Bouve-Méry (1944-1959)
 Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimerie
 du Monde
 2, rue du Faubourg
 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.
 ISSN : 0395 - 2017.

Octobre rouge, adieu !

Le P.C.I. va tenir du 2 au 6 mars son seizième congrès à Milan. Encore une représentation d'adieu à Moscou ! Et l'on parlera, pour aller enfin au gouvernement, de l'« alternative » : alliance avec la P.S. contre la démocratie chrétienne. Sur fond de souvenirs d'une longue histoire de relations avec le « grand frère ».

Un mot sert, depuis plus d'un an, à qualifier les temps que traverse le P.C.I. Un mot polyvalent : « lo strappo ». S'agit-il de « l'arrachement », de « la rupture » avec l'Union soviétique, avec les stratégies passées ? Ou seulement de « l'accroc », de « la secousse », de « l'entorse » ? Le plus et le moins sont évoqués par le même mot, en sorte qu'il recouvre tout un éventail de revendications d'autonomie. Sans doute rejoindra-t-il un jour le catalogue de sémantisme historique où se lisent les évolutions du P.C.I., ponctuées par un certain nombre de « tournants », de « volte ». Dont une seule compte, mais pas la même, pour chacun des protagonistes.

Cette « rupture » ou cette « secousse » dont les thèses du congrès de Milan prennent acte ont été marquées par deux phrases d'Enrico Berlinguer. L'une déjà ancienne. Au *Corriere della sera*, le 15 juin 1976, il déclarait : « J'ai l'absolue certitude que nous pouvons marcher sur la voie italienne du socialisme sans aucune mise en condition ». Et le 15 décembre 1981, au lendemain de la proclamation de l'état de siège en Pologne, il disait à la télévision italienne : « Ce qui vient d'arriver nous amène à considérer que la capacité propulsive de renouvellement de la société est en train de s'épuiser. Je veux parler de l'élan propulsif qui a commencé avec la révolution socialiste d'Octobre ».

Teinté par un peu de langue de bois, c'était bien un adieu à la révolution d'Octobre, et prononcé à deux reprises en dehors des publications ou réunions du parti. C'est donc après ce constat d'extinction de « l'élan propulsif » que surgit l'étendard du « strappo ». La *Pravda*, un mois plus tard, réagit très durement, et l'*Unità* publia son article. Mais, depuis quelque temps déjà, les ambassadeurs des « pays frères », à commencer par celle de l'Union soviétique, se multipliaient d'un bout à l'autre du pays : rencontres amicales, festivités, inaugurations de bustes, tout était occasion à célébrer l'amitié entre les peuples, sur l'invitation des sections ou des

municipalités. C'était dans la lancée de l'invasion de l'Afghanistan ; la direction du parti l'avait clairement condamnée, contre le gré de certains dirigeants, tel Giorgio Amendola, et de nombre de réactions dites « kaboulites », des humeurs furieuses. Suffisaient-elles à susciter un courant dissident, à consolider ces « interventions extérieures » que, sans avoir besoin d'être plus clair, Enrico Berlinguer allait dénoncer publiquement ?

Un membre de la direction incarne ce « kaboulisme » : Armando Cossutta, rendu en fait intouchable par l'exercice de ce droit au dissentiment que Berlinguer a nettement fait entrer dans la pratique, du parti. En quinze ans, la seule lecture des comptes rendus de comités centraux et de congrès du parti dans les colonnes de l'*Unità*, où les textes sont cependant écrits, a confirmé le fait. Que soutenait Cossutta ? Que la référence à la révolution d'Octobre et à l'Union soviétique comme premier État socialiste ne se lit-que pas aisément, au gré de l'événement. Il était rejoint par Franco Rodano, philosophe, animateur depuis 1945 du groupe des catholiques-communistes, conseiller très écouté de Togliatti et de Berlinguer.

Une capacité de renouvellement

Tout au long de l'année 1982, cette orientation s'est répandue dans des publications. Toute la presse a enquêté, cherchant dans la « base » quels schémas rencontraient encore les formes de fidélité à l'Union soviétique. Les lettres de lecteurs dans l'*Unità* en ont rendu compte. Pour quel résultat ? Les congrès de sections, de fédérations, pour l'élection de délégués au XVI^e congrès ont dégagé en faveur des protestataires une très faible minorité, notamment dans le Nord ouvrier. Berlinguer n'est-il pas justifié alors à déclarer qu'il n'y a pas de déchirures à propos de ce « qu'on a improprement qualifié de « strappo » ?

L'affirmation est fondée car, dans la plupart de ces congrès préparatoires, c'est au scrutin secret, après passage par l'isoloir, qu'ont été rejetés les amendements ou propositions des « kaboulites ». Le procédé a été introduit dans tous les échelons du parti depuis plusieurs années. Une réforme silencieuse et fondamentale.

De quel parti s'agit-il d'ailleurs ? Les données numériques annuelles, très détaillées, ont toujours montré une profonde capacité de renouvellement des militants : en une dizaine d'années, ceux qu'Ignazio Silone appelait les « ex » sont complètement remplacés dans un effectif qui se situe

autour d'un million sept cent mille. L'institution et sa permanence sont assurées par les cadres dirigeants. Ils incarnent l'histoire du parti autant que son destin.

C'est d'eux qu'à la veille de ce congrès parle Paolo Spriano dans un ouvrage intitulé *Les Communistes européens et Staline*, paru chez Einaudi dans la collection même où il publia son histoire du P.C.I. Historien communiste, Paolo Spriano a entrepris ce travail voilà trois ans, indépendamment, dit-il, de tout souci d'actualité. Il n'empêche que sa publication manifeste une coïncidence « objective ».

Car c'est du lien entre les partis communistes nationaux et le parti soviétique, entre leurs secrétaires généraux et Staline, qu'il a traité pour la période qui s'étend de 1935, date du dernier congrès de la III^e Internationale, à 1947-1948, moment de la constitution du Kominform. Dans quelles conditions naissent alors les concepts qui, plus tard, deviendront peu à peu constitutifs de la stratégie du parti communiste italien, Paolo Spriano le dégage à travers les textes mêmes de la littérature officielle des partis.

Jusqu'à quel point est-il parvenu à se garder du péché d'anachronisme, à demeurer dans le contexte historique effectif ? Il va de soi qu'une relecture rétrospective n'est pas complètement immunisée des préoccupations qui

furent celles de la génération de militants à laquelle appartient Spriano. Cela permet au moins de mieux discerner, sous les événements les tensions permanentes sur la longue durée. Les noms qui les désignent marquent souvent l'apparition manifeste d'une recherche ancienne.

Ainsi du strappo actuel. Pour en arriver là, l'analyse est passée par bien des stades : la renonciation du thème du « socialisme dans un seul pays », la substitution de la « voie parlementaire » à celle de l'insurrection armée, l'introduction de la « révolution anti-fasciste entraînant la démocratie de type nouveau, le front unique et l'unité d'action l'emportant parfois sur la fusion des partis ouvriers.

Ces changements sont en germe dès la guerre d'Espagne dans une lettre de Staline à Largo Caballero. Mais Paolo Spriano met très fortement l'accent sur les conséquences des purges auxquelles sont soumis en 1936/1938 les militants et dirigeants étrangers de l'Internationale au cours de cette « grande terreur » dont aucun des partis intéressés n'a fait l'histoire ni l'analyse.

Inspirée, selon lui, par la crainte de la contagion de l'Occident en Union soviétique, l'opération n'en laisse pas moins l'image de l'U.R.S.S. s'imposant puissamment bien au-delà du camp communiste et faire passer la pre-

mière « date traumatique » de l'histoire des relations des P.C. avec Moscou, celle du 22 août 1939, avec la signature du pacte germano-soviétique.

En dépit de la puissance de ce que Togliatti nommera (en 1962) la « camisole de force » stalinienne, dont il est d'ailleurs un des principaux manipulateurs, les « voies nationales » se fraient de modestes autonomies durant les années de guerre et dans l'immédiat après-guerre, notamment en France et en Italie, sous la forme du « parti nouveau », à la fois salu-lation de structure et ambitionnant de regrouper les masses en vue d'une unification politique de la classe ouvrière. La fondation du Kominform marquera la glaciation de ces voies nouvelles, différentes de celles qu'a suivies l'U.R.S.S.

La « camisole de force » stalinienne

S'adressant à des lecteurs communistes qui ne veulent pas renier leur propre histoire, mais la comprendre, Paolo Spriano s'attache plus à l'institution qu'aux hommes, ce qui évite la mise en cause des survivants, aussi bien que celle de Togliatti. Tous ces développements, cependant, constituent une interrogation sur celui-ci, qui a été un stalinien de fer pendant trente ans, avant d'évoluer pendant dix ans, pour mourir en laissant le mémorandum de Yalta, qui est encore un texte sacré du P.C.I., mais contient aussi tout le contraire de tout.

Un dirigeant du P.C.I. nous disait un jour : « Nous n'avons pas eu besoin de Fried (le délégué de l'Internationale auprès de Maurice Thorez). Nous en avions un maison ». Paolo Spriano n'en parle pas, ni plus généralement des interventions de l'Union soviétique directement auprès du P.C.I. dans les années d'après-guerre. La coupure qu'il fait en 1948/1950 est au surplus assez artificielle. Car l'engagement progressif de l'aspiration à la voie nationale s'est poursuivi, en particulier avec le refus de Togliatti de laisser l'Italie et de retourner à Moscou.

Mais sa démonstration demeure que, entre l'effort de conquérir l'autonomie à l'égard de Moscou, le refus de servir de simple instrument à la politique étrangère soviétique et la stratégie en politique intérieure, le lien a toujours été étroit. Il s'agissait de conquérir une crédibilité. La question reste ouverte.

JACQUES NOBÉCOURT.

LES LIVRES À CONSULTER : Paolo Spriano, *Les communistes européens et Staline*, Einaudi, 363 pages ; A. Cossutta, *Lo Strappo*, Mondadori, 156 pages ; Giuseppe Pansa, *Octobre adieu*, Mondadori, 265 pages.



Sergio

L'AFFAIRE « PASESE SERA »

Les « kaboulites » auraient-ils leur quotidien ?

De notre correspondant

Rome. — Pour la première fois, l'opposition interne — en l'espèce les « kaboulites » — disposera-t-elle d'un quotidien ? Depuis le licenciement, début décembre, du directeur de *Pasese Sera*, M. Andrea Barbato, c'est la question qui se pose. Il ne s'agit pas de n'importe quel journal. « Compagnon de route », le quotidien romain tire à 70 000 exemplaires et a une histoire et une audience qui se sont toujours situées dans le mouvement communiste. Il appartenait à une société éditrice contrôlée par le P.C.I. et, à sa tête, étaient placés des hommes ayant la confiance de sa direction.

La situation a, semble-t-il, radicalement changé. Il y a quelques mois, le quotidien, connaissant de graves difficultés financières, a dû être vendu. Un article de l'*Unità*, le lendemain du licenciement de M. Barbato, dénonçant les propriétaires « sans visage » de *Pasese Sera* et laissant entendre que la coloration du journal était

en train de changer, signifiait clairement que le quotidien romain n'était plus un « ami du parti ». Le lendemain encore, en première page de l'*Unità*, M. Barbato appelait à la vigilance : il soulignait que les nouveaux propriétaires du journal n'acceptaient plus, désormais, un rapport étroit « avec le groupe dirigeant et le mouvement majoritaire du parti communiste » et faisait allusion aux rumeurs sur les « sympathies pro-soviétiques » de la nouvelle direction.

Comme toute « affaire de famille » au sein du parti communiste, celle de *Pasese Sera* est loin d'être claire. Pour le moins curieuse est notamment l'attaque de militants sur le thème de la « propriété sans visage » : si le P.C.I. ancien propriétaire du titre, ne connaît pas le visage des nouveaux propriétaires, avec qui donc a-t-il traité ?

Ce qui est certain, c'est qu'il y a quelques mois *Pasese Sera* était en grave difficulté avec un déficit de 30 milliards de lires, auxquels

devaient s'ajouter, en cas de fermeture, quelque 7 milliards de « liquidation » (indemnités). Le P.C.I. n'avait guère d'autre alternative que de vendre. Ce qu'il fit. L'acquéreur est une société dont les actions appartiennent à un industriel travaillant avec l'Afrique et les pays de l'Est et un avocat romain. Toute la polémique actuelle tourne autour de la question : s'agit-il de prête-noms, et qui contrôle le journal en sous-main ? Il paraît incontestable que le P.C.I. ait vendu *Pasese Sera* sans avoir obtenu des assurances : d'abord sur son ancrage dans la mouvance communiste, et ensuite sur la non-utilisation du quotidien comme instrument de la lutte interne au parti.

Manichéisme international

Un certain nombre d'indices amènent à penser que *Pasese Sera* se situe désormais sur des positions plus proches des Soviétiques que de la direction du P.C.I. C'est précisément pour « ses

liens trop étroits avec la direction du parti » qu'a été licencié M. Barbato, et c'est afin d'« homogénéiser » la rédaction que le directeur adjoint, M. Simone, a quitté récemment ses fonctions pour redevenir envoyé spécial. On remarque que *Pasese Sera* fait appel à un économiste comme M. Napoleoni, qui est loin de partager les idées de M. Berlinguer, pour la polémique avec le responsable de l'économie du P.C.I., M. Chiaromonte. En outre, à la direction de l'édition du soir du quotidien a été placée une personnalité dont les idées prosoviétiques sont connues.

Jusqu'à présent, la rédaction de *Pasese Sera* était, en gros, composée d'un tiers de tenants du courant dit des « communistes catholiques », incarné par Franco Rodano, et des prosoviétiques de la mouvance de M. Cossutta, tandis que deux tiers se situaient sur la ligne de la direction du P.C.I. Avec un nouveau directeur comme M. Pratesi, qui vient de l'aire catholique de gauche et

s'entoure de représentants de cette tendance, l'équilibre au sein de la rédaction tend à évoluer.

Le quotidien a consacré un compte rendu favorable au livre de M. Cossutta, pour lequel l'*Unità* s'était montrée critique, mais le changement d'orientation de *Pasese Sera* demeure, pour l'instant, en filigrane. La voie sur laquelle semble devoir s'orienter le quotidien est celle du manichéisme en matière internationale (thèse des « coexistences ») ; qui voit en l'Union soviétique le seul contrepoids aux États-Unis, tandis que, sur le plan de la politique intérieure, il exprimerait de façon moins catégorique que la direction du P.C.I. le rejet de la démocratie chrétienne (thèse des « communistes catholiques »). Il semble que convergent en *Pasese Sera* deux nostalgies qui, en certains, se confondent : celle des « prosoviétiques », malgré tout moins inconditionnelles que craignant l'absence de points de référence, et celle des orphelins du compromis historique.

PHILIPPE PONS.

BULLETIN

Ambiguïté

« Ambiguïté » de Paolo Spriano, dans son ouvrage *Les communistes européens et Staline*, paru chez Einaudi. L'auteur y analyse les tensions permanentes entre les « voies nationales » et la « camisole de force » stalinienne. Il évoque notamment la signature du pacte germano-soviétique en 1939, une « date traumatique » de l'histoire des relations des P.C. avec Moscou.

« Ambiguïté » de Paolo Spriano, dans son ouvrage *Les communistes européens et Staline*, paru chez Einaudi. L'auteur y analyse les tensions permanentes entre les « voies nationales » et la « camisole de force » stalinienne. Il évoque notamment la signature du pacte germano-soviétique en 1939, une « date traumatique » de l'histoire des relations des P.C. avec Moscou.

« Ambiguïté » de Paolo Spriano, dans son ouvrage *Les communistes européens et Staline*, paru chez Einaudi. L'auteur y analyse les tensions permanentes entre les « voies nationales » et la « camisole de force » stalinienne. Il évoque notamment la signature du pacte germano-soviétique en 1939, une « date traumatique » de l'histoire des relations des P.C. avec Moscou.

« Ambiguïté » de Paolo Spriano, dans son ouvrage *Les communistes européens et Staline*, paru chez Einaudi. L'auteur y analyse les tensions permanentes entre les « voies nationales » et la « camisole de force » stalinienne. Il évoque notamment la signature du pacte germano-soviétique en 1939, une « date traumatique » de l'histoire des relations des P.C. avec Moscou.

Etranger

BULLETIN

Ambiguïté

On attendait des « députés » palestiniens réunis à Alger sinon de bien improbables décisions « déchirantes », du moins des prises de position que la situation dans laquelle se trouve l'O.L.P. ne permet guère de renvoyer aux calendes grecques. Rarement, le mot « historique » se sera mieux appliqué à des assises qui interviennent après le dur échec subi à Beyrouth et alors que le mouvement palestinien, ayant cherché refuge dans neuf pays différents, pour la première fois, se trouve en réflexion à son destin loin du « champ de bataille ». Les acrobaties rhétoriques auxquelles il se livre pour transformer un revers en triomphe, en invoquant fort justement une courageuse résistance devant l'armée du général Stamos, ne sauraient dissimuler la gravité de la situation dans laquelle le départ forcé de Beyrouth l'a plongé.

Or, pour comble de malchance, M. Arafat est privé du soutien des cent quatre-vingts « délégués de l'intérieur », empêchés de venir à Alger par M. Begin, et qui eussent sans doute accru sa marge de manœuvre en soutenant ses thèses.

Or, jusqu'à ce jour, le déroulement de la réunion d'Alger n'a guère démontré que l'O.L.P. soit en mesure de se prononcer clairement et de choisir une ligne politique sans équivoque. Face aux extrémistes de son mouvement, qui jouent leur va-tout sur une improbable « solution militaire » et s'appuient sur l'U.R.S.S. et les rares Etats du Proche-Orient prêts à le soutenir dans cette folle entreprise, les « modérés », ne parviennent pas à décider si, oui ou non, ils doivent s'accommoder des possibilités diplomatiques, minces mais réelles, dont ils disposent. Pour maintenir un consensus entre militants de tous bords, M. Yasser Arafat se voit condamné à une quasi-paralyse. Il ne peut que tenir un discours ambigu, violent dans la forme et — assurent ses interprètes autorisés — modéré dans les arrière-pensées. On voit avec effarement M. Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie palestinienne et proche collaborateur du président du comité exécutif, faire acclamer Moscou et, du moins en apparence, prendre à parti son « patron » dans des termes proches de ceux qu'utilise le Front du refus.

Le mouvement palestinien a toujours placé en tête de ses préoccupations le maintien d'une cohésion qu'il juge indispensable à sa « mission historique ». La crainte d'une scission l'amené, du même coup à temporiser sans trêve, à préférer les mots aux actes et à pousser à l'extrême l'art des motions négre-blanc pour lesquelles M. Arafat est particulièrement doué. Cette pratique peut-elle se concilier avec le défi adressé à un peuple qui, face à une intransigeance israélienne dont les Américains commencent enfin à se lasser, est contraint d'arrêter ses positions ? Les « faits accomplis » de Jérusalem en Cisjordanie ne laissent hélas ! aux Palestiniens ni le temps ni le loisir de s'en tenir à des généralités.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

LA RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

Les « modérés » sur la défensive à Alger

(Suite de la première page.)

« Il est facile de dire non à tout et il faut de la lucidité et du courage pour se montrer réaliste », a-t-il déclaré avant de citer en exemple Ben Gourion qui, en 1947, avait accepté le partage de la Palestine tout en étant convaincu que l'ensemble de ce territoire appartenait au patrimoine juif.

Huées pour Assad et Kadhafi

Accepter un compromis ne signifie pas renoncer à ses droits inaliénables, a-t-il fait remarquer. Les contacts avec l'Egypte et la Jordanie n'atténueraient en rien l'opposition de l'O.L.P. aux accords de Camp David ou au plan Reagan. Distinguer les sionistes des antisionistes dans les dialogues engagés avec les « colonnes » israéliennes, c'était encore faire preuve d'aveuglement. L'un des fondateurs du Congrès sioniste mondial, Nahum Goldmann, a-t-il poursuivi, défendait, au nom de son idéologie et de son attachement à Israël, les droits nationaux du peuple palestinien. Le meilleur livre écrit sur les massacres de Sabra et Chatila est l'œuvre du journaliste israélien, Amnon Kapeliov, a-t-il fait remarquer, sous les applaudissements de l'assemblée.

Les passages de l'allocation d'Abou Ayad dans lesquels il critiquait, parfois sur un ton ironique, les présidents Assad et Kadhafi ont eu un vif succès, suscitant rires, applaudissements et huées pour les deux chefs d'Etat arabes. « Nous souhaitons rétablir de bons rapports avec eux », s'est-il écrié, « mais à condition qu'ils respectent l'autonomie de l'O.L.P. ». Pour l'orateur, comme pour la plupart de ceux qui l'avaient précédé, « l'alliance stratégique » avec la Syrie, hindu et sanctuaire des fedayin, constitue la pierre angulaire de la politique de l'O.L.P. Abou Ayad a plaidé avec fougue en faveur de l'adoption du plan de Fés, tout en jurant ses grands dieux que celui-ci ne conduira pas à la reconnaissance d'Israël.

ci ne conduira pas à la reconnaissance d'Israël.

A en juger par la longue ovation à laquelle a eu droit la conclusion du discours d'Abou Ayad, on est tenté de penser que les partisans de la conciliation l'ont emporté sur les jusqu'auboutistes, encore que certains de ces derniers conservent un prestige intact. Respecté de tous, tribun honoraire, M. Georges Habache paraisait, en effet, lui aussi, avoir emporté l'adhésion de l'assemblée en soutenant l'autre jour que le règlement dans la situation actuelle ne serait qu'une capitulation déguisée, compte tenu du rapport de force entre Israël et le monde arabe. D'où sa méfiance à l'égard du plan de Fés, son opposition aux contacts avec la Jordanie et l'Egypte (il n'a élevé aucune objection, en revanche, au dialogue engagé avec les pacifistes israéliens) et sa violente hostilité au plan Reagan — instrument de l'hégémonie américaine au Proche-Orient —. M. Georges Habache, comme les autres jusqu'auboutistes, ne propose d'autre solution de rechange que la poursuite du combat militaire et politique, la victoire, selon lui, étant à terme inéluctable. Les références constantes à celles remportées par les nationalistes algériens et vietnamiens ont toujours pour effet de susciter l'exaltation des représentants palestiniens.

La menace de scission

La tactique des « réalistes » regroupés autour de Yasser Arafat, consistait, jusqu'au discours d'Abou Ayad, à noyer le poisson dans un océan de rhétorique militante. Ainsi, M. Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie palestinienne, se répandait dans les courtoisies pour suggérer qu'il avait réussi à « couper l'herbe sous le pied des extrémistes ». D'autres confiaient que l'accent mis sur l'intensification de la lutte armée ne signifiait pas grand-chose, puisque la Syrie et la Jordanie, voisins d'Israël, interdisaient toute activité aux fedayin qui n'avaient

d'autre champ d'action que le Liban.

Les « modérés » sont de toute évidence sur la défensive. Ils doutent des représentations de la Syrie dont le président a refusé trois fois, ces dernières semaines, de recevoir M. Arafat. Ils craignent encore l'éclatement de l'O.L.P. qui serait suscité par Damas et qui les rejeterait dans le camp des « capitulards », terme que M. Jibril a utilisé vendredi soir en faisant peser la menace d'une scission. Celle-ci a d'ailleurs été envisagée au cours d'une réunion secrète à Damas le 7 février par trois organisations de fedayin d'obédience syrienne. Ces pressions ont abouti, avant même l'ouverture du Congrès national palestinien, à un premier et important résultat : M. Yasser Arafat et ses amis ont renoncé au projet qu'ils caressaient il y a peu de proposer la constitution d'un gouvernement en exil chargé d'engager des négociations de paix.

Les ambitions du président de l'O.L.P. sont maintenant plus modestes : il se contenterait de l'adoption du plan de Fés ainsi que d'un feu vert, ou même orange, pour poursuivre ses tractations avec le roi Hussein et ses contacts indirects avec le gouvernement égyptien. Il aurait ainsi une marge de manœuvre suffisante, selon ses proches, pour recourir à des initiatives audacieuses dans le cas où l'horizon diplomatique devrait se dégrader. « Généralement, disent ses amis avec humour, les résolutions qu'il faut adopter peuvent être interprétées de neuf différentes manières pour satisfaire toutes les organisations qui composent l'O.L.P., mais c'est la sienne — la dixième — qu'il met en pratique ». De la même veine, M. Nayef Hawatme, le chef du Front démocratique, lançait, vendredi, en notre présence : « Nous proposons, mais c'est Arafat qui dispose ». Et ce dernier de répondre avec une humilité souriante : « Non, non, je suis un démocrate... »

ERIC ROULEAU.

LA VISITE DE M. CHEYSSON EN U.R.S.S.

Paris et Moscou ne cherchent pas à masquer leurs divergences

De notre envoyé spécial

Moscou. — Ayant terminé ses entretiens avec son collègue soviétique, M. Gromyko, M. Cheysson a quitté Moscou ce samedi matin 19 février. Le ministre des relations extérieures s'est d'abord rendu au monastère de Zagorsk, puis à Leningrad, où il passera le week-end. Il doit regagner la capitale dimanche soir pour être reçu, lundi matin, par M. Andropov. On tenait beaucoup du côté français à cette rencontre, qui doit symboliser la reprise du dialogue politique entre Moscou et Paris à un niveau élevé. L'insistance française à obtenir un tel rendez-vous a, en revanche, passablement agacé la partie soviétique. D'autant que les résultats des entretiens de M. Cheysson sont aussi maigres qu'on pouvait le prévoir. La journée de vendredi, qui a été consacrée aux questions de sécurité européenne ainsi qu'à l'Afghanistan, n'a permis de constater aucun progrès sensible.

Le conflit du Golfe

Ni les responsables soviétiques ni M. Cheysson n'ont cherché à masquer les profondes divergences qui opposent Paris et Moscou. Dans une conférence de presse donnée vendredi après-midi, le ministre des relations extérieures a insisté une nouvelle fois sur le refus de la France de participer, de près ou de loin, aux négociations de Genève sur les armes nucléaires, « car elles ne concernent pas nos forces ». Rappelant qu'au moment de la conclusion de l'accord américano-soviétique SALT-2 les Soviétiques considéraient qu'une certaine parité nucléaire existait avec les Etats-Unis, M. Cheysson a poursuivi en affirmant que cet équilibre avait été rompu par l'apparition des fusées soviétiques à moyenne portée SS-20. Il a répété que la force de frappe française est uniquement dissuasive, que sa vocation est de défendre la France et non pas d'autres pays en Europe, qu'elle n'est pas à la disposition des alliés de l'OTAN et qu'elle ne peut donc pas être assimilée aux SS-20. Faisant allusion à la volonté des Soviétiques de prendre en compte les missiles français, M. Cheysson s'est écrié : « Il est paradoxal qu'il

nous demandent d'une certaine manière de réintégrer l'organisation militaire de l'OTAN. »

Le ministre français a confirmé, à propos du Proche-Orient, que Paris et Moscou faisaient, jusqu'à un certain point, une même analyse des événements, mais divergeaient sur les solutions à préconiser. Il se confirme, d'autre part, que Moscou est de plus en plus inquiet devant les développements du conflit entre l'Iran et l'Irak. L'U.R.S.S., qui gardait jusqu'à présent une prudente réserve, vient d'en sortir ce samedi. La Pravda publie une vigoureuse mise en garde à l'égard du régime iranien et de nombreux militants du parti (communiste) Toudéh.

A propos des relations bilatérales, M. Cheysson a insisté une fois de plus sur le déficit des échanges commerciaux au détriment de Paris. « On a dit et redit que l'on cherchait des solutions », a-t-il ajouté, avant de se déclarer convaincu que l'U.R.S.S. respecterait intégralement ses engagements concernant la livraison de gaz sibériens.

Il a été, en revanche, impossible de savoir s'il avait été discuté d'un prochain sommet franco-soviétique, qui devrait prendre la forme d'une visite de M. Andropov à Paris. La question sera sans doute abordée lundi matin avec M. Andropov.

JACQUES AMALRIC.

M. Gilbert Péroil est nommé ambassadeur à Tunis

Le Journal officiel du dimanche 20 février publie la nomination de M. Gilbert Péroil comme ambassadeur à Tunis en remplacement de M. Pierre Hunt.

[Né en 1926, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Gilbert Péroil a été en poste en Tunisie, au Maroc, à la direction des affaires tunisiennes et marocaines de l'administration centrale, à Addis Abeba et à Alger (1962-1963). Il est ensuite chargé de mission (comme chef du service de presse) (1963-1967) au cabinet du général de Gaulle, président de la République, puis secrétaire général (1967-1974) et directeur général (1974-1982) de la compagnie Air France.]

La Cour suprême des Etats-Unis ploie sous le fardeau

La Cour suprême des Etats-Unis n'est plus en mesure de remplir ses obligations. Submergée de dossiers, elle « approche du désastre », selon son président, M. Warren Burger, qui propose de la désdoubler par une cour d'appel spéciale, en attendant de trouver une solution définitive.

De notre correspondant

Washington. — « Seuls des changements fondamentaux éviteront un effondrement du système — ou de certains membres de la Cour suprême », a affirmé récemment le Chief Justice à La Nouvelle-Orléans. Ses huit collègues et lui-même travailleraient « parfois jusqu'à quatre-vingts heures par semaine » et n'auraient quasiment plus de vacances estivales. « Ce n'est pas un très bon régime », a dit M. Burger, surtout lorsqu'on dépasse quarante ans. Cinq juges sur neuf sont septuagénaires...

La Cour suprême est une institution clé aux Etats-Unis. Chargée de la garde de la Constitution et d'interpréter les lois, elle a profondément marqué la vie américaine depuis deux siècles, tranchant des débats aussi importants que la ségrégation raciale, la peine de mort, l'avortement ou les privilèges de l'exécutif dans l'affaire du Watergate. Ses avis sont également sollicités pour une foule de controverses moins essentielles. Le mois dernier, les neuf Justices s'étaient prononcés sur des taxes pé-

triolaires, sur l'interdiction d'une émission télévisée, sur l'attribution controversée d'allocations de chômage. Ils avaient accepté d'étudier les dégâts occasionnés aux marchandises après une saisie en douane, mais rejeté l'examen d'une législation de l'Illinois interdisant aux bacheliers d'une école juive orthodoxe de porter des calottes pendant les matches...

Du papier carbone à l'ordinateur

La Cour suprême a dû examiner l'an dernier quatre mille quatre cent trente-quatre requêtes, provenant de trois sortes d'instances : cours d'appel fédérales, cours suprêmes des différents Etats et tribunaux spécialisés (cours martiales, par exemple). Soit trois fois plus de dossiers qu'en 1952. Elle a émis cent quarante et une sentences, le double d'il y a trente ans.

Cela correspond à un fort développement de l'activité judiciaire en général ; en quarante ans, le travail des tribunaux fédéraux a sextuplé, à cause de la multiplication des lois. Contrairement aux responsables politiques, les magistrats ne peuvent déléguer à des subordonnés qu'une petite partie de leurs prérogatives. C'est encore plus vrai pour la Cour suprême : elle n'a pas le droit de se subdiviser et doit procéder elle-même au choix des dossiers — choix qui constitue une partie importante de son pouvoir. Cette vénérable institution a pu néanmoins élargir son personnel administratif et améliorer son équipement. Alors qu'elle utili-

sait jusqu'en 1959 le papier carbone plutôt que les photocopieuses, elle vient de se doter d'un ordinateur.

C'est la première fois que le Chief Justice propose une réforme. Il faudrait, selon lui, créer une super-cour d'appel, composée de sept membres, qui trancherait toutes les controverses entre les différentes instances d'appel des Etats-Unis. Ces controverses représentent un tiers des sentences prononcées chaque année par la Haute Cour. Le nouvel organisme serait créé pour une durée de cinq ans, puis on déciderait de son avenir. Dans l'intervalle, une commission tripartite (gouvernement, Congrès et justice) aura étudié toutes les options possibles.

Six autres collègues de M. Burger ont déjà attiré l'attention du public sur le fardeau excessif de la Cour suprême. Mais aucun d'eux ne propose la même solution. Si M^{me} O'Connor — seule membre féminine de cette instance, nommée en juillet 1981 par le président Reagan — plaide pour des cours d'appels spécialisés, M. Lewis Powell suggère que les neuf juges se répartissent les dossiers...

Les Américains sont attachés à leur Cour suprême, dont chaque membre est une vedette nationale. M. Burger a d'ailleurs bien pris soin de fixer les limites de l'organisme dont il propose la création : cette super-cour d'appel se situerait en dessous de la Cour suprême, qui pourrait contester ces sentences et n'aurait que des membres « tournants ». Aucun risque, donc, de porter ombrage aux neuf Justices que l'Amérique conserve jalousement sur un piédestal depuis deux cents ans.

ROBERT SOLÉ.

Bonne semaine pour la culture française

Le hasard a voulu qu'au lendemain de la distribue du journal américain Raymond Sokolov (le Monde du 18 février) sur la « nullité » de la culture française se réunisse à Paris, jeudi 17 et vendredi 18 février, un nouveau colloque consacré cette fois à la « Fondation européenne », c'est-à-dire à l'Europe culturelle.

Encore un « joujou » européen ? Peut-être, mais il faut avouer que la culture n'a guère occupé, jusqu'à présent, la scène communautaire. Pourtant, comme l'a souligné l'ambassadeur de France, M. Jurgensen, qui présidait la réunion, il s'agit après les côtés économique et politique, de tracer « le troisième côté du triangle européen, plus essentiel encore que les deux autres, celui de la culture et de la civilisation ». Pourquoi les Dix gèrent-ils leur commerce extérieur, l'agriculture et la pêche et semblent plutôt qu'avec la Libye ou la Bulgarie ? Parce qu'ils ont la même civilisation, « la même conception du monde et des valeurs humaines ».

Créée le 29 mars dernier par un traité en cours de ratification, la Fondation européenne est destinée à « faire prendre conscience aux peuples de l'Europe des Dix de leur patrimoine commun, passé, présent et à venir ». Le colloque a amorcé le travail sans attendre l'achèvement des formalités juridiques. Une soixantaine d'organisations

ont fourni en vrac un premier stock de suggestions : bibliothèques européennes ; échanges de personnes, jeunes et moins jeunes, élèves et enseignants (de langues vivantes notamment) ; intégration d'études universitaires ; festival de musique des jeunes ; banque de données ; mise en circulation du patrimoine, etc.

M. Sokolov sera-t-il surpris que la Fondation européenne ait son siège à Paris, à l'hôtel de Coulanges ? Aucun partenaire de la France n'a critiqué ce choix, fait il y a cinq ans. La spécificité européenne de la capitale française n'en était pas moins son caractère cosmopolite, sa capacité d'accueillir et de faire dialoguer les arts et la civilisation (qui lui valent déjà d'abriter l'UNESCO) l'ont imposé sans hésitation.

Ajoutons-y sans complexe son prestige culturel, auquel M. Sokolov rend involontairement un éclatant hommage. Pourquoi, en effet, le rédacteur en chef pour les affaires culturelles du Wall Street Journal, dont nul ne contestera la qualité de plume et la vigueur du tempérament, se serait-il écharné sur un cadavre ?

Colloque de la Sorbonne, démarrage de la Fondation européenne, réquisitoire américain : bonne semaine, décidément, pour la culture française.

MAURICE DELARUE.

Etranger

Malaisie

Quatre pendants en deux jours

Quatre nouvelles pendants ont eu lieu vendredi 18 et samedi 19 février en Malaisie. Heng Kin Chong (vingt-trois ans) et Liew Weng Seng (trente-trois ans), qui ont été pendus vendredi, avaient été condamnés à mort respectivement en mars 1977 et avril 1978, pour détention d'armes à feu. Ils avaient obtenu à deux reprises le report de leurs exécutions, mais leur ultime recours en grâce a été rejeté. Les deux condamnés exécutés samedi sont M. Thy Sien Soong et son mari. Ils avaient été arrêtés en septembre 1977 et trouvés en possession d'une grenade. C'est la première fois qu'une femme est pendue en Malaisie, en application des lois sur la sécurité de l'Etat.

Ces pendants, qui portent à onze le nombre des personnes exécutées en Malaisie, ont été effectués en vertu de cette législation, depuis le début de l'année, provoquant de vigoureuses protestations dans le monde, et en particulier en France. Le parti socialiste ex-

prime son « indignation » et son incompréhension devant la sévérité du gouvernement, dans un pays où « la démocratisation politique progresse plus vite que dans bien d'autres » Etats de la région.

M. Jaudel, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, et qui a fait partie, à ce titre, d'une mission internationale en Malaisie, rappelle que les exécutions ont lieu en vertu d'une législation d'exception, prévoyant l'application automatique de la peine de mort en cas de détention d'arme et privant les accusés des garanties habituelles permettant d'assurer leur défense. Les dernières pendants, observe-t-il, « démontrent la volonté déclinée du gouvernement malaisien de reprendre une politique de répression, suspendue depuis plusieurs mois », et que ne saurait justifier la situation en Malaisie, « où la paix intérieure semble moins que jamais en péril ».

Thaïlande

ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT

La réforme de la Constitution assure le maintien des militaires au gouvernement

De notre correspondant

Bangkok. — Le Parlement thaïlandais, convoqué en session extraordinaire à la demande de 193 députés et sénateurs, et sous la pression du général Arthit Kamlang Ek, commandant en chef de l'armée de terre, a décidé en première lecture, le vendredi 18 février, par 295 voix contre 126, de proroger les clauses provisoires de la Constitution de 1978 qui devaient « tomber », le 21 avril, au terme du mandat de l'Assemblée nationale (les élections législatives sont prévues le 12 juin). Grâce à ce vote, qui devra être prochainement confirmé, les sénateurs, nommés et en majorité militaires, conservent leurs pouvoirs, et les fonctionnaires, civils et militaires, le droit d'accéder à des postes gouvernementaux (le Monde du 21 janvier).

Pour vaincre les hésitations d'un nombre suffisant de députés et de sénateurs, le général Arthit et ses partisans ont été très nets dans leurs propos. « Nous ne céderons pas », avait averti le général Chavalit, assistant du chef d'état-major de l'armée de terre.

Après avoir refusé d'apposer leur signature au bas de la motion de convocation du Parlement, le Parti d'action sociale (SAP), la plus importante formation politi-

que, et le Parti démocrate, tous deux membres de la coalition gouvernementale, ont tenté de limiter l'ordre du jour de la session extraordinaire au seul projet de réforme du système électoral. M. Kukrit Pramoj, ancien premier ministre et dirigeant du SAP, avait dit sa détermination de « s'opposer au retour de la dictature... même si cela doit coûter des tensions ». Mais la discipline de vote dont ont fait preuve les sénateurs a ruiné les efforts de ceux qui voulaient « sauver la démocratie ».

Malgré tout, le général Arthit n'a pas eu la partie aussi facile que prévu. Son projet s'est heurté à l'opposition d'un nombre important de députés et aux protestations de certains milieux extraparlimentaires, universitaires notamment. D'autre part, ses ambitions ont creusé des divisions au sein de la caste militaire. Quoi qu'il en soit, le commandant en chef de l'armée de terre a maintenu la possibilité de briguer le poste de ministre de la défense nationale lors de la formation, après les élections législatives, d'un nouveau gouvernement et, ultérieurement, de succéder, comme premier ministre, au général Prem Tinsulanond.

JACQUES DE BARRIN.

A travers le monde

Bolivie

• LES CORPS DE QUATORZE PERSONNES « DISPARUES » pour raisons politiques ont été retrouvés dans un cimetière de La Paz par une commission d'enquête formée, en janvier, par le gouvernement Siles Zuazo. Les victimes avaient été tuées par des membres des forces de sécurité du gouvernement du général Banzer. — (Reuters.)

Espagne

• QUATRE CENT CINQUANTE MINÉRIERS DE L'ENTREPRISE ENDESA se sont enfermés, vendredi 18 février, dans une mine située dans la province de Teruel pour soutenir leurs revendications salariales. Des collectes d'aliments et de vêtements ont été réalisées dans la région pour soutenir les mineurs. — (A.F.P.)

Nicaragua

• DÉPART D'UN OFFICIER AVIATEUR. — Le capitaine Daniel Cedeno Wong, officier de l'aviation nicarag-

guayenne, a annoncé, le vendredi 18 février, à San-Jose-de-Costa-Rica, où il s'est réfugié, qu'il avait décidé de combattre le gouvernement sandiniste de Managua et qu'il avait rejoint l'organisation dissidente dirigée par Eden Pastora, ancien vice-ministre de la défense de Managua. — (A.F.P.)

Pérou

• QUINZE GUERRILLERES DU SENTIER LUMINEUX ont été tuées et dix autres faits prisonniers par les forces armées dans le village de Huancacano, a-t-on annoncé officiellement à Lima le vendredi 18 février. Les rebelles avaient réussi la veille à libérer sept des leurs dans le village voisin de Sachamarca. — (Reuters.)

Tchécoslovaquie

• UN PIRATE DE L'AIR a été tué vendredi 18 février par les services de sécurité à bord de l'avion tchécoslovaque desservant la ligne Bratislava-Prague qu'il tentait de détourner. L'agence C.T.K. ne donne que le nom du Tchécoslovaque tué, Marian Pesko. — (A.F.P.)

LA NÉGOCIATION ISRAËLO-AMÉRICAINO-LIBANAISE

L'occupé, l'occupant... et le préoccupé

La négociation, après deux mois de piétinements, se débloquerait-elle sous la pression américaine ? Jeudi 17 et vendredi 18 février. Libanais et Israéliens ont enregistré des « progrès sensibles » sur le « retrait des troupes étrangères » et le futur document marquant la fin de l'état de guerre. On va discuter quatre jours par semaine au lieu de deux. Bon signe ?

De notre correspondant

Khalde. — Un hôtel pour touristes désargentés sert de cadre — pour leur partie libanaise — à ces assises très particulières. Moins éblouissant que d'autres par la guerre qui, sur cette plage de Khalde, a connu une multitude de belligérants avant les coups de main israéliens de juin 1982, il n'avait plus vu un client depuis huit ans lorsqu'il a été promu à cette fonction honorable. Depuis

Sûrs d'eux-mêmes, et de leur droit, les Israéliens s'étonnent que leur volonté ne soit pas faite, convaincus de mériter la gratitude éternelle des Libanais. « Vous oubliez que nous vous avons sauvés de l'occupation et du désespoir. Comment vous permettez-vous d'être offensés pour notre ministre, le général Sharon ? », a dit sur un ton vif le chef de leur délégation, M. David Kimche, à son partenaire libanais M. Antoine Fattal s'est dressé dans sa dignité pour lui répondre : « Nous étions occupés, c'est vrai, nous le sommes toujours. Nous étions désespérés, c'est vrai, nous le sommes toujours. Quant à l'offense, repartons-en, quand M. Sharon ne permet de dépecer mon pays et d'en disposer pour se le partager avec la Syrie ! Je ne suis rien de plus offensé. »

L'image est usée mais elle s'impose : face au Goliath israélien, le David libanais a pour seule fronde la volonté des États-Unis dont les intérêts coïncident aujourd'hui pleinement avec les siens et se traduisent par un soutien résolu. C'est une force, certes, mais aussi une faiblesse. Engagé dans une épreuve de force avec son grand allié américain, Israël teste constamment son seuil de tolérance, et le provoque, autour de la

réponse : « De grâce, assez d'idées ! ». Ce qui a donné à M. Antoine Fattal l'occasion d'un rappel historique : « Ne faites pas comme l'Autriche du dix-neuvième siècle, dont Palmerston disait : « Elle est toujours en retard d'une idée, d'une année ou d'une armée. » Ce n'est certes pas d'une armée que vous êtes en retard... »

Un « trapéziste » hébraïsant

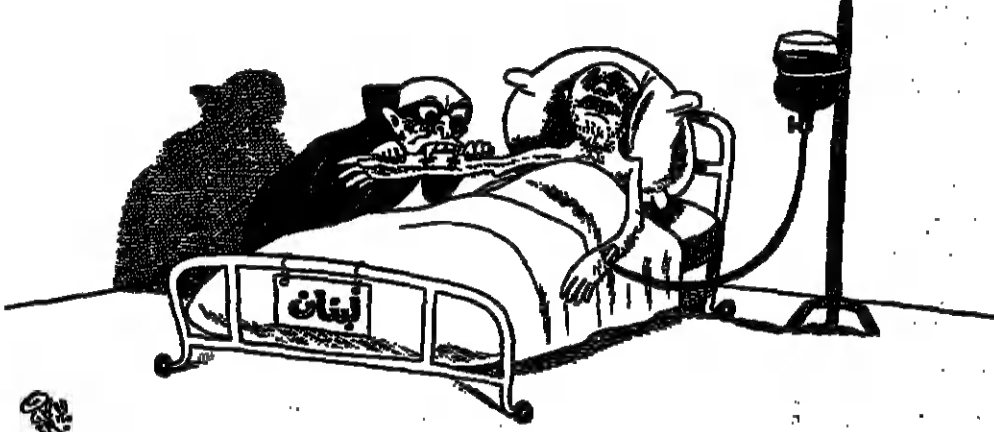
Les militaires libanais, les généraux Kaakour (sunnite) et Handane (chiite) et le colonel Rohayem (maronite), n'ont certes pas l'assurance de leurs collègues israéliens, et pour cause. Ils se présentent donc en hommes techniques, vieux routiers du difficile et inégal dialogue entre l'armée de leur pays et celle d'Israël. Un diplomate, M. Khanna (sunnite) et un juriste, M. Baroud (maronite), achèvent de composer une délégation qui, encore plus que l'israélienne, a son chef pour pivot.

Le hasard a voulu que l'homme qui symbolise le Liban à ce dialogue vital pour son avenir appartienne à la plus petite des dix-sept communautés nationales : M. Fattal est syriaque-catholique. Venu d'Egypte, où il est né d'une fa-

Le remplacement du général Sharon par M. Arens au ministère israélien de la défense activera-t-il la négociation déjà traînante, pour ne pas dire bloquée ? On pense du côté libanais que la manière changera peut-être, mais non la substance.

Bien que son émissaire, M. Philip Habib, ne paraisse pas avoir rapporté grand-chose dans ses bagages à son dernier voyage au Proche-Orient, le président Reagan a engagé sa crédibilité dans l'opération en cours. Il vient d'envoyer en renfort à la délégation américaine un officier, le général Cooley, qui ne mène pas ses mots face aux Israéliens. Irrités, ceux-ci prétendent que les Américains leur demandent tout simplement de se retirer du Liban sans rien obtenir en échange. Ce qui, évidemment, est faux. Washington a en fait compris qu'entre le Liban et Israël il faudrait parvenir à un accord de paix qui ne dise pas son nom. Celui-ci serait prononcé lors d'une phase ultérieure du règlement de la crise du Proche-Orient.

Les Israéliens l'admettent, par moments, dans une approche pragmatique, pour ensuite revenir à leur exigence première d'une paix en bonne et due forme. Les Libanais leur tiennent à peu près



Pessimisme (le journal arabe de Londres Ashaq Al-Awwal) et optimisme (poster israélien distribué à la « bonne » frontière)

lors, il sort de sa torpeur délabrée un jour par semaine, le lundi, la séance du jeudi se tenant en Israël. Enval par des journalistes parqués dans une grande salle reliée par téléphone à Tel-Aviv plutôt qu'à Beyrouth et qui s'ennuient à ne rien apprendre, mais qui sont tenus d'être là pour le cas où... C'est-à-dire, essentiellement pour le cas où se produirait un attentat.

Par deux fois, ils ont failli être à la fête : des salves de Katioucha se sont abattues un jour à 100 mètres de l'hôtel et, un autre, à plusieurs centaines de mètres en mer. Les auteurs des attentats, qui étaient les mêmes, ont été arrêtés à la résidence : des agents syriens.

Pour leur partie israélienne, les négociations se déroulent dans un grand hôtel du centre balnéaire de Natanya. Pas plus qu'à Khalde, on n'y apprend grand-chose sur ce qui se passe dans les longues séances à huis clos en dépit des « fuites » organisées sur le ton de la confidence à l'intention de journalistes sceptiques.

Accusés d'ingratitude

Curieuse négociation ! Autour d'une table, ronde en Israël et triangulaire au Liban — ces variations géométriques où le « troisième côté » américain est tantôt mis en évidence tantôt estompé — on discute, on fustige, on s'entend sur des bribes que l'on s'efforce de mettre en forme, pour constater, une ou deux séances plus tard, qu'on ne s'est entendu sur rien, les Israéliens, maîtres du jeu, ayant d'un revers de main tout balayé pour revenir à la case départ.

table de négociation comme sur le terrain, jusqu'au bord de la rupture. Les négociateurs libanais le nient, bien sûr, mais le dialogue passe par-dessus leur tête et a pour objet réel la paix au Proche-Orient, au-delà du sort de leur pays.

Malgré les « coups de gueule » du général Tamir, qui a disparu de la scène depuis la semi-dégrâce de son grand ami le général Sharon, et la raideur cinglante de M. Fattal quand il estime le Liban outragé ou ses droits fondamentaux lésés, la négociation se déroule entre gens de bonne compagnie.

Côté israélien, M. Kimche, bien calé sur la suprématie de ses armes, a toute latitude de se montrer courtis — mais intraitable — sans avoir à constamment se dresser sur ses ergots comme son vis-à-vis libanais. Le diplomate de sa délégation, M. Divon, homme de grande culture, le juriste, M. Rubinstein, religieux fervent et grand amateur d'humour noir (et juif), veillent au grain, intrus étonnés eux aussi, mais sans virulence.

Le général Tamir avait coutume de taper sur la table en criant : « C'est à prendre ou à laisser ! », et de donner des coups de coude intempestifs à M. Kimche pour l'inciter au maximum de fermeté, mais il se calmait bien vite. Avec l'autre militaire de la délégation, le général Enam, il représentait « l'aile dure » et se présentait comme un officier capable de grands gestes, mais habitué à gagner les guerres et à imposer sa volonté.

Au chef de la délégation américaine qui intervenait un jour en disant : « J'ai une idée », il a répondu : « De grâce, assez d'idées ! ». Ce qui a donné à M. Antoine Fattal l'occasion d'un rappel historique : « Ne faites pas comme l'Autriche du dix-neuvième siècle, dont Palmerston disait : « Elle est toujours en retard d'une idée, d'une année ou d'une armée. » Ce n'est certes pas d'une armée que vous êtes en retard... »

« Ne poussez pas le bouchon ! »

Un vieux commerce du monde juif — il avait des juifs comme voisins de palier au Caire — le rend sans hostilité mais aussi sans complexité à l'égard des Israéliens. Si, en séance, la négociation est dure et le ton parfois âpre, dans les intermèdes, notamment aux repas pris par petites tables mêlées, l'atmosphère est décontractée. On parle de littérature, d'histoire. Les cérémonieux « monsieur l'ambassadeur » ou « monsieur le délégué » sont remplacés par les prénoms, et l'on dit en privé ce qui ne peut être contraindre dans des procès-verbaux. « Je reconnais que vous ne pouvez faire autrement et que vous défendez admirablement votre pays », a murmuré un délégué israélien à M. Fattal au sortir d'un débat particulièrement orageux.



Pessimisme (le journal arabe de Londres Ashaq Al-Awwal) et optimisme (poster israélien distribué à la « bonne » frontière)

convaincu qu'il lui faut parvenir à un accord s'il ne veut pas perdre le Sud jusqu'au fleuve Litani. Le Liban a fait de l'idée de la neutralité. Les Israéliens ont eu l'air intéressés, et la France a poussé à la roue. Mais Washington a discrètement demandé qu'on mette une sourdine à ce thème.

En fait, Washington entend sauvegarder le Liban en y consolidant ses intérêts et en y conservant le plus grand nombre possible d'options ouvertes. « Plus libanais que les Libanais », petits-fils d'émigré, M. Habib — chargé de cette complexe mission par son président — n'est pas, loin de là, l'homme le plus apprécié par les dirigeants israéliens. Ils le trouvent « brutal » lorsqu'il est ferme et perçoivent son humour froid comme du sarcasme. Mais il connaît bien les juifs pour avoir vécu parmi eux à New-York, et, s'il devait y avoir un jour une issue à cette négociation, c'est de lui qu'elle passerait. En attendant, l'impuissance dont fait preuve l'administration américaine face à la prolifération des implantations juives en Cisjordanie laisse les Libanais pantois.

Une photo prise au repas suivant la première séance des négociations montre M. Fattal, raide comme un « i », la main figée sur sa coupe, tandis que M. Kimche et le Draper se baladent le champagne. « Je fèrerais mon verre lorsque nous aurons abouti à un accord », dit avec dignité le représentant de Beyrouth. Il n'est sans doute pas à la veille de s'enivrer.

LUCIEN GEORGE.

CANADA
maxi circuit
23 JOURS : 13.900 F.
MONDOVOYAGES
205, boulevard Raspail - 75014 Paris
tél. : 320.99.17

(Publicité)
CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT
Les personnalités françaises qui ont participé à sa fondation (André AZOULAY, BULAWKO, prof. Jacques JULLIARD, NIEDERMAIER, Marc LEFÈVRE (Chalom Akheva), TARNERO, prof. Jacques VERNANT, WORMSER) vous diront pourquoi
LA PAIX EST ENCORE POSSIBLE
Le lundi 21 février 1983, à 20 h 30
Salle S.E.I.N. - 4, place Saint-Germain-des-Près, Paris-VI
LA COORDINATION DES CERCLES DE LA GAUCHE JUIVE :
Amis de Chalom Akheva, Association des Juifs de gauche, Cercle Bernard Lazare, Identité et Dialogue, Judaïsme et Socialisme, Mésamir.
Secrétariat : 17, rue de la Victoire - Paris IX - Tél. : 878-63-06

MONGOLIE
ASIE CENTRALE - SIBÉRIE
24 JOURS : 13.900 F.
MONDOVOYAGES
205, boulevard Raspail - 75014 Paris
tél. : 320.99.17

Etranger

L'enfant unique, clé du progrès chinois

Un mois pour faire admettre à des Chinois obstinément prolifiques que l'enfant unique est la clé du progrès.

De notre correspondante

Pékin. — De jeunes parents radicaux tenant par la main leur unique petite fille, radieuse, elle aussi. Sur l'immense panneau, la « famille modèle » se détache peinte en couleurs vives sur un fond où se mêlent, de l'échangeur routier à la fusée, en passant par l'avion et l'hélicoptère, tous les symboles d'un pays moderne et industrialisé. Prometteur, un slogan barre l'affiche : « Pour un présent heureux et un bel avenir ».

Le mois de la campagne nationale pour le planning familial vient de faire fleurir, à Pékin, des placards de ce genre, tandis que des haut-parleurs déversaient inlassablement leurs consignes et que des banderoles rouge vif, bardées de mots d'ordre, se déployaient au-dessus des avenues ou aux façades des bâtiments publics.

Lancée officiellement en début d'année par M. Qian Xizhong, ministre de la commission d'Etat du planning familial, cette campagne s'est achevée le 13 février, date du Nouvel An lunaire. Elle suivait l'adoption, en décembre dernier, de la nouvelle Constitution qui fait du contrôle des naissances un devoir d'Etat. Mais elle répondait, surtout, à la nécessité de sensibiliser davantage l'opinion à l'objectif que s'est fixé le gouvernement de ne pas dépasser la barre des 1 200 millions d'habitants au tournant du siècle.

Or les premiers résultats du recensement de juillet 1982 montrent que le pays compte déjà plus de 1 008 millions d'habitants et que la croissance de la population

a été de plus de 14,5 millions en 1981. Si cette progression se maintient, cela signifierait, selon M. Li Chengrui, directeur du Bureau national du recensement, qu'en l'an 2000 la Chine totaliserait plus de 1,3 milliard d'habitants.

Le seul moyen de parvenir au but souhaité, vient-il de déclarer, est donc de réduire la croissance moyenne annuelle de la population à 9,5 millions par an pendant les dix-huit années à venir. Une gageure, si on sait, notamment, que les autorités du pays admettent que plus de 200 millions de femmes sont, aujourd'hui, en âge de procréer et que 170 millions d'entre elles vivent à la campagne, où la résistance au principe d'un enfant par famille est un fait reconnu.

« Comme la production agricole »

Trois ans après avoir lancé sa politique de la famille à enfant unique, le gouvernement est bien obligé de convenir, en effet, que c'est en milieu rural qu'elle a le moins porté ses fruits. M. Qian Xizhong, en précisant que désormais le contrôle des naissances sera centré essentiellement sur les paysans, a confirmé implicitement cet échec. Même avec lorsqu'il a annoncé que la Chine allait se doter d'une nouvelle loi sur le planning familial et que, sans rien révéler d'autre à ce sujet, il a cependant jugé bon d'indiquer qu'un système de responsabilité similaire à celui qui a été instauré pour la production agricole sera mis en place, à la campagne, pour le contrôle des naissances.

Ce système consisterait pour les paysans à signer un contrat avec leur brigade de production où ils s'engageraient personnellement à payer une amende s'ils

mettent au monde plus d'enfants que ne le prévoit le contrat. Pour encourager l'adhésion à ce système et le rendre plus efficace, M. Qian a préconisé que les parents qui ont un seul enfant — et particulièrement ceux qui ont une fille unique — soient prioritaires dans l'attribution de terres de culture et de lopins individuels mais aussi qu'ils bénéficient de privilèges pour ce qui concerne le logement et les avantages sociaux.

A tous les niveaux, responsables politiques, sociologues, scientifiques, tirent la sonnette d'alarme. Il y a quelques jours, M. Xu Dixin, président de la Société des sciences démographiques, a affirmé qu'il existait une « contradiction très nette » entre le taux de croissance de la population et le développement de l'économie nationale. Il a fait observer, par exemple, qu'entre 1953 et 1978, dans la proportion de 58 %, l'augmentation des biens de production avait été absorbée par le nouvel afflux de la population, épongeant ainsi la majeure partie de l'amélioration du niveau de vie. Il a encore souligné que, pour la même période, la masse fixe des nouveaux emplois proposés chaque année s'est élevée à deux millions alors que, depuis 1966, dix-sept millions de personnes se sont présentées, chaque année, sur le marché du travail. « A la campagne, a-t-il ajouté, la surface de terre cultivable par tête s'est réduite de moitié, passant de 0,2 hectare en 1949 à 0,1 hectare, tandis que, dans les villes, la surface moyenne d'habitation par personne est passée de 4,5 m² au début des années 50, à 3,6 m² actuellement ».

Ce tableau assez sombre, même s'il n'est prudemment dressé que pour la seule période précédant le début de l'ère Deng Xiaoping (1978), rend perplexes

face à l'optimisme couramment exprimé par les dirigeants chinois. Il est vrai que le gouvernement a du mal à faire appliquer sa politique de l'enfant unique, la seule qui permettrait de réduire efficacement la croissance de la population. Dans l'incapacité de dominer véritablement la situation, il se contente de prôner une ligne qui peut se résumer au schéma suivant : autoriser la naissance d'un enfant, limiter celle du deuxième et interdire celle du troisième. Mais faute d'une loi nationale, l'application de ces principes est placée sous la seule férule des pouvoirs locaux avec tous les abus que cela implique.

Pas de « caprices individuels »

Le nombre de réglementations, toutes différentes les unes des autres, qui, depuis peu, voient le jour dans les provinces en apporte la preuve. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, dans le Guangdong, six catégories de parents échappent à la règle de l'enfant unique alors que dans le Shanxi il y en a douze dont cinq sont classées sous la rubrique « Circonstances spéciales » et sept sous celle de « Difficultés réelles ».

Parmi des dérogations, certaines sont définies de manière suffisamment floue pour être appliquées à la seule discrétion des pouvoirs locaux. Le fait que dans une famille de trois frères ou plus, l'un d'entre eux seulement soit fertile est un exemple de ce qui a été rangé dans le chapitre des « difficultés réelles ».

Dans le Fujian, en revanche, c'est la loi de l'enfant unique qui vient d'être édictée avec un renforcement notable des sanctions contre ceux qui contreviendraient à cette règle. A Kunming, dans le

Yunnan, l'armée a été appelée à participer à la diffusion de l'information sur le planning familial, mais aussi à aider les autorités locales dans les « opérations de stérilisation ».

L'avortement et la stérilisation (surtout chez les femmes) sont, de fait, les méthodes les plus couramment utilisées pour parvenir à limiter les naissances. Et si la persuasion est conseillée par le gouvernement central, celui-ci ne manque pas d'ajouter que la ligne du parti doit être respectée et que « toute complaisance ou caprice individuels passent après les intérêts de la société ».

Chaque autorisation de naissance, pour les femmes surtout, devient ainsi un combat individuel. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si se sont répandus l'usage des passe-droits les plus variés et les actes d'injustice. Le *Jiefang Ribao*, le journal du parti à Shanghai, rapporte comment une jeune femme, mère d'une seule fille, a « su résister courageusement » à l'offre que lui faisait sa belle-mère qui, souhaitant un petit-fils, lui proposait 10 000 yuans (1 yuan vaut 3,6 F) pour compenser les pertes financières qu'impliquerait une seconde naissance. *Pékin-soir*, reprenant la campagne en faveur de la stérilisation lancée par M. Qian, le 11 janvier, n'hésite pas à affirmer que « d'éventuelles réactions négatives à la suite d'une vasectomie ne peuvent être mises que sur le compte de troubles nerveux », et l'auteur de l'article ajoute avec aplomb que « certains chercheurs étrangers considèrent même que cette opération entraîne une augmentation de la production des hormones mâles, prolongeant ainsi la jeunesse des intéressés ».

Des faits dramatiques se produisent parfois. Selon un journal de Hongkong en langue chinoise, une révolte contre des avorte-



Violette Le Quédré.

ments forcés aurait éclaté, en juin 1982, dans un village du Shanxi, faisant une quarantaine de victimes. Il ne suffira sans doute pas au gouvernement central d'une campagne de sensibilisation d'un mois pour maîtriser le problème. C'est une action soutenue, de longue haleine, qui sera nécessaire, en même temps qu'un certain doigté pour éviter que ne se multiplient les situations explosives.

ANITA RIND.

Député suédois et citoyen turc ?

Les Pays-Bas ont décidé, jeudi 17 février, d'accorder le « droit de vote local » aux immigrés. C'est le premier pays de la Communauté européenne à suivre l'exemple suédois. Tandis qu'à Stockholm on songe à aller plus loin dans l'espoir — incertain — de renforcer la gauche au Parlement.

De notre correspondant

Stockholm. — Sur les 8 300 000 habitants que compte la Suède, environ un million sont de souche étrangère. 430 000 ont gardé leur nationalité d'origine, finlandaise, yougoslave, turque ou grecque. Les incidents entre communautés qui se produisent de temps à autre ne prennent jamais pourtant l'ampleur des tensions que l'on connaît en Grande-Bretagne et en France.

Les Scandinaves sont peu démonstratifs : ils n'expriment guère leurs sentiments xénophobes et lorsque les députés, des communistes aux conservateurs, décident en 1975 à l'unanimité d'accorder le droit de vote aux immigrés pour les élections communales, personne ne bronche. On trouvait somme toute normal que des gens travaillant et payant leurs impôts en Suède, envoyant leurs enfants dans les écoles suédoises, aient leur mot à dire sur la gestion des affaires municipales. Les deux seules conditions posées étaient d'avoir dix-huit ans et

d'avoir résidé trois ans au moins dans le pays.

Comme souvent en Scandinavie, les choses se sont passées en douceur. Une fois l'idée de la réforme électorale lancée, les fédérations d'éducation populaire, les mouvements de jeunesse, puis les syndicats et les partis se sont mobilisés pour la faire accepter et en moins de dix ans une opinion « plutôt contre » est devenue « plutôt pour ».

Aujourd'hui, les Suédois, qui adorent servir de modèle, sont fiers de constater que leur exemple a été suivi par le Danemark, la Norvège ou enfin les Pays-Bas. Ils oublient un peu vite le rôle prépondérant joué par l'ancien président finlandais. Lors de ses nombreuses visites à Stockholm, M. Urho Kekkonen ne manquait jamais une occasion de frapper du poing sur la table et de demander aux Suédois d'accorder le droit de vote à ses compatriotes (au nombre de 180 000), qui, faute de travail dans leur pays, viennent en chercher en Suède où ils s'installent parfois définitivement. Aux termes d'une convention nordique, ils n'ont besoin d'aucun permis de travail ou de séjour.

Le Chili

avant les crèches

Depuis l'adoption de la réforme, les étrangers ont eu l'occasion de s'exprimer à trois reprises dans les scrutins communaux et de se prononcer, par référendum au printemps 1980, sur l'avenir de l'énergie nucléaire en Suède. Curieusement le taux de participa-

tion a régulièrement diminué : 60 % la première fois en 1976, 53 % trois ans plus tard et au référendum, sans doute moins encore à la dernière consultation de septembre 1982. Pourquoi ?

Peut-être parce que les étrangers ont le sentiment que le bulletin qu'ils déposent dans l'urne ne sert pas à grand-chose, les grandes décisions sont prises au Parlement de Stockholm.

Pour les réfugiés latino-américains en particulier, la politique suédoise, mise à part l'engagement de M. Olof Palme dans les questions internationales, ne présente guère d'intérêt. Dans ces milieux, les discussions tournent plus autour de l'avenir des dictatures chilienne ou argentine que sur le nombre de crèches à construire dans une banlieue...

En outre, bon nombre d'immigrés n'informent pas les services d'état-civil de leur départ et continuent par conséquent à figurer sur les listes électorales. Si leur tentative de retour au pays se solde par un échec — et c'est très souvent le cas — ils peuvent toujours revenir en Suède où leur autorisation de séjour, une fois acquise, est permanente. Les Finlandais, eux, font la navette entre les deux rives de la Baltique et se moquent des formalités administratives.

Les études réalisées à ce jour montrent que, sur les 230 000 étrangers inscrits en 1979 (3,7 % de l'électorat), les femmes ont voté en plus grand nombre que les hommes. Sans doute parce qu'elles sont plus disposées que leurs maris ou leurs parents, surtout si elles sont d'origine turque,

yougoslave ou grecque, à se fixer en Suède, où elles se sentent plus indépendantes au sein de leur famille, et plus libres de travailler.

Comparé au taux moyen de participation aux élections en Suède, qui est de 90 %, ce sens civique peut paraître faible, mais les responsables du ministère considèrent que le bilan est positif. Sans cette réforme, les formations politiques ne se seraient probablement pas autant intéressées à la condition des immigrés.

Eligibles, les immigrés le sont également. Mais là, les résultats sont plutôt maigres. Les Suédois ont tout fait pour éviter la création de purs « partis d'immigrés » et se sont employés, avec succès, à canaliser les étrangers vers les partis traditionnels. 69 000 candidats s'étaient présentés aux élections aux conseils municipaux et généraux en 1979. 800 environ étaient des étrangers. 100 seulement ont été élus, et autant comme suppléants. Ce sont pour la plupart des Finlandais.

Qu'ils se fassent naturaliser !

Cette réforme ne constitue apparemment qu'une étape et le nouveau gouvernement social-démocrate envisage maintenant de donner le droit de vote aux immigrés aux législatives de 1988. Certains socialistes ne cachent pas leur objectif : « C'est le seul moyen de renforcer l'électorat de gauche à l'avenir », écrit par exemple *Aftonbladet*, l'organe des syndicats. Mais un expert en la matière, le professeur Tomas Hammar de l'université de Stockholm pense que les sociaux-démocrates se trompent. « Il n'est pas du tout évident », dit-il, « que la seconde et la troisième génération d'immigrés, qui ne travaillent plus à l'usine mais dans les bureaux, votent forcément à gauche. Pour le moment, ils choisissent en majorité les sociaux-démocrates et les communistes mais la progression des conservateurs est marquante, comme dans l'électorat suédois. » Il reconnaît que l'opinion suédoise, avec la mon-

naie du chômage, est sans doute hostile au nouveau projet et que des obstacles juridiques vont surgir. Pour s'en rendre compte, il suffit de feuilleter le courrier des lecteurs qui occupe ici une place importante dans les quotidiens. « Si les étrangers veulent être des députés, qu'ils se fassent d'abord naturaliser ! ».

Où va-t-on si les étrangers décident à l'avenir de notre politique de neutralité et de défense ?... C'est d'ailleurs l'avis de tous les partis « bourgeois ». Le professeur Hammar estime cependant qu'il s'agit d'un problème européen fondamental : « Plusieurs millions de travailleurs migrants en Europe sont aujourd'hui privés du droit de vote et cette injustice doit être réparée. La notion de nationalité telle

que nous la connaissons, me semble complètement dépassée. De nombreux étrangers qui habitent notre pays ont en fait exactement les mêmes droits qu'un suédois. L'Etat leur a donné l'autorisation de vivre et de travailler en Suède. Puisque ces gens vont, selon toute probabilité, rester chez nous, pourquoi ne pas leur donner un droit de vote complet, ou automatiquement la double nationalité ? S'il faut trouver un compromis, pour calmer l'opinion, disons qu'ils pourraient élire nos députés mais sans être éligibles. Il y a bien des entreprises multinationales. Pourquoi n'y aurait-il pas des citoyens multinationaux ? ».

ALAIN DEBOVE.

(Publicité)

Le groupe Opéra de la BNP, fête M. Henri RÉMY 100 ans d'âge 66 ans de fidélité à la même agence

LA BNP, LA BANQUE QUI CONSERVE ET PRÉPARE L'AVENIR

AUSTRALIE
maxi circuit
29 JOURS : 23.600 F.
MONDOVOYAGES
205, boulevard Raspail - 75014 Paris
Tél. : 320.95.17

FABRICANT - VENTE DIRECTE

liste de mariage

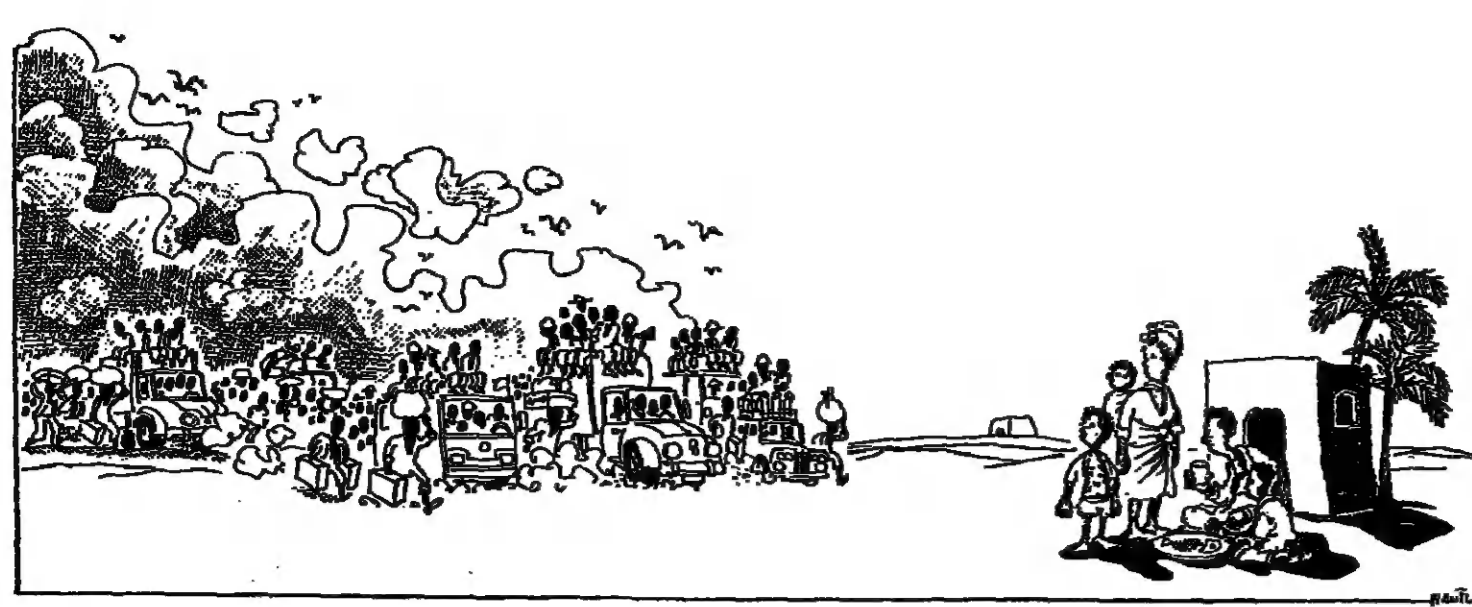
COUVERTS ORFÈVRE
Garantie 25 ans couverts argentés

FRANOR 70, RUE AMÉLOT 75011 PARIS
catalogue gratuit M sur demande

La police rejette sur le Congrès national africain la responsabilité de l'attentat de Bloemfontein

155

africain



par la crise pétrolière

L'expulsion des travailleurs étrangers « en situation irrégulière » a passé, aux yeux des Nigériens, pour un moyen commode de libérer des emplois à leur profit. Il n'en a rien été, les postes vacants exigent une qualification ou présentant des contraintes qui écartent les nationaux. Certains chefs d'entreprise constatent aujourd'hui que les Nigériens ne se pressent pas aux portes de leurs fabriques pour prendre la place des exilés.

Dans certains secteurs, de graves problèmes risquent de se poser. Par exemple, à Lagos, comment remplacer au pied levé huit mille instituteurs ghanéens ? Un problème identique se pose en brousse, où les Chamanés acceptent d'aller enseigner, alors que les Nigériens, attirés par l'argent facile des revenus pétroliers, s'étaient rués vers les villes et avaient délaissé leur agriculture, tournant en dérision la « révolution verte » lancée à grand fracas par les civils lors de leur retour au pouvoir.

Cet exode explique que la part de l'agriculture dans le P.N.B. ne cesse de baisser. De 31 % en 1974 elle est tombée à 23 % en 1981. Le volume de la production agricole a chuté de 14 % entre 1978 et 1981. Deuxième exportateur de cacao derrière le Ghana il y a dix ans, le Nigeria n'occupe désormais que la quatrième place, derrière par la Côte-d'Ivoire et le Brésil. L'agriculture employait 70 % de la population en 1960. Elle n'en compte plus que la moitié sans pour autant s'être modernisée, car elle a manqué d'investissements, ceux-ci s'étant portés sur des secteurs immédiatement plus rentables comme le bâtiment et les services.

L'échec économique, longtemps occulté par l'importance du pétrole, est évident depuis plus d'un an. Les arriérés de paiements s'élèvent à quelque 7 milliards de dollars qui s'ajoutent à une dette extérieure de 16 milliards déjà utilisés et de 11 milliards si l'on tient compte des engagements à long terme. Il faudrait pour redresser la barre une intervention énergique du F.M.I., entraînant dans son sillage des capitaux privés, ce que l'approche des élections de l'automne ne permet pas d'envisager dans l'immédiat.

Un protecteur discrédité

Sur le plan panafricain, le Nigeria, depuis de nombreuses années, affirmait sa vocation de puissance régionale habilitée à défendre les intérêts de tous les Noirs du continent, notamment face à l'apartheid sud-africain, et même, mais de façon beaucoup plus nuancée et subtile, face aux Arabes, dont il conteste parfois le rôle, par exemple au sein de l'O.U.A. Il s'est posé en protecteur de ses voisins immédiats, regroupés au sein de la CEDEAO, marché commun régional, et a financé les mouvements de libération reconnus par le comité ad hoc de l'O.U.A. Aussi est-il de toutes les négociations. Sa voix semble prépondérante quand il faut désamorcer, ce qui est le cas actuellement, une crise au sein de l'O.U.A. Il est le seul Etat sud-saharien à avoir reçu la visite officielle d'un président américain, en l'occurrence M. Carter. A plusieurs reprises, le Nigeria a été associé aux Etats de « ligne de front » austral dans des négocia-

tions, notamment, voilà quelques années, à propos du conflit rhodésien. Fier jusqu'à l'ostentation de ses succès intérieurs - victoire sur la sécession biraïse, retour des civils au pouvoir, adoption d'un système fédéral et respect de certaines règles démocratiques - le Nigeria avait perçu dans les années 70 les dividendes de ces succès politiques et d'un enrichissement lié avant tout au « boom pétrolier ».

Et la « fraternité » africaine ?

Accueillant, il offrait un asile à des réfugiés politiques, à des intellectuels qui trouvaient dans ses universités - parmi les meilleures du continent - une liberté d'expression et de création qui leur était interdite chez eux. Dans le domaine littéraire, il était, sans conteste, le principal foyer culturel de l'Afrique. Un peu trop imbu de sa supériorité, il manifestait une certaine arrogance dont ses voisins et alliés continuent à s'accommoder bon gré mal gré, même quand elle les humiliait quelque peu.

En quelques jours, ce prestige de « grande puissance » s'est effondré. La brutalité de l'expulsion massive et surtout, peut-être, l'absence totale de mesures destinées à éviter aux bannis brutalités et exactions de la part d'une population xénophobe ont provoqué une profonde remise en cause du mythe nigérien. Alors que les retournements de candidats à l'immigration aux frontières du monde industriel sont jugés injustes et cruels, la façon dont les Africains traitaient chez eux d'autres Africains ne pouvait que faire scandale. Si nulle voix officielle ne s'est élevée - prudence oblige - pour condamner les dirigeants de Lagos, leur « image » a été considérablement ternie.

Certes, les Nigériens ont affirmé - après coup - avoir averti leurs voisins concernés, notamment les Etats membres de la CEDEAO de leur intention d'expulser les « ressortissants étrangers en situation irrégulière ». Cette assertion a été toutefois démentie par les intéressés, notamment par cinq Etats du conseil de l'Entente (Togo, Niger, Haute-Volta, Bénin et Côte-d'Ivoire). Ils ont observé que « la fraternité et

la solidarité africaines auraient dû jouer de façon que les Etats africains concernés soient informés à l'avance pour leur permettre d'organiser l'accueil de leurs ressortissants ».

Autrement dit, face à des Etats démunis et fragiles, victimes de la hausse vertigineuse du prix du pétrole, le Nigeria a fait preuve d'un mépris d'autant plus flagrant qu'il revendiquait, à leur égard, le rôle de protecteur. Le gouvernement fédéral n'a pas hésité à prendre une mesure dont il savait que ses voisins pâtiraient fatalement. Certes, fut-il perdu de réputation, le Nigeria inspirera toujours la révérence qui va à un Etat important. Toutefois, il n'a pas fini de subir les conséquences, internes comme externes, d'une décision qui marque sans doute un tournant dans son histoire. A l'heure de l'épreuve, la désillusion qu'il suscite est au moins égale à celle qu'il éprouve devant ses propres déconvenues.

Ensemble préparé par FRANÇOISE CHIPAUX et JEAN-CLAUDE POMONTI.

Ces métèques dont vient tout le mal...

Correspondance

Lagos. - Dans ce pays naître hospitalier au point d'accueillir à des étrangers tous les droits des autochtones, les journaux polémiqment aujourd'hui sur un nombre incalculable de sujets, allant de la politique du président Shagari aux chansons de Fela, en passant par les nombreuses affaires de corruption. Ils ne retrouvent une certaine unanimité que pour condamner les immigrés africains, rejeter sur eux la vague de criminalité et la responsabilité du chômage, et accuser accessoirement les résidents indiens et pakistanais d'organiser la contrebande et donc la corruption.

Pourtant, la presse, si friande de faits divers, mentionne très rarement ici des altercations, a fortiori des rixes, entre autochtones et immigrés, soit dans la capitale, soit à l'intérieur. On ignore toute l'atmosphère de tension à Lagos, par exemple, où se trouvaient concentrés pour tant des centaines de milliers de travailleurs ghanéens et des dizaines de milliers de Nigériens, de Togolais et de Béninois. Tous ces immigrés se sentaient, de toute évidence, en confiance dans ce vaste pays, au milieu des déracinés de l'exode rural vivant d'expédients dans les bidonvilles des périphéries.

Puis, tout à coup, dans ce ciel social dépourvu ou presque de nuages, un bref communiqué signé de M. Alhaji Ali Babo, ministre de l'intérieur, et publié par l'ensemble de la presse, demandait le départ, sous quinze jours, des « aliens » ne possédant pas un permis de travail en règle, ce qui était le cas de la quasi-totalité d'entre eux. On ne trouvait pas dans le communiqué la moindre trace d'une quelconque menace de sanction. Et pourtant, à Lagos, Bénin et Gha-

néens, Nigériens et Togolais, se préparaient immédiatement à partir. Pourquoi ? « Parce que les Yoroubas (1) vont profiter de l'occasion pour nous battre et nous dépouiller. »

Si l'exode des Ghanéens a été particulièrement spectaculaire, ils n'ont pas été les seules victimes de la mesure d'expulsion.

Sur la route menant de Sokoto à Birni-Nkonni, au Niger, on a vu aussi des colons - moins importants, certes - de taxis de brousse et de camions rapatriés des dizaines de milliers de Nigériens. Et pourtant, des deux côtés de la frontière, on retrouve les mêmes haoussas-foulanis, parlant la même langue et partageant les mêmes croyances.

L'arrière-pensée politique

Phénomène similaire aux confins de l'Etat nigérien de Boko et du Tchad. Là, les frontières sont tellement imprécises et le statut personnel si vague qu'au début du régime civil, en 1979, le gouvernement de Lagos avait cru pouvoir exiler le leader de l'opposition à l'Assemblée territoriale - élu pourtant avec une majorité confortable - sous prétexte qu'il était citoyen du Tchad. M. Shugaba est rentré depuis au Nigeria et a intenté un procès, demandant au gouvernement central des dommages et intérêts s'élevant à 5 millions de francs.

Fait apparemment curieux, aucun des pays limitrophes dont les citoyens ont été maltraités n'a élevé une véritable protestation. Et pour cause ! Comment peut-on concevoir une réaction de la part d'un Ghana discrédité et en équilibre instable ? Du Bénin, qui vit de la contrebande florissante avec le Nigeria ? Du Niger avec ses cinq millions d'habitants face au géant qui

borde sa frontière sur plus de 1 500 km ? Ou du Tchad, de M. Hissène Habré, dont le meilleur allié face à la Libye réside aux destinées du Nigeria ?

Pourquoi le gouvernement de Lagos, qui se pose volontiers en champion de l'Afrique, en grand frère, en protecteur, a-t-il commis ce qui paraît être une erreur grossière ?

Seul un enjeu exceptionnellement important a pu le pousser à prendre le risque de voir détruire l'image de marque à laquelle il tenait tant. Cet enjeu existe. C'est l'échéance électorale de l'automne 1983.

En effet, si la consultation se déroule dans le calme, le groupe au pouvoir est certain de l'emporter : il fera aisément réélire son candidat - l'actuel chef de l'Etat - à la présidence, et réussira sans doute à améliorer grandement sa position à l'Assemblée nationale comme au Sénat. Mais si le gouvernement actuel « tient » tout le pays, Lagos lui échappe. Il ne contrôle pas la capitale, là où se trouvent les ambassades, les sièges des sociétés, les représentants de la presse étrangère. C'est aussi la place forte de l'ethnie yorouba, dont le rôle au sein du Nigeria se trouve progressivement et volontairement réduit. Le pouvoir accuse les Yoroubas de vouloir imposer l'épreuve de force dans la rue, de susciter des troubles majeurs pour provoquer l'intervention de l'armée et mettre fin au régime civil qui leur fut et reste si funeste. Il était tentant de faire disparaître un facteur éventuel de désordre, de désamorcer d'éventuels pogroms - comme cela s'est passé jadis en Côte-d'Ivoire et au Gabon - en en supprimant la cause.

F. BERNARD.

(1) Ethnie dominante dans le sud-ouest du Nigeria.

La baisse des prix du pétrole

(Suite de la première page.)

La réduction de 2 dollars des prix pratiqués par les compagnies sur le marché domestique américain a accentué encore les pressions sur la Grande-Bretagne. Les pétroles britanniques sont directement concurrents de ceux produits aux Etats-Unis, et ce pays constitue l'un des principaux marchés d'exportation. Il ne restait donc plus à Londres qu'à proposer aux compagnies - qui l'accepteront sûrement - une baisse de 3 dollars par baril, non sans en avoir prévenu au préalable l'Arabie Saoudite, M. Thatcher ayant dit-on envoyé un télégramme au roi Fahd.

Avec quelque retard sur le calendrier prévu, le scénario de M. Yamani n'en risque pas moins de se réaliser dans le détail. Les conséquences de la décision britannique sont claires dans un premier temps du moins. Outre la Norvège, qui traditionnellement s'aligne sur les prix britanniques et a elle aussi annoncé une baisse le 18 février, les pays africains, producteurs d'un brut de qualité similaire à celui de la mer du Nord, vont être quasiment obligés de « suivre ». Le Nigeria, la Libye et l'Algérie ne pourront guère refuser longtemps de diminuer leur prix officiel de 35,5 dollars par baril des lors que celui de la Grande-Bretagne sera tombé à 30,5 dollars. Le « point de départ » annoncé par M. Yamani sera dès lors atteint.

Même cause, mêmes effets ?

La suite du scénario est plus difficile à prévoir. Toutes les conditions sont réunies pour une diminution générale des prix officiels du pétrole au sein de l'OPEP. Reste à savoir dans quelles conditions. A vrai dire, le problème n'est pas tant de définir la date ou l'ampleur exacte de cette baisse - qui ramènera selon toute probabilité le brut de référence saoudien aux environs de 30 dollars par baril au lieu de 34 dollars actuellement - mais d'évaluer ce qui peut se passer après cette baisse. La diminution des prix officiels ne change rien ou presque sur le marché libre, où les cours pratiqués sont de toute façon inférieurs. Pour les marchés faisant l'objet de contrats - deux tiers du total des transactions environ - la baisse des tarifs officiels ne concerne que les pays qui respectent ces tarifs, c'est-à-dire essentiellement l'Arabie Saoudite et le Koweït, soit un gros tiers de la production OPEP.

La pratique de rabais sous toutes formes s'est en effet généralisée depuis un an, la plupart des pays producteurs n'ayant trouvé que ce moyen de maintenir leur production face à une demande déprimée. La baisse des prix officiels devrait donc avoir pour principale conséquence dans un premier temps de redonner de la souplesse à l'Arabie Saoudite, dont la production était tombée aux alentours de 4 millions de barils par jour (contre 7 millions de barils par jour l'an passé et 10 il y a deux ans), faute de débouchés. L'Aramco, consortium de compagnies américaines, qui exploite les champs saoudiens, a réduit ses enlèvements au quart environ de la normale ; encore le royaume wahabite a-t-il dû en contrepartie, selon certaines sources, s'engager à répercuter toute baisse des prix de façon rétroactive... comme la Grande-Bretagne l'avait fait.

Dès lors, de deux choses l'une. Soit la baisse des prix officiels du pétrole s'accompagne d'un accord général des pays de l'OPEP sur un plafond de pro-

duction conforme aux prévisions de la demande, et des quotas de répartition de cette production : les nouveaux prix du brut ont alors de bonnes chances de se stabiliser ; un équilibre du marché peut être trouvé autour d'une production de 17 à 18 millions de barils par jour, le déstockage actuel pouvant difficilement durer. Dans le meilleur des cas, une nouvelle structure des prix relatifs est adoptée, permettant d'appliquer plus strictement les règles communes - quotas et prix.

L'Arabie Saoudite et les pays du Golfe souhaitent, en effet, modifier l'échelle des prix relatifs actuels qui rendent leurs bruts moins intéressants, compte tenu de leur qualité, que ceux des pays africains ou de la mer du Nord. Avec un prix du pétrole britannique à 30 dollars, les bruts africains peuvent difficilement rester au-dessus de 32 dollars par baril. L'Arabie Saoudite devrait alors baisser son prix de référence à 29,50 dollars, voire 29 dollars par baril si elle veut obtenir le différentiel souhaité.

Seconde hypothèse : la baisse des prix s'opère dans le désordre et sans accord sur la production, chaque pays tentant de s'ajuster à un niveau inférieur individuellement. Les risques de voir se déclencher une spirale à la baisse sont dans ce cas évidents. La diminution des revenus liée à celle des tarifs - 1 dollar par baril en moins coûte 6,25 milliards de dollars par an à l'ensemble des pays de l'OPEP - poussera les pays les plus pauvres à proposer de nouveaux rabais pour maintenir, et si possible augmenter, leur production. Sans même imaginer le pire, rien n'empêchera - si aucun accord sur la production ne les lie - l'Arabie Saoudite ou le Koweït de reprendre, une fois leurs prix réajustés par rapport au marché, un niveau de production plus « normal ». Dans ce cas, il y a fort à parier que, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, l'OPEP ne se retrouve confrontée dans trois mois au plus tard à la même crise de surproduction qu'en ce début d'année, la reprise des enlèvements de l'Aramco ayant déprimé à nouveau le marché.

Rien ne permet d'affirmer pourtant que les pays de l'OPEP sauront s'entendre assez vite pour accompagner la baisse des prix désormais indissociable d'un accord plus général. Un certain nombre de pays, qui profitent de la situation actuelle en pratiquant des rabais, sont vigoureusement opposés à toute diminution des prix officiels. Ils ont beau jeu de faire remarquer que cette diminution a peu de chances à court terme de modifier la demande mondiale de pétrole et risque, de ce fait, d'être un sacrifice inutile. Les conflits politiques et les luttes d'influence divisant, au sein même de l'organisation, les pays conservateurs comme l'Arabie Saoudite ou le Koweït et les « durs » - Iran, Libye, Algérie, etc. - ainsi, surtout, que la guerre entre l'Irak et l'Iran, rendent tout consensus difficile. Les treize pays membres de l'OPEP sont pourtant condamnés à s'entendre. Une attitude différente de la Grande-Bretagne ou du Mexique - autre grand producteur non membre de l'association - jusqu'à nouvel ordre déterminée à maintenir coûte que coûte leur production en dépit de la baisse de la demande, leur aurait facilité la tâche. Tel aurait peut-être l'un des buts poursuivis par Cheikh Yamani à Genève. Rien ne permet encore d'affirmer qu'il ait réussi.

VÉRONIQUE MAURUS.

● La production française de charbon sera de 18,5 millions de tonnes en 1983, a annoncé la direction des Charbonnages de France, soit un volume pratiquement identique à celui de 1982 (18,3 millions de tonnes). Cette hypothèse basse a été retenue parce que la productivité obtenue en 1982 n'autorise pas pour 1983 un objectif de production plus élevé. Ainsi le rendement par homme et par poste serait-il de

3 510 kilos, contre 3 299 kilos en 1982, année où la productivité a baissé de 6,7 %, du fait, notamment, de la semaine de trente-neuf heures. Toutefois, les Charbonnages de France, qui ont terminé leur exercice avec un déficit d'environ 1 milliard de francs, embaucheront en 1983, 2 299 mineurs (420 dans le Nord-Pas-de-Calais, 1 472 en Lorraine et 407 dans le bassin Centre-Midi).

Etranger / économie

L'ARRESTATION DE M. ANGELO RIZZOLI

La faillite financière et morale d'une grande famille de l'édition italienne

De notre correspondant

Milan. — Pour la première fois depuis plusieurs années, le prestigieux quotidien *Corriere della Sera* ne mentionne pas dans ses éditions de ce samedi 19 février le nom de M. Angelo Rizzoli, président du groupe éditorial propriétaire du titre, dans le cartouche où figure la raison sociale du journal. Sur la décision de son directeur, M. Alberto Cavallari, les noms de M. Rizzoli et de l'administrateur délégué du groupe, M. Tassan Din, ont été supprimés à la suite de leur arrestation en vertu de la loi sur les faillites sous l'inculpation de présentation de faux bilan (*le Monde* du 19 février). Les comptes du groupe Rizzoli — le plus grand groupe d'édition italien — présentent, en effet, un « trou » de quelque 29 milliards de lires.

C'est pour des raisons éthiques et afin de rester fidèle à la condition de son acceptation de la direction du journal en 1981 (séparation nette des affaires de la propriété et de la rédaction) que M. Cavallari a décidé de bannir les noms des porteurs de parts majoritaires (51 %) du groupe Rizzoli. Il rappelle la position du journal dans un éditorial non signé, intitulé « Le calvaire du *Corriere* ». Depuis 1981, époque du scandale de la loge P2 dont faisait partie M. Rizzoli, le journal avait, en effet, commencé sa « traversée du désert ». Mais la décision de M. Cavallari tient aussi au fait qu'il n'y a plus de conseil d'administration à la Rizzoli et que personne dans le groupe n'a plus mandat pour gérer le *Corriere*.

L'action de la justice a eu lieu à l'aube d'une journée où devait se tenir une assemblée générale des associés du groupe. A l'ordre du jour, la formulation de la démission de M. Tassan Din (annoncée le 15 février), la décision de M. Angelo Rizzoli de rester ou non à la présidence, et la nomination d'un conseil d'administration ainsi que d'un comité de gestion

comportant des représentants des actionnaires et des fonctionnaires nommés par le tribunal des faillites. La Rizzoli est, en effet, placée depuis l'automne sous contrôle judiciaire. Après le krach du Banco Ambrosiano de M. Calvi (qui possédait 40 % de la Rizzoli), la nouvelle direction de la banque avait, en effet, réclamé au groupe éditorial le remboursement de ses dettes (quelque 300 milliards de lires). Pour gagner du temps, MM. Rizzoli et Tassan Din avaient demandé la mise sous contrôle judiciaire.

Ils prenaient certes un risque, sachant mieux que personne les truquages des bilans. Certes, ceux-ci avaient été maquillés. Mais ils comptaient surtout, semble-t-il, sur une certaine bienveillance des commissaires. Or, l'attention de ces derniers a été attirée — apparemment grâce aux précisions données par l'ancien avocat personnel de M. Rizzoli, devenu président de la centrale, société financière du nouveau Banco Ambrosiano — sur un « trou » de 29 milliards de lires.

Pour 11 de ceux-ci, M. Rizzoli affirme qu'il peut les couvrir, grâce aux actions en sa possession. Restent les 18 autres. En fait, tout porte à croire que ces milliards disparus entre 1976 et 1979 ont servi à payer des commissions en 1977, lors de l'augmentation de capital de la Rizzoli et de la prise de participation de 40 % par Banco Ambrosiano.

Les mandats d'arrêt étaient déjà signés depuis plusieurs jours. Le procureur de la République a, semble-t-il, décidé d'agir « en raison du comportement de M. Rizzoli et Tassan Din » et afin d'éviter une nouvelle manœuvre dilatoire de leur part au cours de l'assemblée des associés qui devait se tenir vendredi. L'arrestation des deux frères Angelo et Alberto, héritiers de ce qui fut l'empire Rizzoli, marque en fait la faillite aussi bien financière que morale d'une grande famille de l'édition italienne.

PHILIPPE PONS.

Le Brésil dévalue le cruzeiro de 30 %

Le Brésil a procédé, le vendredi 18 février, à une dévaluation de 30 % du cruzeiro. A partir du lundi 21 février, le nouveau cours de la monnaie brésilienne est fixé à 380,50 cruzeiros pour un dollar, contre 282,50 précédemment.

Cette forte dévaluation de la devise nationale contraste avec les traditionnels ajustements de faible ampleur — 1 à 2 % — auxquels procédaient périodiquement le gouvernement brésilien, pour neutraliser une inflation élevée, de l'ordre de 100 % par an. Elle répond au souci d'accroître les exportations et de faciliter ainsi le remboursement d'une dette extérieure évaluée officiellement à 84 milliards de dollars (88 milliards officiellement).

Le Brésil éprouve quelques difficultés à obtenir un refinancement de cette dette auprès des banques internationales et du Fonds monétaire international. Ce refinancement est notamment

fondé sur la réalisation, en 1983, d'un excédent commercial de 6 milliards de dollars, alors que, en janvier, le Brésil n'a obtenu un surplus qu'à peine supérieur à 100 millions.

C'est en mars que l'accord devrait normalement être conclu avec le F.M.I. pour l'octroi d'un crédit de 6 milliards de dollars. Le directeur général du Fonds, M. de Larosière, n'a pas hésité à lancer un appel public aux banques commerciales afin qu'elles continuent à accorder des crédits au Brésil.

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DROIT RURAL ET D'ECONOMIE AGRICOLE

Session I.H.E.D.R.E.A. 83

avec la participation du journal

Le Monde

Les Offices par produit

A la lumière des décrets d'application, quels espoirs pour la filière ?

PROGRAMME :

- Organisation passée : bilan.
- Les Offices : quels apports, quelles applications ?
- L'exemple hollandais : les Produktschappen.
- Table ronde avec les représentants des différents échelons de la filière.
- Débat avec deux parlementaires sur le thème : incidences et exigences des Offices.

A Paris, les 22 et 23 février 1983. Participation : 450 F, les deux déjeuners compris. Etudiant : 200 F, déjeuners non compris.

Pour tous renseignements, s'adresser à : Union des Elèves, I.H.E.D.R.E.A., 11, rue E.-Lacaze, 75012 Paris. Tél. : (1) 825-38-85.

lectures

La France vue de Londres

Pour les uns, c'est une bonne occasion ; pour d'autres, une coïncidence ; pour d'autres encore, un simple épiphénomène. L'arrivée de la gauche au pouvoir en France a relancé en Grande-Bretagne l'intérêt pour un voisin et partenaire toujours mal connu. Ces derniers mois, plusieurs livres ont paru qui, avec des points de départ différents, témoignent du même souci de faire connaissance.

La France a changé, on l'admettra volontiers. Reste à savoir si le changement, mis à toutes les sauces, coïncide avec l'alternance politique, ou si celle-ci n'est que l'expression extérieure et finalement superficielle de transformations beaucoup plus profondes et durables, sur lesquelles les socialistes déposeront, au mieux, un vernis.

La France dans les années 80 (1) de John Ardagh a été préparé bien avant le 10 mai 1981. Les changements qu'il analyse dans la société française ont commencé bien avant le victoire de M. François Mitterrand, mais il s'interroge tout naturellement sur les conséquences de l'alternance. Neill Nugent et David Lowe, avec *La Grue en France* (2), s'intéressent directement au changement politique en étudiant les partis socialistes et communistes, comme Denis MacShane trace le portrait de l'autre acteur du changement dans sa biographie de François Mitterrand (3). Si changement il y a, pour Théodore Zeldin, il ne se situe certainement pas en mai 1981. Dans *Les Français* (4), il poursuit sa quête des « passions françaises » commencées en 1848 dans un précédent ouvrage monumental (5), indépendamment de ce qui n'est pour lui que périphérie.

MacShane d'une part, Nugent et Lowe d'autre part, décrivent la longue marche de M. François Mitterrand et celle du parti socialiste vers le pouvoir. Les deux ne se confondent pas. Et la question de l'autonomie du « nouveau » parti socialiste par rapport à celui qui lui fit violence en 1971 au congrès d'Epinay reste sans réponse. MacShane propose une compilation bien faite de tout ce qui est paru sur l'ancien premier secrétaire du P.S. aujourd'hui à l'Elysée, et il s'inspire largement — il le reconnaît d'ailleurs — de la biographie de Franz-Olivier Giesbert, François Mitterrand, ou la tentation de l'histoire.

Le bond en avant

Nugent et Lowe font l'anatomie des partis de gauche en France, à la fois en militants et en spécialistes de la science politique. Leur souci pédagogique éminent dans la conclusion, qui souligne le rôle historique de la gauche socialiste française en Europe, transparaît dans les chapitres consacrés à la politique du P.S., à son changement d'orientation en

matière militaire en faveur de la force de frappe, au réalisme européen qui a succédé à l'enthousiasme de l'ancienne S.F.I.O. sur les controverses également au sein du parti travailliste. Le livre a été écrit trop tôt pour que les deux auteurs aient pu prendre en compte les variations de la politique économique du gouvernement français ; mais il y aurait là aussi sujet à réflexion pour un parti travailliste qui ne répugne pas à préconiser les vieilles recettes du déficit budgétaire, du protectionnisme et du dirigisme pour sortir de la crise.

Ecrire sur un pays étranger, fût-ce avec les meilleures intentions d'objectivité, c'est souvent réagir en fonction des réalités de son propre pays, établir des comparaisons, dresser la liste des points communs et des différences. Ainsi se construit un jeu de miroirs qui renvoie à l'infini l'image renversée de l'autre. Pour John Ardagh, les Français ont eu longtemps les yeux fixés sur le passé, eux qui vivaient dans une société bloquée, dominée par les inégalités sociales et des structures démodées. Il ne faudrait pas chercher bien loin pour trouver les mêmes traits dans la population des lieux communs appliqués aux Anglais par les Français.

Pour parler de la France dans les années 80, Ardagh remonte fort justement aux années 60 et 70. Ce qui l'a frappé, c'est le formidable bond en avant de l'économie et du niveau de vie. (Au pas-

son du taux de croissance avait commencé avant la récession, car les changements économiques ne s'étaient pas accompagnés de transformations sociales. Les « événements » de mai 1968, selon Ardagh, ont été « le cri d'une société nouvelle-riche qui découvre que l'expansion n'est pas tout ».

Dans ce dernier quart de siècle, un vieux pays fatigué aura été successivement « saisi par la révolution industrielle » et replongé par la crise dans la nostalgie du passé. Ardagh ne le dit pas aussi clairement, mais il n'interdit pas de conclure que le rôle de la gauche socialiste en France est de concilier ces deux aspirations : d'une part un partage plus égalitaire des fruits de l'expansion, comme on disait dans les années 70, ou une répartition plus égalitaire des rigueurs de l'austérité, pour employer une expression plus actuelle, et, d'autre part, une renaissance de valeurs longtemps oubliées, comme le respect de la nature et la défense des droits de l'homme. Et Ardagh de se demander si M. François Mitterrand, cet « amoureux passionné de la nature, de l'histoire de France et de la littérature du dix-neuvième siècle », ne personnifie pas cette tendance vers une renaissance des liens avec la tradition.

Retour à la tradition ou ouverture d'une ère nouvelle dans l'histoire de la France et des Français ? Etre nouvelle, répond

La plupart de ces histoires individuelles sont fondées sur des interviews qui n'ont pas été « dépolluées », comme le font les sociologues qui cherchent à relever les constantes et à éliminer les attitudes « déviantes ». Zeldin leur laisse leur authenticité, leur spontanéité, leurs contradictions et leurs redondances.

Les limites de la méthode apparaissent cependant très nettement quand ce sont des « personnalités » qui sont invitées à s'exprimer. Autant les déboires conjugaux de M. Guy Bedos (l'exemple est tiré du livre) sont sans intérêt, autant les récits d'intellectuels anonymes ou inconnus laissent passer un souffle de vie.

Vive le « français » !

Toujours est-il que bon nombre d'idées toutes faites sur la France et les Français, communément admises et pas seulement à l'étranger, ne résistent pas à la charge. On ne s'étonnera guère d'apprendre que « la France compte plus d'alcooliques que de divorcés », mais sait-on que la centralisation est plus poussée en Grande-Bretagne que de ce côté de la Manche ? La société britannique, malgré sa famille royale, ses lords et ses clubs, est plus égalitaire que la société française (Zeldin et Ardagh sont d'accord sur ce point). L'aristocratie d'avant 1789 a été remplacée par une méritocratie « tout aussi héréditaire », note Zeldin. Il y a plus de députés d'origine ouvrière à la Chambre des communes qu'à l'Assemblée nationale. Quant à la vie de famille, elle n'a pas été détruite par l'urbanisation ; « la voiture, le téléphone et l'abaissement de l'âge de la retraite l'ont renforcée ».

Un autre mythe est mis à mal : la langue française et sa défense, que Zeldin tient pour parfaitement ridicule. 84 % des écoliers français apprennent l'anglais, 5 % du français est déjà du « français », et Zeldin a calculé que le *Monde* utilisait un mot d'anglais sur deux cent cinquante-six ! Les Français ont besoin de plus d'une langue pour exprimer la plénitude de leur personnalité. Le renouveau de la fierté régionale, la pression en faveur de l'enseignement des dialectes régionaux, sont une expression de l'effondrement de l'uniformité comme idéal national.

Cette dernière remarque illustre la thèse présente dans tout le livre de Zeldin et sa conclusion rejoint celle de John Ardagh : la société française est essentiellement fragmentée, une « anarchie organisée », une « mosaïque de petites républiques », dont chaque individu forme l'élément premier.

La France est passée par quatre étapes : la phase nationaliste, qui impliquait la tentative d'unifier le pays ; la phase internationaliste, pendant laquelle la France incarnait les idéaux communs à toute l'humanité ; la phase pluraliste, où l'uniformité réprimait les minorités. Elle est entrée, dit Zeldin, dans la phase post-pluraliste où le « droit à la différence » ne s'applique plus aux groupes mais aux individus ; « Les individus cherchent à y forger leur propre destinée, en créant une identité unique par la combinaison d'éléments tirés de différents groupes et sous-groupes avec lesquels ils se sentent des affinités ». C'est la proportion de mélanges qui crée la singularité.

Cette phase se manifeste en France plus tard qu'en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Elle ne va pas à l'encontre d'une tradition de tolérance, mais elle l'enrichit. Il est heureux que ce soient des Anglais qui la désignent à notre attention, plus sans doute comme un idéal à atteindre que comme un acquis à conserver.

DANIEL VERNET.

- (1) John Ardagh, *France in the 1980s*, Penguin Books, Londres 1982.
- (2) Neill Nugent et David Lowe, *The Left in France*, The Macmillan Press, Londres 1982.
- (3) Denis MacShane, *François Mitterrand, une odyssee politique*, Quartier Books, Londres 1982.
- (4) Théodore Zeldin, *The French*, Collins, 1983.
- (5) *France 1848-1945*, paru en français sous le titre *Histoire des passions françaises*, aux Editions Recherche.



Caricature de l'Economiste de Londres.

se, il note le rôle joué par la participation au Marché commun dans cette expansion ; à bon entendre...).

La Grande-Bretagne, en cette deuxième moitié du vingtième siècle, a épuisé les bienfaits d'une industrialisation et d'une urbanisation qui datent du siècle dernier. C'est maintenant, au contraire, que la France en profite. Mais cette phase d'expansion économique est terminée. L'apaisement, dira-t-on, quand sévit la crise. Cette dernière n'est pas seule en cause. La révolte contre la reli-

Théodore Zeldin, bien que les deux termes ne soient pas nécessairement exclusifs l'un de l'autre. Phase nouvelle qui n'a rien à voir avec le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et la victoire de la gauche. S'il faut le dater, Zeldin prendrait plutôt 1968 comme point de départ d'un affaiblissement du sens de la hiérarchie et d'un plus grand respect du « droit à la différence ». Toutefois, 1968 ne serait qu'un point de repère, pas une ligne de fracture dans une continuité historique.

Ni baret ni baguette

Zeldin n'a pas voulu écrire un livre politique. Paradoxalement pour un esprit français, Ardagh, qui est journaliste, propose une anatomie de la France, une étude clinique, un catalogue de ses réalisations et de ses problèmes. Zeldin, qui est professeur à la très célèbre université d'Oxford, livre un tableau impressionniste. Il se méfie des généralisations réductrices, des théories qui reboutent les aspérités et gonflent les différences. Pour faire voler en éclats le mythe du Français moyen, le baret basque sur la tête, la baguette sous le bras et la gauloise vissée au coin des lèvres, il ne cherche pas une image plus vraie, plus conforme à la réalité. « *Le Français typique est une plaisanterie* », écrit-il.

Il lui substitue une galerie de portraits, des sagas familiales qui restituent les individus dans leur singularité, avec leur histoire particulière, irréductible à celle de leur classe ou de leur génération.

FRANÇOIS PERROUX Pour une philosophie du nouveau développement

« François Perroux, dépassant les théories courantes, voit la vie économique comme un jeu de pouvoirs entre grandes unités actives. »

PIERRE MASSE

« Un texte extraordinairement stimulant... un point d'arrivée par la synthèse qu'il propose, un point de départ par les voies qu'il ouvre. »

JACQUES LESOURNE

« Voici l'œuvre où s'accomplit, dans sa forme mûre et complexe, le projet fondamental de François Perroux, qui nous livre un visage autre, enrichi, neuf de l'économie. »

EDGAR MORIN

AUBIER/PRESSES DE L'UNESCO

AUBIER

France

QUEL AVENIR POUR LE PREMIER MINISTRE ?

Les scénarios de M. Mauroy

M. Pierre Mauroy sera candidat à l'élection présidentielle de 1988 ; du moins sera-t-il candidat à l'investiture du parti socialiste pour cette échéance, si M. François Mitterrand confirme sa décision de ne pas solliciter un second mandat.

Que les autres prétendants socialistes se rassurent : le premier ministre n'a pas soudainement annoncé sa candidature à l'Elysée à l'occasion de ses déplacements dans les Ardennes et les Vosges, vendredi 18 février. Cette affirmation procède d'une double politique simple sous la V^e République : l'exercice de la charge de premier ministre conduit inéluctablement à entrer dans la compétition pour la présidence de la République. M. Mauroy n'échappe pas à cette loi.

Ce serait faire injure à ses convictions militantes que d'affirmer que son attitude présente est sous-tendue par une telle arrière-pensée. Reste que ses amis ne se bornent pas à suivre attentivement les débats internes au parti socialiste, qui précéderont le prochain congrès. Ils réfléchissent au rôle que M. Mauroy peut tenir au sein de la majorité, après qu'il aura été remplacé à l'hôtel Matignon, et leurs réflexions débouchent naturellement sur l'horizon 1988. Les conseillers du premier ministre sont partagés.

Le meilleur atout

Selon les uns, l'intérêt personnel de M. Mauroy serait de quitter l'hôtel Matignon au lendemain des élections municipales, quelle qu'en soient les résultats. Ce scénario campe un maire de Lille tout auréolé de l'honneur d'avoir été le premier de cordée dans la voie du « changement » et d'avoir obtenu dans cette entreprise des résultats notables, qu'il s'agisse de la mise en œuvre des réformes fondamentales (nationalisations, décentralisation) ou de l'avancée sociale (réduction de la durée hebdomadaire du travail, cinquante semaines de congés payés, retraite à soixante ans, etc.). Prenant du recul sans cesser de militer à l'intérieur du parti socialiste, M. Mauroy n'aurait qu'à attendre son heure.

Selon d'autres, M. Mauroy doit mener à son terme, jusqu'à la fin de 1983, comme il en est convenu l'été dernier avec le chef de l'Etat, le programme de lutte contre l'inflation

lancé en juin 1982. Ce scénario se fonde évidemment sur une vision optimiste de l'évolution économique et sociale au cours de l'année. Personnellement, M. Mauroy adhère à cette analyse.

Les uns et les autres se rejoignent pour souligner que, après son départ de l'hôtel Matignon, les principaux

listes, les anciens de la S.F.I.O., dont M. Mauroy fait partie, aux anciens de la Convention des institutions républicaines, parmi lesquels figurent notamment le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, et le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe. Ce n'est pas rendre



Roud

obstacles que M. Mauroy rencontrera se situent à l'intérieur même du parti socialiste. Le risque serait surtout que l'ancien premier ministre se retrouve isolé. Il lui faudra demeurer dans la majorité du parti. Des controverses ont déjà eu lieu au cabinet du premier ministre quand il s'est agi de choisir les meilleurs moyens de riposter aux critiques adressées au chef du gouvernement dans les rangs socialistes.

Certains conseillers ont fait grief à tel ou tel de leur collègue d'accroître l'idée selon laquelle les attaques d'origine interne ne feraient qu'illustrer la persistance de la vieille rivalité opposant, depuis la constitution du nouveau parti socia-

service à Pierre Mauroy, disent-ils, que de le présenter comme l'héritier de la S.F.I.O., alors que, depuis dix ans, il s'efforce, au contraire, d'apparaître comme le champion d'un socialisme écumeux. En outre, ajoutent-ils, une telle méthode de défense ne peut que rapprocher ceux des conventionnels qui peuvent légitimement aspirer, eux aussi, à l'Elysée. Est-ce de bonne tactique ?

Tous s'accordent toutefois pour estimer que le meilleur atout de M. Mauroy est l'image qu'il a acquise dans l'opinion publique. Pourquoi l'a-t-il eue ? M. Mauroy ne deviendrait-il pas aussi attractif que l'« effet Rocard » quand les militants socialistes seront conduits à se prononcer avant l'élection de 1988

en tenant compte, qu'ils le veuillent ou non, des cotes de popularité respectives de chacun des prétendants ? Il faut donc que M. Mauroy soigne son personnage d'homme d'Etat, sans pour autant altérer son image de militant. Il s'agit, pour lui, à la fois de conserver l'estime de l'électorat communiste, de ne pas s'aliéner la sympathie de l'électorat modéré et de prouver, autant que possible, aux milieux d'affaires sa capacité de gestionnaire. Cette triple nécessité oblige le premier ministre à mêler plusieurs genres de discours. Ainsi, au cours de sa prestation télévisée du 16 février sur Antenne 2, M. Mauroy s'est-il montré particulièrement soucieux de convaincre les électeurs des catégories sociales les plus modestes que la rigueur visera surtout à l'avenir les citoyens les plus aisés. Le lendemain, M. Georges Marchais, en privé, se déclarait très satisfait que le premier ministre ait souligné que la garantie du maintien du pouvoir d'achat doit bénéficier à tous les salariés gagnant 7 000 F par mois, ce qui correspond en effet au seuil habituellement retenu par le P.C.F.

Devant les élus et les responsables professionnels des Ardennes, le 18 février, le premier ministre s'est exprimé sur un autre registre, invitant ses interlocuteurs au réalisme : « La pente sera dure à remonter (...) ». Je ne vous apporte pas toutes les solutions à vos problèmes. » Son propos a été bien accueilli, non seulement par tous les élus mais aussi par les syndicats.

L'espoir tranquille

Ces variations, toutefois, ne vont pas sans difficulté. Elles sont parfois ambiguës et peuvent conduire à des malentendus. C'est ainsi que vendredi après-midi 18 février, à Epinal, M. Mauroy a dû s'employer à corriger l'impression négative laissée par l'une de ses déclarations de mercredi soir sur Antenne 2 : « Les gros problèmes sont derrière nous », avait affirmé le premier ministre, qui s'en est expliqué comme ceci :

« L'adaptation de notre politique économique, rendue nécessaire par l'absence de reprise à l'été 1982, a été effectuée en juin. C'est ce que je rappelle en disant que le plus dur est fait. Le plus dur est fait, puisque nous avons accepté tout ensemble de prendre le cap de la rigueur. Etait-il possible de faire plus que le blocage des prix et des revenus ? C'était cela le plus dur. Le plus dur, c'était le passage de l'état de grâce à l'état de rigueur. Cela a coûté au gouvernement 10 points dans les sondages ! Je le précise parce que j'entends certains dans l'opposition dire aujourd'hui que je ne veux voir l'avenir qu'en rose. Oui, je suis d'un naturel optimiste. Mais je vois bien la crise, ses conséquences et ses menaces. Et je fais en sorte d'y préparer le pays. Je n'ai jamais promis la fin des difficultés. Mais les difficultés ne doivent pas nous effrayer. Nous devons conserver l'espérance. Je veux être un porteur d'espoir. »

Tout le programme personnel de M. Mauroy tient dans cette dernière phrase : apparaître comme un « porteur d'espoir ». L'espoir tranquille... Bon slogan pour d'autres campagnes.

ALAIN ROLLAT.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. MICHEL ROCARD, dans un entretien publié le samedi 19 février, dans le *Courier de l'Ouest* : « Le langage courant confond trop souvent la rigueur avec l'austérité. Pour moi, la rigueur c'est la sagesse appliquée à l'action publique, la souci de réduire les gaspillages. (...) En ce sens, la rigueur est moins une affaire d'étapes, de premier, de deuxième ou troisième plan, qu'une affaire de constance. »

M. JACQUES CHIRAC, au cours d'une réunion publique, le 18 février, à Rennes, où il était accompagné de M. François Léotard, secrétaire général du P.R., et de M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. : « On fait la rigueur, on dépense sans compter, mais le résultat est que demain nous devrions amputer notre niveau de vie pour rembourser nos dettes. »

M. GEORGES MARCHAIS, au cours d'une réunion publique, le 18 février, à Villejuif (Val-de-Marne) : « On rêve à droite, ouverture, d'une période de trouble, d'agitation et de désordre qui pourrait déstabiliser la majorité de gauche émise pour cinq ans. (...) Décidément, oui, les vus de ces hommes sont inquiétantes. »

M. LOUIS MERMAZ, vendredi 18 février, à Grenoble, a invité la gauche à ne pas se démobiliser. « Après avoir eu quelques inquiétudes, dit-il, il ne faudrait pas tomber dans une dangereuse euphorie. »

M. MICHEL JOBERT, dans un entretien publié le samedi 19 février par *Ouest-France* : « La majorité a intérêt à s'ouvrir. (...) Beaucoup de gens ont voté pour le président de la République sans pour autant consentir à s'enfermer dans la logique d'un parti, qu'il soit socialiste, communiste ou autre. »

DE CHARENTON A MONTPELLIER

La méthode douce de M. Giscard d'Estaing

Après l'Alsace, au mois de novembre, M. Valéry Giscard d'Estaing a choisi pour son deuxième déplacement en province, le midi. Vendredi 18 février, il était à Nîmes et à Montpellier, samedi à Béziers, lundi il sera aux Sables-Mariens-de-la-Mer, à Tarascon, Graveson, Rognon et Marseille, qu'il quittera mardi soir. Ce sera son seul déplacement en province à un peu plus de deux semaines des élections municipales.

Il est vrai que, pour quelqu'un qui se dit soucieux d'élever le débat politique en France, les réunions électorales n'offrent pas les meilleures tribunes. L'exemple de Charenton-le-Pont (Val-de-Marne) le prouve s'il en était besoin : invité de l'Union des républicains d'Ile-de-France le 21 janvier, l'ancien président de la République est apparu flanqué de MM. Michel Poniatowski et Alain Giotteray, qui ne représentent pas l'aile la plus modérée du P.R., et devant une salle soulevée d'enthousiasme à l'idée d'une dissolution prochaine de l'Assemblée nationale. Difficile, dans ces conditions, de soigner une image de grand rassembleur, d'homme du centre.

Si M. Giscard d'Estaing s'est volontairement montré discret sur le terrain — mais on ne sait si de nombreuses têtes de liste d'opposition ont sollicité sa présence — il n'est pas resté pour autant absent du débat.

Après avoir scellé de manière symbolique l'entente de l'opposition en déjeunant par deux fois avec M. Chirac, après être intervenu devant sa « famille » lors de la convention nationale des clubs Perspectives à Reims et lors du congrès de l'U.D.F., l'ancien président de la République a choisi de se placer sur le devant de la scène en confiant à l'Express, dès le début du mois de janvier, ses « scénarios pour la France » et en participant, quelques jours plus tard — le 16 janvier, — au Club de la presse d'Europe 1. Ces interventions s'ajoutant dans une certaine mesure à celle de M. Raymond Barre sur Antenne 2 — le 13 janvier — et plus encore à celle de M. Jacques Chirac devant le congrès extraordinaire du R.P.R. — le 23 janvier — ont marqué un tournant dans la campagne municipale.

Modernité et proximité

Quand il a parlé, dans la plupart de ses scénarios, notamment dans celui qui a sa préférence, de la possibilité d'élections législatives anticipées, M. Giscard d'Estaing, en professionnel des médias qu'il a toujours voulu être, ne pouvait ignorer qu'il prenait le risque de ouvrir le débat sur la légitimité et la durée du pouvoir actuel. D'autant plus qu'à l'époque l'opposition se laissait volontiers aller à un certain triomphisme quant à l'issue des scrutins des 6 et 13 mars. Sa présence à Charenton-le-Pont auprès de

M. Giotteray clamant « dissolution, dissolution ! » pouvait laisser penser qu'il cautionnait une telle interprétation de ses propos. Interprétation politicienne dont, en l'occurrence, les médias ne sauraient être rendus responsables.

Depuis, la droite a révisé en baisse ses prévisions. En fait M. Giscard d'Estaing, dont l'entourage souligne volontiers qu'il a choisi pour cette campagne « la méthode douce » en intervenant peu sur le terrain, doit faire preuve de beaucoup de doigté, d'une grande souplesse.

Tout en continuant à affirmer que ses deux seules préoccupations sont de savoir de quelle manière la France peut entrer dans la « modernité » et quel mode d'expression politique lui permettra de rencontrer une majorité de Français, il lui faut répondre à l'attente de ses militants plus sensibles en ces périodes préélectorales aux discours « guerriers » qu'aux réflexions de fond. Il lui faut aussi, selon les conseillers qui l'entourent, garder une attitude de « proximité », d'où ces fréquentes allusions à sa volonté d'être « à l'écoute des Français ». Cette « proximité » est d'autant plus nécessaire que, sur le terrain, MM. Chirac et Barre se montrent très actifs. Peu à peu l'ancien premier ministre a dans les sondages rattrapé M. Giscard d'Estaing.

Cette volonté de rassembler 70 % des Français sur un projet — qui reste encore à définir — figure toutefois dans chacun des discours de l'ancien président de la République. Il insiste sur la nécessité pour l'opposition de changer de langage, de compléter son message en prenant en compte les aspirations d'écoutes d'une partie de l'électorat qui s'est prononcé en faveur de M. Mitterrand. Autrement dit l'opposition doit cesser de considérer que l'élection de mai 1981 est un accident. M. Giscard d'Estaing semble juger aujourd'hui que le déferlement de « cette vague rose » était inévitable. S'il a réussi à la contenir en 1974, elle a pu se glisser, selon lui, dans la brèche qu'a ouverte le choc pétrolier, sans qu'il soit possible ensuite de l'arrêter.

L'opposition n'a cependant pas encore su trouver ce nouveau langage dont M. Giscard d'Estaing devrait réaffirmer la nécessité mardi à Marseille.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

IL NE FAUT PAS NATIONALISER LES ÉLECTIONS MUNICIPALES.

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Je viens voir des amis ! », a précisé M. Giscard d'Estaing, dès son arrivée au parc des expositions de Montpellier où l'ancien président a passé la nuit du 18 février. Quelque trois mille sympathisants du Langue-d'Oc-Roussillon. Évitant de brandir la foudre, il a pris le ton de l'invité de bonne compagnie, évoquant quelques souvenirs personnels ou historiques.

Il n'a pas élevé la voix d'un danton en abordant les élections municipales : « Il a quelque chose qu'il ne faut pas laisser faire, c'est de nationaliser les élections municipales », a-t-il dit, ajoutant : « L'important ce n'est pas ce que disent les hommes politiques aux électeurs mais ce que disent les électeurs aux hommes politiques. » Il a poursuivi :

« Ce qui me frappe, c'est le sentiment d'inquiétude de nos concitoyens, qui ne savent pas de quoi l'avenir sera fait... » Il a regretté de voir les Français séparés « en deux camps retranchés », affirmant : « La division de la France est le plus grand frein à son entrée dans le monde moderne. C'est pourquoi le soutien que je vous apporte ne me fait pas perdre de vue le nécessaire rapprochement des Français. Je suis un non-violent de la politique », a conclu l'ancien président de la République. — R. B.

■ La fédération de l'éducation nationale souhaite vivement que la consultation des municipales renforce et assure la poursuite du changement pour lequel elle s'est prononcée en mai 1981. Elle a invité, vendredi 18 février, chacun de ses adhérents à s'enfermer dans son vote de citoyen avec ses engagements syndicaux.

A CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Une trêve dans la bataille

De notre envoyé spécial

Charleville-Mézières. — M. Pierre Mauroy se souvient : « J'avais sept ans quand, pour la première fois, j'ai quitté mon Nord natal pour faire un grand voyage. C'était avec mon grand-père. Il m'a conduit en voiture jusqu'ici, à Charleville, et au retour à la maison, mon père, en bon instituteur de la III^e République, m'a fait faire une composition française sur ce voyage... »

C'est une autre « composition » que le premier ministre devait faire, vendredi matin 18 février, dans le chef-lieu des Ardennes, « composition » tellement attendue que, depuis plusieurs semaines, la vie administrative et politique du département était quasiment suspendue dans l'attente de la visite du chef du gouvernement. M. Mauroy avait, en effet, gardé secrètes les décisions prises le 20 décembre par le

comité interministériel d'aménagement du territoire, qui s'était réuni, ce jour-là, à l'hôtel Matignon, pour arrêter un plan de redressement en faveur des Ardennes.

Cette décision traduisait un embarras. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les élus locaux avaient mis en garde le premier ministre : « Il ne faut pas que vous ne veniez pas chez nous si vous ne venez pas les mains pleines », lui avaient-ils fait dire en substance.

Chargé par le président de la République d'intervenir dans les Ardennes, comme cela avait été fait dans le Nord et en Lorraine, M. Mauroy prit rendez-vous pour la semaine du 7 au 12 février. Grippé, il dut différer sa visite. Celle-ci ne pouvait avoir lieu que pendant la campagne pour les élections municipales, ou devait être reportée après le scrutin de mars.

D'un commun accord, les élus locaux de la majorité et de l'opposition jugèrent préférable que le premier ministre vint chez eux au plus tôt. C'est ainsi que ce vendredi 18 février, à Charleville-Mézières — fait unique en France, — l'ouverture officielle de la campagne électorale, prévue à 0 heure, fut de facto reportée jusqu'à l'après-midi. Les deux principaux protagonistes locaux, le maire de la ville, M. Roger Mas, député socialiste, et le président du conseil général, M. Jacques Sourdilhe (R.P.R.), ancien secrétaire d'Etat, conclurent un pacte : « Nous

avons arrêté la pendule et instauré la trêve. »

La visite de M. Mauroy a donc revêtu le caractère d'un déplacement strictement officiel, organisé et financé conjointement par la municipalité et l'assemblée départementale, et la trêve fut parfaitement respectée.

Après que M. Mauroy eut reçu, à l'hôtel de ville, l'ensemble des représentants des syndicats du département, MM. Mas et Sourdilhe prirent successivement la parole pour exposer uniquement les dossiers locaux. M. Mauroy a fait de même. Bien que le plan de redressement présenté ne crée directement, à court terme, que trois cents emplois nouveaux (le *Monde* du 19 février), sa venue à Charleville a été jugée positive par tous, élus et syndicats.

Ravi, le maire de Charleville s'exprima : « Après ça, la liste de l'opposition va se retirer, car elle n'a plus de raison d'être ! ». Le président du conseil général dit que le premier ministre s'était « bien tenu » et que les mesures annoncées comportent d'heureuses surprises.

A.R.

■ M. Henri Fitzbin, président de Rencontres communistes, a présenté, vendredi 18 février, la liste qu'il conduira aux élections municipales dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. Elle comprend une quinzaine de personnes exclues, comme lui, du P.C.F. dont M^{me} Françoise Durand, conseiller sortant de Paris, et M. François Hincereux, ancien responsable de l'hebdomadaire communiste *France nouvelle*. M. Maurice Berlemont, ancien président du groupe communiste de l'Hôtel de Ville de Paris, et des représentants de mouvements associatifs et syndicaux de l'arrondissement.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-6
Téléphone (du soir) : 707-85-64

L'UTILISATION MÉDICALE DES FŒTUS

Sont-ils des êtres humains ?

Est-il utile, est-il acceptable au regard de l'éthique, d'utiliser à des fins médicales des tissus fœtaux humains ? Faut-il tenir compte de la spécificité des fœtus humains et de leur statut par rapport à tout autre « matériau » ? Tel est le débat qu'a suscité l'élaboration, au ministère de la santé, d'un projet de loi destiné à réglementer l'utilisation médicale des fœtus humains (le Monde du 10 février).

L'espoir et les préjugés

par le professeur
JEAN-LOUIS TOURAINE (*)

Est-il acceptable au regard de l'éthique d'utiliser des tissus fœtaux humains à des fins thérapeutiques ? Question d'hier. Serait-il acceptable dans les mêmes conditions de renoncer aux greffes de tissus fœtaux ? Questions d'aujourd'hui.

Les progrès technologiques médicaux ont rendu les greffes de tissus fœtaux si efficaces et si irremplaçables qu'elles peuvent guérir des enfants atteints de maladies graves. De plus, la découverte d'une philosophie qui favorise les dons vivants a conduit à l'utilisation des organes de sujets en état de mort cérébrale (greffes d'organe) et de tissus provenant de fœtus dans le statut d'un don de la séparation d'avec la mère.

Il n'est pas de notre propos de discuter des justifications — bonnes pour les uns, mauvaises pour les autres — des pratiques médicales. Il s'agit cependant d'interdire de refuser de voir que de nombreuses greffes sont interrompues chaque jour, pour des raisons thérapeutiques de « convenance ». Les tissus fœtaux prélevés n'ont, en fait, d'autres chances que d'être jetés ou utilisés pour le traitement de maladies incurables.

Certains enfants naissent avec une déficience immunitaire et sont voués à la mort par infection dès les premiers mois de la vie. Lorsqu'il n'existe pas de donneur compatible, une greffe de moelle osseuse, la greffe de cellules de leur fœtus leur offre une chance réelle de guérison totale.

Ces cellules, prélevées sur des fœtus de sept à douze semaines, sont les précurseurs des cellules qui, plus tard, « coloniseront » la moelle osseuse puis les tissus lymphoïdes. Lorsque ces cellules (lymphocytes) sont matures, elles assurent les défenses immunitaires de l'organisme. L'immaturité des cellules du fœtus explique l'absence de réaction défavorable, même lorsqu'il n'existe aucune compatibilité.

Les déficits immunitaires sont traités par greffe de moelle osseuse relative à huit maladies greffées à Lyon (avec deux donneurs en moyenne pour chaque malade) au cours des huit dernières années. Vingt-cinq au total en Europe occidentale pendant la même période. Compte tenu de l'extrême gravité de ces maladies, le résultat des greffes de tissus fœtaux apparaît très bon, puisqu'elles offrent une possibilité de plus de guérison, chance irremplaçable pour des nourrissons dont l'espérance de vie serait, sans ce traitement, d'un an au plus. Les conditions de diagnostic plus précoces et de traitement plus réguliers des chances de succès de ces greffes.

De nombreux traitements

D'autres maladies, beaucoup plus nombreuses, peuvent être traitées par des greffes de cellules de fœtus. En Italie, des traitements de thalassémie majeure sont en cours. Chez l'animal, des greffes se poursuivent pour adapter cette variété de greffe au traitement des leucémies aiguës et des aplasies médullaires. Chez les malades ne disposant pas d'un don de moelle osseuse compatible, lorsque les conditions thérapeutiques offrent les meilleures chances de succès, des greffes de moelle osseuse de fœtus sollicitent un traitement chaque année en Europe.

Nous avons vu que certains sujets présentant certains déficits enzymatiques congénitaux (mucopolysaccharidoses, maladie de Fabry, maladie de Niemann-Pick, fucosidose, etc.) pouvaient, d'une greffe plus partielle, bénéficier d'une greffe de fœtus. Le but recherché ici est l'apport et le maintien de cellules produisant les enzymes déficitaires. Dans un traitement immunosuppresseur permanent, nécessaire, et l'apport n'est pas celui d'une guérison totale mais d'une stabilisation, grâce à l'activité enzymatique des cellules greffées. Sept malades ont été traités à Lyon dans les huit dernières années ; tous sont vivants, en bonne santé, avec des résultats remarquables. Dans l'année qui vient, il est probable que d'autres malades

en particulier à New-York, développeront aussi des greffes de fœtus contre les déficits enzymatiques. L'ensemble de ces ouvertures thérapeutiques permet de penser que le nombre des greffes de tissus fœtaux va se multiplier au cours des prochaines années, que d'autres méthodes de traitement ne se développent pour certaines indications actuelles.

Des précautions très précises

Une réflexion éthique a naturellement accompagné ces efforts médicaux. En collaboration avec le professeur Dubois, nous avons proposé quelques règles éthiques pour qu'elles soient discutées par le comité d'éthique de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Nous devons, d'un côté, tenir compte de la possibilité de guérir, de l'autre, des réticences confuses et peu rationnelles. Des précautions très précises et un respect du fœtus sont indispensables, mais cela ne doit pas être un obstacle aux greffes de tissus fœtaux, de même que le respect du mort n'empêche plus le prélèvement d'organes. Comme dans le cas des greffes d'organes, l'élaboration d'une loi définissant les conditions d'utilisation scientifique et thérapeutique des tissus fœtaux symbolise la progression de notre société vers une éthique médicale renforcée. On ne verra alors plus des enfants attendre plus d'un an dans une « bulle » avant de pouvoir bénéficier d'une greffe salvatrice.

Notre société a aboli la peine de mort, elle a accordé aux citoyens le choix entre le maintien et l'interruption de la grossesse. Elle ne peut que favoriser ce nouveau choix de l'homme dévoué à l'homme plutôt qu'à ses préjugés. C'est à cet espoir et à cette démarche que nous appelons, non seulement les médecins mais aussi les légistes et tous les citoyens de ce pays. Nul doute que, comme souvent dans l'histoire, maints autres pays suivront l'exemple français.

(*) Comme on le voit, le Journal de médecine légale, droit médical, 1982, vol. 25.

(*) Université Claude-Bernard, Lyon.

Spécificité

par PATRICK VERSPIEREN (*)

Comme il était écrit récemment dans une colonne, la perspective de prélever des tissus sur des fœtus humains « comporte une charge émotionnelle ». Intense, signe de la difficulté des problèmes posés par une telle pratique. Mais ces prélèvements ont à distinguer de l'expérimentation sur embryons ou fœtus vivants. Celle-ci est à rejeter, la plus grande vigueur (à l'exception, peut-être, des thérapeutiques tentées avec prudence pour le bien de l'enfant à naître).

On ne saurait accepter, par exemple, l'usage de l'efficacité d'un médicament sur un embryon ou fœtus humain. Même si une femme a pris la décision de faire interrompre sa grossesse, l'humanité, et on invoque le bien de l'humanité, ne se réduit pas au progrès de la médecine, mais comporte aussi le respect des valeurs fondamentales. Or l'expérimentation représenterait une intrusion du biologiste et du médecin dans le conflit que la femme en train de vivre se rendrait la décision d'avortement irrévocable, faisant ainsi du scientifique un participant actif à la décision. De plus, de telles pratiques réduiraient le fœtus humain au rang d'animal de laboratoire. Il serait de même inacceptable, pour cette dernière raison, de maintenir la vie artificiellement, les fins d'expérimentation, un embryon, ou fœtus, humain obtenu par fécondation in vitro.

Il en va différemment des prélèvements de tissus sur des fœtus avortés, non viables, après leur mort clinique. En effet, ceux-ci ne

voyons plus, dans le prélèvement d'organes sur le corps d'un adulte décédé, un mépris de la personne décédée, de l'humanité en général. Un tel prélèvement, fait dans les conditions requises de décence, pour des raisons importantes, apparaît comme compatible avec le respect dû au cadavre humain. Un respect analogue est dû au fœtus, même mort. Ce fœtus portait en germe une vie d'être humain. Ce qu'il était doit être manifesté à travers les pratiques mêmes des scientifiques : sinon l'on perdrait tout de la spécificité humaine.

On ne peut donc accepter la collecte à grande échelle des « produits d'avortements », ni généraliser les prélèvements (1). Qu'on veuille ou non, cela ferait apparaître le fœtus humain comme un pur matériau de recherche. Ce n'est pas acceptable. Il heurterait profondément les convictions d'une grande partie de la population. Mais le respect de l'embryon ou fœtus humain n'est pas incompatible avec certains prélèvements, si ceux-ci ont un caractère exceptionnel et sont entourés de règles précises, qui signifient qu'ils sont effectués sur ce qui était une chose qu'un simple produit animal (2).

Quelles règles ? On aurait pu penser à la création de comités d'éthique veillant à maintenir le caractère exceptionnel des prélèvements. L'avant-projet de loi choisit, semble-t-il, une autre voie : réserver l'utilisation des tissus fœtaux à quelques établissements agréés, susceptibles d'être soumis à un contrôle. Cette voie, elle aussi, paraît acceptable. Mais sur quoi porterait un tel contrôle ? On touche ici à la limite de la législation.

En un tel domaine, une loi ne peut prétendre prévoir les questions qui se posent dans l'avenir, sous peine de dispenser les citoyens, et tout spécialement les scientifiques concernés, de toute interrogation éthique et de toute responsabilité.

Il semble donc indispensable que les établissements agréés soient appelés à participer à l'élaboration de leurs propres règles déontologiques, après un débat ouvert d'autres qu'aux scientifiques. Ces règles devraient d'ailleurs être revues périodiquement, en fonction des questions qui manqueraient pas de se poser.

Parmi ces règles, une à prévoir maintenant : la séparation absolue des équipes qui recueilleraient les fœtus et celles qui utiliseraient les tissus, de manière à éviter toute incitation à l'avortement, à toute pression relative à des modes d'interruption de grossesse tels que l'hystérectomie « mini-césarienne ».

Enfin, le projet de loi devrait nettement préciser qu'il ne s'agit pas l'utilisation de cellules embryonnaires obtenues par fécondation in vitro. Cette question nécessite un abord spécifique (3).

(1) Cela exclut, par exemple, d'utiliser les greffes d'obusques ou pancréas, traitement habituel du diabète.

(2) Pour une argumentation plus détaillée, cf. *Journal de médecine légale et droit médical*, 1982, n° 1, pages 98-114.

(3) Cf. *Etudes*, novembre 1982, pages 479-492.

(*) Jéssite, rédacteur à la revue *Etudes*, enseignant d'éthique biomédicale.

Absurdité et ignorance

par le professeur
ALEXANDRE MINKOWSKI (*)

Tâchons d'abord de fixer la viabilité du fœtus. Nous venons de passer dans notre service de soins intensifs du nouveau-né, en dix-sept, environ 18 000 fœtus viables de tous âges gestationnels, fœtus non en danger de mort à la naissance.

Nous fixerons approximativement la limite inférieure de la viabilité acceptable (c'est-à-dire les chances de survie préservant l'intégrité cérébrale) à 700 grammes et à 26 semaines d'âge gestationnel comptées à partir du premier jour des dernières règles. Chez les fœtus et les nouveau-nés de 700 à 1 200 grammes, les chances de survie sont de 65 à 70 % (chiffres de notre service). Le risque de séquelles cérébrales graves est alors de 5 à 8 %. L'électro-encéphalogramme des ultra sons nous permettent maintenant de savoir quels sont les fœtus qui ont subi une réanimation. Au-dessous de 700 grammes, sauf exceptions, il ne faut pas réanimer le fœtus. Dans une série canadienne, 10 fœtus de moins de 700 grammes survivants étaient tous atteints de séquelles cérébrales irréversibles.

L'électro-encéphalogramme des fœtus est jeune et le plus souvent totalement inactif. L'auteur a montré dans une unité de recherche Colette Dreyfus-Brisac, directeur de recherche à l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médi-

cale). Je ne vois pas comment, chez un fœtus, on pourrait apprécier la mort cérébrale. Un certain nombre de fœtus à la limite de la viabilité ont pu avoir un électro-encéphalogramme inactif, puis, ensuite récupérer complètement. Peut-être eût-il mieux valu que le ministère de la santé, qui s'occupe de ce sujet, consulte l'unité de recherche INSERM, la seule du genre dont l'intitulé porte : « Biologie du développement du fœtus et du nouveau-né ».

Nous avons, pendant trente-cinq ans, vu passer dans notre service un certain nombre de fœtus viables mais vivants (ceux de 450 à 700 grammes). Ils peuvent vivre quelques heures ou parfois quelques jours sans que nous intervenions dans un cas ni dans l'autre. Ils vont donc mourir. L'étude et les recherches sur ces fœtus nous ont beaucoup appris, à condition de respecter un principe : pas les exposer à la souffrance, dans la mesure où nous pouvons l'apprécier.

Un certain nombre d'enzymes hépatiques nécessaires au métabolisme fœtal subissent la naissance une diminution d'activité notable ou fonctionnelle. Par exemple une des enzymes qui peut aider à l'élaboration des protéines de l'A.D.N. (Jeanne Roux, dans une unité). Les neurotransmetteurs, si essentiels, ne peuvent réellement être étudiés que dans le tronc cérébral (et non dans le sang ni dans le liquide céphalo-rachidien). Enfin, les ap-

plications thérapeutiques des tissus fœtaux sont intéressantes et utiles.

On parle de demander l'autorisation à la mère : c'est celle des deux parents qu'il faudrait. Nous aurions toutefois l'attention des juristes sur le traumatisme émotionnel que demande la famille qui perd un enfant, même « fœtal ».

Les mêmes juristes demandent que la mort soit légalement constatée par deux médecins. Lesquels ? Et sur quels critères de compétence ?

Dans tout ce projet, il y a beaucoup d'absurdité et d'ignorance.

Parlons, enfin, de la condamnation de ces pratiques par le pape. Le clergé est toujours prompt à entrer en guerre quand il s'agit d'embryons et de fœtus. On est étonné qu'il ait la même attitude face au massacre de millions d'êtres humains, enfants ou adultes, bien constitués, ne demandant qu'à vivre.

La « bio-éthique » est à la mode. C'est une manière de donner bonne conscience alors que les médecins responsables de handicaps cérébraux par négligence et incompétence ne sont pratiquement jamais condamnés par la justice. Comme dit le Christ, le seul vrai, « Pardonnez-leur parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils font ». Et j'ajouterais : « Ni de quoi ils parlent ».

(*) Directeur de l'unité (biologie développement fœtal et néonatal) de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Un faux problème

par
MARIE-CLAIRE BUSNEL (*)

Depuis la conception, toute vie animale est un continu qui passe par une série de stades évolutifs : l'embryon, le fœtus, puis la naissance, simple passage de la vie à la vie aérienne, la croissance, la puberté, etc.

Il est important de ne pas confondre la vie embryonnaire (de zéro à huit semaines), au cours duquel apparaissent les cellules, les tissus et tous les organes, avec le stade fœtal qui suit, au cours duquel se développe, selon un processus qui s'appelle généralement après la naissance, la maturation des structures physiologiques précédemment.

On ignore tout d'une éventuelle sensibilité embryonnaire, on peut démontrer les principales maturations sensorielles par leur réactivité à des stimuli d'âge conceptuel, il y a une réaction

à une stimulation tactile, cinq à six et demi-six mois, à une stimulation acoustique. On peut même une sensibilité prénatale du goût (démontrée chez l'animal, mais pas chez l'homme). Quant à l'organe vestibulaire, responsable de l'équilibre spatial, sa maturation anatomique est terminée vers trois mois ; le prématuré étant capable de voir, même à sept mois, il est vraisemblable qu'une certaine maturation visuelle est atteinte dès avant la naissance.

Le fœtus a donc une organisation sensorielle. Il n'est donc pas un être, devenu un être « conscient », soit également un être pour l'instant qu'aux balbutiements, à l'étude de la « psychologie fœtale » n'a aucunement que peu de données objectives.

Il se pose actuellement un problème d'éthique au sujet du prélèvement de fœtus embryonnaires

humains pour la recherche et la médecine, ce qui me paraît personnellement être un faux problème. Un embryon hors de l'utérus par une greffe est viable. Une fois prise la décision d'extraire l'embryon ou le fœtus, celle d'autoriser le prélèvement des tissus semble s'ensuivre logiquement.

Il n'y a, en fait, physiologiquement aucune différence entre le prélèvement de tissus embryonnaires ou adultes, étant donné que, dans les deux cas, il est effectué sur un être ayant une vie. La question pourrait se poser si l'on parvenait un jour à développer in vitro un embryon jusqu'à maturité. Mais il n'y a à chaque époque de résoudre ses problèmes.

(*) Chargée de recherche au laboratoire de physiologie acoustique de l'INRA (Institut national de recherche agronomique). Auteur, avec E. Herbinet, de *L'Aube des sens* (Stock éd., 1981).

1945-1965 : les nazis et leurs auxiliaires devant la justice française

Depuis deux semaines, l'inculpation de crimes contre l'humanité de Klaus Barbie et la préparation du procès auquel il sera maintenant promis ont remis en lumière, dans une certaine confusion, un fait, dans la France occupée de 1940 à 1944, l'action des services de police allemands et de leurs collaborateurs français à la fois contre la Résistance et contre les populations civiles, par application notamment des mesures raciales contre les juifs. Elles ramènent aussi aux feux de l'actualité, en raison des circonstances de l'arrestation de Jean Moulin et de ses compagnons, les drames antérieurs de la

Résistance, avec le cas de René Hardy. Pendant, tous ces procès, les aspects de l'occupation ont été plus ou moins mis en lumière dans les médias. Pour s'en tenir à la France, la liste est longue de ceux, Français d'abord, Allemands ensuite, qui ont répondu à leur comportement. Les journaux aux tortionnaires, les exécutions aux collaborateurs, les condamnations pour intelligences avec l'ennemi comme pour crimes de guerre ont été nombreux.

En 1962, 2 853 condamnations à mort par arrêtés rendus contradictoirement avaient été prononcées et 3 910 par contumace. Il s'y ajoutait 2 248 peines de travaux forcés à perpétuité, 8 864 condamnations de travaux forcés à temps, 1 956 de réclusion et 22 883 peines de prison. 6 724 autres accusés avaient été acquittés ou relaxés.

Dans les années 60, trois Français condamnés à mort par contumace, retrouvés, seront jugés par la Cour de sûreté de l'Etat, alors compétente, dans une quasi-absolue tranquillité de ceux qui n'y ont pas été mêlés, qu'il leur soit présenté sans tard.



Photographie publiée dans Paris-Mat, 1941 (1981).

Le procès du général Oberg

Avec le procès du général Carl Oberg et de son adjoint, le colonel Helmut Knochen, jugés et condamnés à mort le 9 octobre 1954 par le tribunal militaire de Paris, la justice française pouvait prétendre avoir fait son devoir. L'action répressive allemande de 1942 à 1944, Oberg avait été durant cette période chef supérieur du S.S. à la police en France. Arrêté en Allemagne en 1945, il avait été transféré presque aussitôt en France. Mais il fallut près de dix ans pour établir un dossier nourri de tous les éléments apportés, entre-temps, par les multiples affaires qui, de Bordeaux à Lyon, de Lille à Marseille, avaient été préalablement instruites contre ceux qui avaient été les exécuteurs.

Aussi bien, le procès Oberg-Knochen permit-il, dans une certaine mesure, non seulement d'examiner le rôle des deux hommes au cours de la période de l'occupation, mais aussi de leur incompréhension. Ainsi purent être évoqués les accords passés avec M. René Bousquet, secrétaire général de la police à Vichy, et, ensuite, les conférences avec M. Laval, président du conseil, et Darmand, secrétaire général chargé du maintien de l'ordre. Le procès permit aussi de mieux connaître les méthodes des opérations de la Résistance, contre les maquis, contre les juifs, ainsi que

Le massacre d'Oradour

C'est le 12 janvier 1945 que s'ouvrit devant le tribunal militaire de Bordeaux le procès de vingt et un membres du 3^e bataillon de la 2^e division S.S. Das Reich qui furent jugés de leur participation au massacre d'Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944 : six cent quarante-deux victimes, deux cent sept enfants, deux cent quarante-cinq femmes et quatre-vingt hommes. Les accusés étaient, pour la plupart, des simples soldats, les autres n'ayant eu que des grades de caporal ou de sergent. Parmi les accusés, deux, mais procès difficile et passionné en raison de la présence parmi eux de deux Alsaciens, c'est-à-dire des combattants français incorporés de force dans l'armée allemande. Leur cas posait à la nation un problème grave, et ce fut l'une des principales raisons qui retardèrent l'ouverture du procès. L'Alsace tout entière était en émoi, d'autant plus que ce crime de guerre avait pris figure de symbole. De toutes les villes de l'occupation allemande en France, il était devenu l'illustration-type.

Durant un mois, jusqu'au 1^{er} janvier 1953, et après une juridiction passionnée, on devait revivre la terrible nuit du massacre, entendre, parmi les témoins, quelques-uns des rescapés qui en décrivaient toutes les phases. Cependant, il ne fut pas facile de déterminer exactement ce que chacun des accusés avait fait durant cet après-midi tragique. Il ne fut pas plus possible de savoir les raisons qui avaient commandé

Le cas particulier de Friedrich Dohse

C'est une des plus singulières affaires que celle de Friedrich Dohse, jugé en avril 1953 par le tribunal militaire de Bordeaux. Il avait dirigé la section IV de la Gestapo dans cette ville sous les ordres de Hans Luther. Chargé de la recherche de renseignements au sein d'une équipe à laquelle on rattachait deux mille arrestations, un millier de déportations et mille deux cent cinquante morts, Dohse avait en sa possession la liste de trois cent cinquante résistants. Dohse les avait, la dé-

Vingt ans après

En 1965 et 1966, trois autres procès assez comparables vont s'ouvrir devant la Cour de sûreté de l'Etat. Trois Français condamnés à mort par contumace à la Libération pour intelligences avec l'ennemi et qui, durant près de vingt ans, avaient échappé aux recherches.

C'est d'abord Jacques Vasseur, interprète au S.D. d'Angers, auquel il est reproché d'avoir participé à quatre-vingt-trois arrestations, trois cent dix déportations et deux cent trente morts. Pendant dix-sept ans, Vasseur a vécu caché dans les combles d'une maison dans la banlieue de Lille. C'est là qu'on le découvre en 1962.

La vérité vraie...

Ce fut aussi le cas de Jean Barbier, arrêté lui aussi vingt ans après, et qui eut à répondre de crimes qu'il rapporte aux Allemands dans la région de Grenoble.

Un troisième Français, Joseph Cortial, retrouvé en 1965 et accusé d'avoir livré à l'occupant, de la région lyonnaise, fut condamné à la détention perpétuelle en juin 1966.

Hagen, Lischka, Illers, Dannecker...

De tous les officiers SS qui furent, durant l'occupation, les responsables de la police allemande, les plus méchants, de l'action antijuive sur le territoire français, certains ont été jugés et condamnés. Parmi eux, il faut citer : un autre, qui vit en Allemagne, sous l'autorité suprême du général Carl Oberg (lire ci-dessus), assisté par Helmut Knochen (condamné à mort par contumace en 1955, par la justice française, jugé en 1962, à Cologne, et condamné à la prison à vie), les services de la SDF-G-3, se décomposant de la façon suivante :

Une direction régionale, dirigée par Helmut Knochen (né en 1910). Condamné à mort en 1954, gracié en 1958 et renvoyé en Allemagne en 1962, il est actuellement à Cottbus. Il a eu pour adjoint Kurt Lischka. Né en 1909, celui-ci a été condamné par contumace à mort par la justice française, jugé en 1962, à Cologne, et condamné à la prison à vie depuis lors.

Une direction de la région parisienne, placée directement sous l'autorité de Helmut Knochen, dont l'adjoint Heinrich Illers, né en 1908, de la Gestapo à Paris. Après la guerre, président de chambre au tribunal des affaires sociales à Hanovre, Illers fut mis à la retraite anticipée en 1972, date à laquelle il fut démasqué par les soins du S.D. Il vit aujourd'hui à Paris. Il dépendait de la direction de la région parisienne en sa qualité de chef de la section antijuive. Il a disparu depuis la libération.

Une direction de la région nationale. De 1940 à 1942, son chef fut Theodor Dannecker, né en 1913. Suicidé en 1945, selon certains, Dannecker a toutefois été condamné à mort par contumace, en 1950, à Paris. À partir de 1944, Heinz Rothke occupa ce poste-clé. Devenu, au cours de la guerre, conseiller juridique, il ne fut jamais

par la justice française et il est mort impuni, en 1968, en R.F.A.

Deux autres officiers SS, collaborateurs directs de Dannecker et de Rothke : l'un, Ernst Heinrichsohn, né en 1920, fut condamné à mort par contumace, à Paris, en 1956. Devenu avocat, à Mittenberg, et bourgmestre (maire) de Burgstadt, Heinrichsohn a été condamné à Cologne, en 1980, à six ans de prison, mais a été remis en liberté « pour raisons de santé » en septembre 1982. L'autre fut Horst Ahnert, déjà cité. Le dernier membre de cette section n'est autre que Alois Brunner, né en 1912, chef du « kommando » spécial envoyé par Adolf Eichmann, dont il était le « bras droit », pour secourir Heinz Rothke dans sa tâche. Condamné à mort par contumace à Paris, en 1958, Brunner est actuellement à Damas (Syrie), sous le nom de Fischer.

Des kommandos extérieurs de la SDF-G-3. — Lyon n'est pas la seule ville à avoir subi le privilège d'avoir eu une section antijuive. Ainsi, Angers avec Hans-Joachim Ernst. Quatre fois condamné à mort par contumace par la justice française, Ernst a exercé en toute impunité jusqu'en 1977, à Lyon, la profession d'avocat et vit toujours en R.F.A.; ainsi, Bordeaux avec Herbert Hagen déjà cité; Orléans, avec Fritz Merdsche, né en 1906, condamné deux fois à la mort par contumace en France, mais qui fut néanmoins jugé au tribunal de Francfort, puis, après sa mise à la retraite, rédacteur en chef d'une importante revue juridique d'Allemagne où il vit encore. Ainsi, Metz, August Merz (né en 1913), qui a exercé à Lyon et Orléans, et était parvenu à se donner un visage neuf après la guerre, en reconstituant les archives d'une association de victimes du nazisme de Hambourg. Il vit en R.F.A. Ainsi, Nancy, avec Rudolf Schmeling, dont on ignore tout depuis la fin de la guerre.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine
spécialité des
1^{er} et 2^e guerres
mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
581-33-18
27, rue de la Bette-Met-Calixte
75013 PARIS



Paris-région












LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8° (359-92-82) ; Français, 9° (770-33-88) ; Mont-









[illegible]

SORTIE DE GARE

Mer Saint-Lazare

On ne saura jamais quel est le malin qui s'est servi des derniers fonds de tube de Monet pour repeindre les ferrailles de la marquise d'entrée de la gare Saint-Lazare. Mais c'est une bonne affaire. Un bleu tout à fait dans la tradition du bleu de cette autre « Gare Saint-Lazare » (1877), soupirs de lumières et de fumées, toujours frémissantes (premier étage à droite derrière les Lautrec) au terminus du Musée du jeu de paume. Très gai.

Quatre  itali  par jour qui entrent et qui sortent. Du gros bouillabaisse. Paris qui se marche sur les pieds, qui se détruit, qui se trie ; Paris qui tricote ses réveries de loto dans des explosions d'eau de Cologne et des bouffées de révéral mal sucrées. Une grande  barbare propose soudain le désaveu, son grand Niagara.  voulait  des passerelles en enjambement  delta d'autos, d'autobus et de camions à bâlage pour faciliter la promenade vers le  pain quotidien ; on  ou  toujours gardent nettes les perspectives, et grondeurs,  gens justes  petits matins.

Autrement ? Autrement, rien.  lieu exemplaire et  qui respire  à certains moments et  une  hommes  heures de pointe, des enseignes, des trains qui partent plus que l'océan où ne relâchent plus que des navires chargés de caisses, des bistrot, des brasseries, des cinémas avec un  tatoué sur l'Avant-bras et  comme dans tous

ports de ville, sans direction, les
 les hommes à jaunes, lui de Su-
 duparet, le jeune homme à la tariff
 prompt ; moins jaunes, l'ostilade
 réserve du ton citron, posées
 au chaud dans le vin à virvine.

C'est le saint Louis d'Antin
 couré à Saint-Grilles, au grand
 fronts. L'officiel avec sa tapede-
 néo-classique (1780-1782),
 de Caumartin (espo) à pistons,
 joueurs à flutina, marchands de
 pantalons ; l'autre, au du Havre,
 à 4. Entrons par le 4.

A franchement parler, on
 être arrivé arrivé.

Un couloir, fêches. « Entrée
 l'église », où ? Au fond, au
 fond de quoi ? Porte encore. Ah !
 le sacristie. Un jour,

temps de Pâques,

tombés là

premier d'après

penchés

leur premier

comme

hockeyeurs

leurs

s'ens-tiens-

aux stratégies

manœuvre à venir. L'accueil, les

spécialité, ces castauds.
Saint-Louis, présence
d'Égypte, le trottoir, leur
patron, le Père Guinchat.

Un regard normand
reconvoit l'expédition
coloniales, grandes, qui
nous laissent sur les rotules
milieu sables, les
maillots rouillée, sueur, l'âme
à Jérusalem, tout droit.
Curé de ville, son métier. Quand,
il y a quinze ans, on lui demande
pourquoi ne pas aller en
avion, pilote, l'engui, dit :
truc : « C'est là, hein !
Saint-Lazare, un confession-
nel au musée. Un truc qui fait
plus aussi.

Beaucoup plus, en fait. « Ne
pas éteindre la lumière qui brûle
dans ». Qui vitrote que la vie
est là, la faire exprès dans
son lit et retour que rien n'
est plus, ne compare les
postes aux postes de la ville,
des simples gravés sur la
carte : « C'est là, hein, voulez-
vous, n'entrez pas, ne voulez
pas ». Forcément être là.

Toujours quelq'un pour vous
recevoir. » Hommes et peines
de joies, languanets arrivent
partout. Ils Américains,
Allemands, Espagnols, Cénévols,
Belges, Zaïrois. Parlent
la même langue, celle qui
Prêtres se poignent de main
En repêchage, dans
eaux de la mer Saint-Lezard, le
curé Guinchat ne se
d'illusion sur
qu'un identifié, al-
lons à l'heure. Il s'y pré-
parait avec son air à lui.

Il par jour
la station-service de Dieu »
« je prêtre dépannage »,
travaux calculés sur les horaires
S.N.C.F. et les dernières statisti-
ques du mouvement migratoire
habitants du grand paillasson
à lui. Il était armé quand
un boulet n'est pas de faire du
chiffre, mais de faire des dé-
bordements la pression
rendez-vous du samedi liturgi-
que. Il lofn le temps (on
s'ennuyait) et n'entraient
demandeurs bénédicti-
ons chapelets titubants
la flasque vin
le roman Fin l'ennui. Aujourd'hui
la maison l'air le plein rende-
ment Cent cinquante heures de
communi par semaine,
mille communiant, mille
mille pendant le mercredi
des Cendres. C'est le succès...

Dehors, l'océan fait la
marche arrière; mûchonne
l'effroi mou, du jour incerti-
tudes. » Entrez et vous
vle »,
Guinchat, curé d'île.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

PRESOUE « A L'IDENTIQUE »

Un pont des Arts tout neuf

Dans quelques mois, le pont des Arts, dont la reconstruction « à l'identique » — ou presque — est très avancée, sera de nouveau ouvert aux piétons.

Premier ouvrage métallique élevé à Paris sous le Consulat, le pont des Arts, ainsi que son arcade qui sur le haut s'appelait « Palais des Arts », œuvre des ingénieurs de Cassan, Trarieux et Dillon, préservait à l'origine neuf arches de 18,50 mètres de portée reposant sur huit piles et ■■■ culées. Chaque arche était composée d'arcs en fonte et le plateau, construit par un plancher de chêne flanqué de rambardes à croisillons.

Le nouveau pont, uniquement réservé aux promeneurs à pied, et ■■■ de bancs, de lampadaires et de ■■■ d'orangers, fut inauguré le 24 septembre 1803. Il fut ■■■ diatement la faveur du public.

A ■■■ cours ■■■ années, l'ouvrage devait connaître quelques vicissitudes. d'abord ■■■ l'élargissement, ■■■ 1852, du Quai Conti, qui amenait la suppression de deux ■■■ côté rive gauche, remplacés par une ■■■ sur les 22 ■■■ de portée, ■■■ aussi en 1933, ■■■ la disparition du plancher de chêne, qui ■■■ résista pas ■■■ intempéries et auquel ■■■ affreuse dalle de bé-

A partir ■■■ 1961, l'ouvrage ■■■ ■■■■ succès, causés ■■■ les péniches venues d'avail, et ■■■ convois

dernes le pont Neuf et la passerelle se révéler le plus inopérantes délicates. En 1970, une de ces arches s'effondra. On en put le verser qu'à l'aide d'un petit ouvrage provisoire. Mais, l'état de vétusté du pont semblait devenir une situation plus inquiétante, ce décidai en 1971 d'en faire l'accès au public. Ce fut la fin. Le pont des Arts était condamné, et la question de sa réédification se. Plusieurs solutions furent envisagées, on en se re retint finalement la reconstruction de l'identique », avec toutefois deux innovations : l'acier succéderait à la fonte et l'ouvrage ne comporterait plus de travées 22 portées, c'est-à-dire cinq arches.

Par délibération en date du 19 novembre 1979, la Ville de Paris, maître d'ouvrage, demandait à la Direction départementale de l'équipement de la Seine-Saint-Denis de lui confier, comme maître d'ouvrage, la parie des études architecturales étant confiée à M. Arceche, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux.

Les études de reconstruction, qui ont commencé en 1982, ont été menées si rapidement que six piles en béton, revêtues de pierres de taille, ont été posées à l'été 1983 à Saint-Pierre-Aigle (Aisne) achèvement des études, des études géologiques et deux culées ont vu l'achèvement. M. n'attendait plus que les cinq arcades d'acier, dont le transport va donner lieu à un spé-

tiement ordinaire, puisque, placément montées dans les attelages Schmid à l'agence d'Alverville, elles attendront la Seine jusqu'au pont des Arts, dressées chacune en péniche : la première arrivera vendredi 18 février.

Le plateau — fois posé sur structures métalliques, on réalisera les derniers travaux et on procédera à la mise en place du mobilier urbain : bancs, poubelles, bornes — approfondies, les nouvel ouverts devant être l'esprit des réalisateurs aussi — que possible à ce imaginé par les ingénieurs du Consulat et leurs successeurs. Le *sort exécuté* — pas en chène ni — lattées de d'azobé, essent originaires de Côte-d'Ivoire, sont descriptibles. Les bancs, réverbères à lanternes rondes, encaisses, non pas d'orangers mais lauriers, les orsillons de la rebarde et — poignées, seront réalisés d'après les documents d'époque. En fin, l'accès de la passerelle — fait d'un pont de escaliers et d'un rampes de pierre en pente douce. Devant l'institut, à l'entrée du pont — sera aménagée, par mière — l'esplanade de dans l'avenir se développera — la célèbre Coulole et de biements, sous laquelle — a prévu tunnel routier.

Ainsi le pont des Arts, dont a vent dit qu'il était une dépendance de l'institut et qui connut longtemps d'après le copiste de l'histoire, l'aveugle joueur de clarinette, reprenait place — un sites les prestigieux de Paris.

Le pont des Arts en Collection Debuissou

ANDRÉE JACOB.

PARIS EN VISITES

LUNDI 21 FEVRIER

- Histoire du Louvre, 14 h 30, Musée du Louvre (M^e Chérel).
- Musée de la police, 15 h, 1 bis, rue des Carmes, M^e Logréproux.
- Eglise Saint-Eustache, 15 h, entrée, rue du four, M^e Lecomte.
- Musée Claude Lorrain, 15 h 30, Grand Palais, M^e Leclercq (Caisse nationale des monuments historiques).
- La peinture de l'Ecole de la Haye, 15 h 30, Grand Palais (Approche de l'Art).
- Greuze et Fragonard, 14 h 30, Musée du Louvre, Porte Denon (Arvus).
- Le Sénat, 15 h, 15, rue de Valenciennes (Arts et Curiosités de Paris).
- La peinture romantique au Louvre, 14 h, Musée du Louvre, Porte Denon (M^e Bouclard).
- La cristallerie de Baccarat, 15 h, 30 bis, rue de la Harpe (Communes d'Ici et d'Ailleurs).
- Hôtel de Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou (M^e Hauller).

• La carte de Gignoux, 13 h, rue du Marais (M^e Hauller).

- Peintures sur vitraux, 13 heures, rue du Marais, Musée des Monuments français (Histoire et Archéologie).
- Saint-Germain-des-Près, 15 h, rue de la Harpe (P.Y. Jaulier).
- L'Ecole de la Haye, 14 h 30, Grand Palais, M^e Leclercq (Caisse nationale des monuments historiques).
- Le Seize, 14 h 30, Place du Châtelet, M^e Fontaine (Paris Antrofois).
- Passages couverts, 15 h, 31, rue Faubourg-Montmartre (Paris et son Histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).
- Les Salons de l'Hôtel-de-Ville, 15 h, rue de la Harpe (Tourisme Culturel).

MARDI 22 FEVRIER

- Manufacture de Gobelins, 14 h 30, 42, avenue de la République, M^e Garlier-Ahlberg.

• La Sorbonne », 15 h, 47, rue des Écoles, M^{me} Allaz.
• Musée du cabinet des médailles », 15 h, 58, rue de Richelieu, M^{me} Hulot.
• La Conciergerie », 15 h, 1, quai de l'Horloge, M^{me} Leclercq (Caisse nationale des monuments historiques).
• Le Palais Bourbon », 15 h 30, 33, quai d'Orsay (Approche de l'Art).

• Chez un doreur-argenteur, 10 h 30, métro et Méliers (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

• Le philosophe de la rue Monsieur-le-Prince, 15 h, 10, Monsieur le-Prince (Paris et son Histoire).

• Le Moyen-Age, 11 h, 19, Vaugirard (Visages de Paris).

WEEK-END D'

■ ■ ■ : 6, place d'Iéna, M. P. B.
■ ■ ■ : L'Australie (Projection).

CONFÉRENCES

LUNDI 21 FÉVRIER

14 h 45 : Académie des Sciences Morales et Politiques, 23, quai Conti, M. M. Maffesoli : « La violence dans le monde actuel ».

17 h et 20 h 30 : 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « Kaifeng, les Song du Nord et les menaces « barbares ».

18 h 30 : 7, rue de la Bienfaisance, M. le rabbin Amar : « Le Messianisme » (Amitié judéo-chrétienne France).

20 h 30 : 26, rue Bergère, M. R. Deglès : « Introduction à la connaissance

■ ■ ■ biorythmes - (L'Homme et la Connaissance).

MARDI 22 FÉVRIER

14 ■ 30 : 109. ■ ■ ■ Rivolet, M. M. Meunier-Thoreut : « Les quatre grands de la ■ ■ ■ Moravín - (Le Monde et son Histoire).

19 ■ 30 : Sorbonne, Amphithéâtre Becheldat, M. J. d'Arts : « L'équilibre entre l'homme et le cosmos (Université Populaire de Paris).

15 h : 71, rue de la Pompe, M^{me} Saint-Giron : « Néo-impressionnistes ».

DIMANCHE 20 FÉVRIER
Chartres : fusils, mousquetons, carabines, décorations et insignes maçonniques (14 heures) - *Englens* : Extrême Orient, ivoires, porcelaines, paravents (14 h 30) - *L'Isle-Adam* : tableaux, dessins, aquarelles, sculpture ■ *Zadkine* (14 h 30) - *Melnis* : ■ populaire alpin, outils, coffrets, quenouilles, marques de beurre, barattes, meubles, etc. (10 ■■■■ ■ 11 heures) - *Provins* : bijoux, poupées, meubles rustiques, tapis (14 heures) - *Saint-*

(14 heures) - Versailles (palais
Congrès) : meubles XVIII^e dont
tains estampillés, tableaux anciens
flamands, montres et can-
anciennes, tapisserie (14 heures).
Vieux papier
brocante - Retromobile : fabuleux
occasions : voitures anciennes
Les - belles américaines -
dent la cote à plus 000 F.
Vélizy (5 mn - Paris par pont
Sèvres) : petit salon d'antiquaires
centre commercial : meubles bourg-
XIX^e, meubles anglais et régionaux.

La troisième révolution dans la reproduction du son

Le Monde • Dimanche 20 et lundi 21 février 1983 — Page 17

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Précisions sur l'endettement de la France

Alors que le public aucune statistique officielle sur l'endettement extérieur de la France, on se contente de résumer les données sur ce point. Il est nécessaire d'apporter quelques éclaircissements supplémentaires. On sait maintenant que le total de la France, en décembre dernier, par l'Arabie Saoudite n'a été que de 4 milliards. Sur ce montant, il faut que 1 milliard de dollars ait été prêt à l'Arabie Saoudite, tout le plus à deux ans, peut-être à un an. Compte tenu du prêt saoudien, le total des crédits internationaux publics répertoriés pour les emprunteurs français a représenté 9,5 milliards de dollars l'an dernier. A cela il faut ajouter l'équivalent de quelque 8,8 milliards de dollars de placements obligataires divers, qu'il s'agit d'identifier par qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Les 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude. Les emprunteurs français ont fait l'objet de la présente étude. Les emprunteurs français ont fait l'objet de la présente étude.

Enfin, il faut tenir compte des prêts assez nombreux réalisés directement par les emprunteurs et les banques. Les emprunteurs américains comme Citicorp, Manufacturers Trust, etc., ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs japonais ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs allemands ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars.

Les matières premières

Nouvelle hausse des métaux et du caoutchouc

La reprise de l'activité économique tend à s'amorcer dans certains pays, mais surtout aux Etats-Unis. Aussi, les industriels commencent-ils à anticiper les besoins et à procéder à des achats anticipés en prévision de prochaines hausses de prix.

Signe des temps, la constitution de stocks stratégiques revient à la mode. La Grande-Bretagne en est l'exemple le plus récent. En France et au Japon, les ruptures d'approvisionnement sont à craindre en raison de la situation des matières premières. Il ne faut pas oublier que de nombreuses usines et raffineries ont été fermées, ce qui a entraîné une hausse des prix.

MÉTALX. — Le cuivre a repris son ascension au début de l'année. Les cours de Londres ont atteint 125,50 (124,50) par livre. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Les métaux ont été très dynamiques l'an dernier, grâce aux achats soutenus effectués par le directeur du stock régulateur. L'imposition de quotas d'exportation pour les pays membres de l'accord international s'est traduite par une réduction de près de 25 % de la production d'un important groupe minier malaisien. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Nouvelle vive hausse des métaux de l'aluminium à Londres qui rejoignent leur niveau d'octobre 1981. Un mouvement de reconstruction des stocks s'amorce chez les utilisateurs qui redoutent des majorations de prix.

affirmant que la France a lancé l'équivalent de 10 milliards de dollars d'emprunts à l'étranger en 1982. Ce chiffre a valu à la France le premier emprunteur international.

Il est en effet inexact d'affirmer que les Etats-Unis sont les plus gros débiteurs internationaux, pour deux raisons. 1) Ils ont emprunté leur propre devise, ce qui leur a permis d'éviter de lever des dollars ou des eurodollars, revient strictement au même. La différenciation n'existe que dans la pratique, un Américain, qui est plus à l'aise avec son dollar, n'a pas besoin de passer par le marché international.

Le 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Enfin, il faut tenir compte des prêts assez nombreux réalisés directement par les emprunteurs et les banques. Les emprunteurs américains comme Citicorp, Manufacturers Trust, etc., ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs japonais ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs allemands ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars.

Les matières premières

Nouvelle hausse des métaux et du caoutchouc

La reprise de l'activité économique tend à s'amorcer dans certains pays, mais surtout aux Etats-Unis. Aussi, les industriels commencent-ils à anticiper les besoins et à procéder à des achats anticipés en prévision de prochaines hausses de prix.

Signe des temps, la constitution de stocks stratégiques revient à la mode. La Grande-Bretagne en est l'exemple le plus récent. En France et au Japon, les ruptures d'approvisionnement sont à craindre en raison de la situation des matières premières. Il ne faut pas oublier que de nombreuses usines et raffineries ont été fermées, ce qui a entraîné une hausse des prix.

MÉTALX. — Le cuivre a repris son ascension au début de l'année. Les cours de Londres ont atteint 125,50 (124,50) par livre. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Les métaux ont été très dynamiques l'an dernier, grâce aux achats soutenus effectués par le directeur du stock régulateur. L'imposition de quotas d'exportation pour les pays membres de l'accord international s'est traduite par une réduction de près de 25 % de la production d'un important groupe minier malaisien. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Nouvelle vive hausse des métaux de l'aluminium à Londres qui rejoignent leur niveau d'octobre 1981. Un mouvement de reconstruction des stocks s'amorce chez les utilisateurs qui redoutent des majorations de prix.

tout particulièrement après les expériences en Amérique latine. La France demeure encore bonne de la France, mais ce qui inquiète la communauté bancaire internationale est la croissance rapide de la dette étrangère française.

Une émission française originale

C'est le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (C.E.P.M.E.) qui, cette semaine, a été la garantie de la République française. L'emprunteur de l'Hexagone sollicite un marché international des capitaux mieux orienté que précédemment. Le C.E.P.M.E. a en effet lancé un emprunt obligataire de 200 millions de dollars, d'une durée de cinq ans, qui comporte de nombreuses originalités. 1) Il s'agit d'un emprunt à taux fixe, qui est bien accueilli. L'émission est dotée d'un taux d'intérêt variable, qui est fixé à 0,25 % au-dessus du taux de l'obligation américaine de même durée. 2) Il s'agit d'un emprunt à taux fixe, qui est bien accueilli. L'émission est dotée d'un taux d'intérêt variable, qui est fixé à 0,25 % au-dessus du taux de l'obligation américaine de même durée.

Le 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Les matières premières

Nouvelle hausse des métaux et du caoutchouc

La reprise de l'activité économique tend à s'amorcer dans certains pays, mais surtout aux Etats-Unis. Aussi, les industriels commencent-ils à anticiper les besoins et à procéder à des achats anticipés en prévision de prochaines hausses de prix.

Signe des temps, la constitution de stocks stratégiques revient à la mode. La Grande-Bretagne en est l'exemple le plus récent. En France et au Japon, les ruptures d'approvisionnement sont à craindre en raison de la situation des matières premières. Il ne faut pas oublier que de nombreuses usines et raffineries ont été fermées, ce qui a entraîné une hausse des prix.

MÉTALX. — Le cuivre a repris son ascension au début de l'année. Les cours de Londres ont atteint 125,50 (124,50) par livre. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Les métaux ont été très dynamiques l'an dernier, grâce aux achats soutenus effectués par le directeur du stock régulateur. L'imposition de quotas d'exportation pour les pays membres de l'accord international s'est traduite par une réduction de près de 25 % de la production d'un important groupe minier malaisien. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Nouvelle vive hausse des métaux de l'aluminium à Londres qui rejoignent leur niveau d'octobre 1981. Un mouvement de reconstruction des stocks s'amorce chez les utilisateurs qui redoutent des majorations de prix.

Les devises et l'or

Instabilité du dollar - Fermeté du deutschemark

Montera, montera pas ? Après son récent affaiblissement, le dollar a joué le cache-cache au cours de la semaine écoulée, se repliant un jour pour rebondir le lendemain, et ainsi de suite. Dans le même temps, le deutschemark a confirmé ses bonnes dispositions, tandis que le franc français a plus ou moins suivi le mouvement.

Le dollar, donc, a repris son petit ballet avec M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, comme d'habitude. Pour tout dire, le dollar a joué le cache-cache au cours de la semaine écoulée, se repliant un jour pour rebondir le lendemain, et ainsi de suite. Dans le même temps, le deutschemark a confirmé ses bonnes dispositions, tandis que le franc français a plus ou moins suivi le mouvement.

Le 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Enfin, il faut tenir compte des prêts assez nombreux réalisés directement par les emprunteurs et les banques. Les emprunteurs américains comme Citicorp, Manufacturers Trust, etc., ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs japonais ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs allemands ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars.

Les matières premières

Nouvelle hausse des métaux et du caoutchouc

La reprise de l'activité économique tend à s'amorcer dans certains pays, mais surtout aux Etats-Unis. Aussi, les industriels commencent-ils à anticiper les besoins et à procéder à des achats anticipés en prévision de prochaines hausses de prix.

Signe des temps, la constitution de stocks stratégiques revient à la mode. La Grande-Bretagne en est l'exemple le plus récent. En France et au Japon, les ruptures d'approvisionnement sont à craindre en raison de la situation des matières premières. Il ne faut pas oublier que de nombreuses usines et raffineries ont été fermées, ce qui a entraîné une hausse des prix.

MÉTALX. — Le cuivre a repris son ascension au début de l'année. Les cours de Londres ont atteint 125,50 (124,50) par livre. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Les métaux ont été très dynamiques l'an dernier, grâce aux achats soutenus effectués par le directeur du stock régulateur. L'imposition de quotas d'exportation pour les pays membres de l'accord international s'est traduite par une réduction de près de 25 % de la production d'un important groupe minier malaisien. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Nouvelle vive hausse des métaux de l'aluminium à Londres qui rejoignent leur niveau d'octobre 1981. Un mouvement de reconstruction des stocks s'amorce chez les utilisateurs qui redoutent des majorations de prix.

assouplissement de la politique monétaire par le FED, soucieux de rigueur dans un passé encore récent, n'était pas acquis. Le dollar se raffermi donc, et ce d'autant plus volontiers que des rumeurs circulaient sur d'assez faibles réserves de la Bundesbank pour faire face à la demande de dollars, en renforçant ses réserves.

Le 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Enfin, il faut tenir compte des prêts assez nombreux réalisés directement par les emprunteurs et les banques. Les emprunteurs américains comme Citicorp, Manufacturers Trust, etc., ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs japonais ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs allemands ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars.

Le 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Les matières premières

Nouvelle hausse des métaux et du caoutchouc

La reprise de l'activité économique tend à s'amorcer dans certains pays, mais surtout aux Etats-Unis. Aussi, les industriels commencent-ils à anticiper les besoins et à procéder à des achats anticipés en prévision de prochaines hausses de prix.

Signe des temps, la constitution de stocks stratégiques revient à la mode. La Grande-Bretagne en est l'exemple le plus récent. En France et au Japon, les ruptures d'approvisionnement sont à craindre en raison de la situation des matières premières. Il ne faut pas oublier que de nombreuses usines et raffineries ont été fermées, ce qui a entraîné une hausse des prix.

MÉTALX. — Le cuivre a repris son ascension au début de l'année. Les cours de Londres ont atteint 125,50 (124,50) par livre. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Les métaux ont été très dynamiques l'an dernier, grâce aux achats soutenus effectués par le directeur du stock régulateur. L'imposition de quotas d'exportation pour les pays membres de l'accord international s'est traduite par une réduction de près de 25 % de la production d'un important groupe minier malaisien. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Nouvelle vive hausse des métaux de l'aluminium à Londres qui rejoignent leur niveau d'octobre 1981. Un mouvement de reconstruction des stocks s'amorce chez les utilisateurs qui redoutent des majorations de prix.

6 mars en R.F.A. Comme les derniers sondages continuent à donner gagnante, il près de 53 %, la coalition du gouvernement Kohl, le deutschemark s'est raffermi.

Le franc français n'en a pas vraiment pâti, quoique la Banque de France ait néanmoins intervenu pour de faibles montants en début et en fin de semaine. L'institut français aurait versé 20 millions de deutschemarks, vendredi, pour défendre notre monnaie.

Le 18,3 milliards de dollars ci-dessus ne représentent toutefois pas un grand nombre d'opérations qui ont été réalisées et discrètement qu'elles n'ont jamais été rendues publiques. Les emprunteurs français, par exemple, ont drainé en 1982 1 milliard de dollars l'an dernier. Soit la moitié environ de ce qu'il s'agit de l'objet de la présente étude.

Enfin, il faut tenir compte des prêts assez nombreux réalisés directement par les emprunteurs et les banques. Les emprunteurs américains comme Citicorp, Manufacturers Trust, etc., ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs japonais ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars. Les emprunteurs allemands ont obtenu, en 1982, des prêts de quelque 1,5 milliard de dollars.

Les matières premières

Nouvelle hausse des métaux et du caoutchouc

La reprise de l'activité économique tend à s'amorcer dans certains pays, mais surtout aux Etats-Unis. Aussi, les industriels commencent-ils à anticiper les besoins et à procéder à des achats anticipés en prévision de prochaines hausses de prix.

Signe des temps, la constitution de stocks stratégiques revient à la mode. La Grande-Bretagne en est l'exemple le plus récent. En France et au Japon, les ruptures d'approvisionnement sont à craindre en raison de la situation des matières premières. Il ne faut pas oublier que de nombreuses usines et raffineries ont été fermées, ce qui a entraîné une hausse des prix.

MÉTALX. — Le cuivre a repris son ascension au début de l'année. Les cours de Londres ont atteint 125,50 (124,50) par livre. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Les métaux ont été très dynamiques l'an dernier, grâce aux achats soutenus effectués par le directeur du stock régulateur. L'imposition de quotas d'exportation pour les pays membres de l'accord international s'est traduite par une réduction de près de 25 % de la production d'un important groupe minier malaisien. La hausse a été maintenue par la poursuite de la grève dans les mines péruviennes et la majoration du prix du minerai raffiné par les producteurs américains.

Nouvelle vive hausse des métaux de l'aluminium à Londres qui rejoignent leur niveau d'octobre 1981. Un mouvement de reconstruction des stocks s'amorce chez les utilisateurs qui redoutent des majorations de prix.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

P LUTOT encore à prévoir l'avenir si l'on croit les vieux routiers du Palais Brongniart, la Bourse de Paris a horreur des mauvaises surprises et sa réaction dans les jours qui suivent est souvent la hauteur de sa déception.

Autrement dit, par les résultats moins bons que prévus de deux de ses valeurs favorites - L'Oréal et Moët-Hennessy - le marché parisien a encore éprouvé de nouveaux sauts de joie, jusqu'à présent, son tourment dans d'autres secteurs que son activité traditionnelle : le ciment. Pour le coup, le ciment a pris un peu trop vite aux États-Unis et au Canada, là où le groupe possède deux importantes filiales, entraînant l'abaissement par la crise qui frappe le bâtiment... et par les effets de cabri du dollar.

Ajoutons aux pertes de change les efforts coûteux pour se dégager d'un secteur où on ne peut plus s'exprimer : qui joue les paniers percés et vous aurez l'explication d'une chute de 80 % des résultats et de la baisse de 6 % qui a sanctionné aussitôt en Bourse la publication de ce faire-part sans que les boursiers prêtent la moindre attention à la dernière ligne : une situation bénéficiaire mais ramenée à 75 millions de francs environ pour le groupe. De quoi donner des sueurs froides au président Olivier Leclerc qui a abandonné les commandes du groupe depuis décembre dernier pour prendre une année sabbatique.

Rue Vivienne, les esprits étaient d'autant plus chagrinés que les opérateurs avaient eu à analyser une autre catastrophe financière d'Imetal et de Penarroya à un point tel que la chambre syndicale des agents de change était contrainte de suspendre la cotation de ces deux titres mercredi à partir de 13 h 30.

Il est vrai que dans le cas présent, on jonglait sur des millions : 650 millions de francs de pertes pour Imetal, plus de 850 millions pour la filiale qu'elle est contrainte de

Plus chahuté

partager avec Elf-Aquitaine, la société La Nickel, et de « très lourdes pertes à attendre pour Penarroya ». Mise au plaignant mercredi, la compagnie pétrolière de M. Alain Chandon devait perdre 3,6 % ce jour-là et jeudi, la cotation de leur reprise de cotation, Imetal et Penarroya chahutés lourdement respectivement de 13 % et 8 %.

Ces écarts de cours devaient avoir un effet direct sur l'indicateur de séance. En baisse de 0,6 % environ pendant la première partie de la séance, les valeurs françaises voyaient leur repli brusquement porté jusqu'à 0,8 % après la cotation d'Imetal et de Penarroya, ce qui devait constituer le score final de cette journée de réponse des primes.

Ces diverses péripéties ont un peu contrarié le chahut de la cote pendant la majeure partie de la semaine mais, de toute évidence, le marché a fait preuve à cette occasion d'une remarquable capacité de résistance, écartant la dernière séance de vendredi, votée aux opérations de liquidation sur une reprise de 0,4 % environ ce qui lui permet de conclure sur un score positif voisin de 0,5 % pour l'ensemble des cinq séances.

Une belle performance que vient confirmer l'indicateur de tendance en se situant le 18 février à 109,4 tandis que l'indice général de la Compagnie des agents de change, le fameux « CAC », se tenait tout près du niveau 105, le 18,43 exactement, soit une hausse voisine de 5 % depuis le début de l'année selon ce dernier baromètre.

Que dire d'autre, sinon qu'un certain nombre de titres ont tout de même su tirer leur épingle du jeu, tels Saurer Perrier et Moët-Hennessy qui bénéficient du niveau de l'année, les professionnels, les Sigmars, Sommer-Albert, Leroy-Sommer, Paro-Ricard et Thomson C.S.F. La plupart des « aficionados » ayant regagné l'année après les vacances de février, le volume d'affaires a retrouvé son niveau habituel et ce mois de février devrait s'inscrire dans

Semaine du 14 au 18 février

la lignée du précédent (27 milliards de francs en termes de transactions dont 20,5 milliards de francs pour les obligations, soit 75,8 % du total, et 6,5 milliards seulement pour les actions). L'accueil aux augmentations de capital est toujours aussi serein et ces émissions se poursuivent à un rythme soutenu puisqu'elles ont totalisé 1,4 milliard de francs pour les seuls mois de janvier et de février, soit la moitié environ des augmentations de capital recensées pour l'ensemble de l'année.

Soit les colonnes, on ne cache pas sa satisfaction, pas plus d'ailleurs que Rue de Rivoli où l'on s'est efforcé de braver ce bilan largement positif à mettre au compte de la « loi Delors ». Mais c'est presque de l'histoire ancienne et un autre sujet de réflexion accapare le présent les milieux financiers - et industriels - les futurs titres participatifs. Leurs modalités seront votées dans un « gros » décret destiné à modifier la loi de 1966, pratiquement fléchi et qui va prendre bientôt le chemin du Conseil d'État. Ce décret comprendra également diverses dispositions concernant les obligations à bons de souscription et les certificats d'investissement et il sera accolé à un autre « train » de décrets d'application prévus pour le début du mois de mars et qui visent séparément les fonds communs de placement à risque, la dématérialisation des titres, et le compte d'épargne en actions et le rôle élargi de la Commission des opérations de bourse en matière de placements.

Sur le papier, tout est prêt. Il restera toutefois à convaincre les épargnants que ce nouveau produit financier est plus intéressant que les obligations, un placement actuellement sans risque et bien rémunéré. A titre de première expérience, ce sont 3 à 4 milliards de francs de titres participatifs qui devraient être émis sur toute l'année et les projets les plus sérieux de Saint-Gobain, de Saint-Nicolas et de la Compagnie générale d'électricité.

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

An pied des 1100

Après une tentative avortée, le Street n'a pas réussi cette fois à franchir le seuil des 1100 de l'indice Jones. Campant au pied de la muraille, le marché, prenant parfois un peu de recul, pour s'avancer à nouveau, a finalement manifesté, à l'issue du premier essai, une velléité haussière, et à la veille du week-end, l'indice industriel s'établissait à 1 092,81 (contre 1 081 le 11 février).

Pourtant, les signes de reprise économique ne sont multiples : les productions industrielles en janvier (+ 0,9 %), forte accélération des chantiers de logements le même (+ 35,9 %), diminution des ventes de voitures (- 0,6 %), enfin, amélioration du fonctionnement des usines, dont le taux de capacité est passé de 67 % à 67,8 %.

Malgré l'avis général, le 1100 constitue un butoir psychologique et technique sur lequel Wall Street se heurte. Les spécialistes estiment que le marché a besoin de temps et d'influx pour passer ce cap.

L'activité hebdomadaire a porté sur 396,08 millions de titres contre 427,34 millions.

	Cours 11 fév.	Cours 18 fév.
Alcoa	32 7/8	32 1/4
A.T.T.	67 1/4	67 1/4
Boeing	37	35 1/2
Chase Man. Bank	47	49
Du Pont de Nem.	40 7/8	39 3/4
Eastman Kodak	85	86 7/8
Exxon	29 7/8	29 3/8
Ford	40 5/8	40 5/8
General Electric	102 3/4	101 3/4
General Foods	38	39 1/8
General Motors	62 1/2	61 3/4
Goodyear	29	30
I.B.M.	96 3/8	98 3/8
J.T.T.	32 3/4	31 3/4
Mobil Oil	28	27 3/8
Pfizer	71 5/8	70 1/2
Schlumberger	45	43 3/4
Tesaco	32 1/4	32
U.A.L. Inc.	32 3/4	34 1/8
Union Carbide	59 3/4	59
U.S. Steel	22 1/2	22 3/8
Westinghouse	47	44 5/8
Xerox Corp.	56 3/4	58

LONDRES

Ventes bénéficiaires

Après avoir, au cours de la semaine, pulvérisé ses précédents records, le marché a vu le 12 février dernier, le London Stock Exchange à nouveau se replier sous l'avalanche des ordres de vente, du fait du déclinement futur de la production industrielle en janvier.

F.T. du 11 février : industrielles, 645,9 après 663,4 lundi (record absolu) contre 662,5 mardi d'avant, 706,9 contre 711,5 : Fonds d'État, 79,93 contre 78,40.

	Cours 11 fév.	Cours 18 fév.
Beecham	373	358
Bovater	178	183
Brit. Petroleum	324	322
British Steel	200	241
Courtauld	88	87
De Beers	8	7,85
Dunlop	47	47
Free State Geduld	55 1/2	56
Glaxo	1408	1323
Imp. Chemicals	565	545
Imp. Steel	324	324
Shell	440	444
Unilever	815	780
Vickers	118	121
War Loan	33	34 1/8

(*) En dollars

FRANCFORT

Des plus hauts depuis 1981

Les derniers sondages, à nouveau, ont conduit le marché à se rapprocher de l'optimisme, le marché s'est établi vendredi à un niveau le plus élevé depuis trois ans.

Indice de la Commerzbank du 11 février : 787,90 contre 779,1.

	Cours 11 fév.	Cours 18 fév.
A.B.G.	28,70	29
B.A.S.F.	124,50	128,30
Bayer	122,30	124,90
Commerzbank	130,70	131,50
Hochtief	123,70	130,30
Kernstadt	203	203,60
Mannesmann	147,90	147,70
Siemens	272,50	274
Volkswagen	158	175,50

TOKYO

Irregulier

Déjà qu'une baisse des taux d'intérêt a produit aux États-Unis, le marché s'est heurté à des cours en évolution de façon irrégulière.

L'activité a porté sur 2 771 millions de titres contre 2 117 millions.

Indices du 11 février : Nikkei Jones, 8 048,31 (contre 8 093,96) ; indice général, 568,19 (contre 587,60).

	Cours 10 fév.	Cours 18 fév.
Akai	405	435
Brigstone	455	467
Canon	1 090	1 100
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	956	894
Matsushita Electric	1 190	1 140
Mitsubishi Heavy	227	219
Sony Corp.	3 260	3 160
Toyota Motors	970	980

Valeurs à revenu fixe

ou indexés

Deux emprunts vont être lancés le 21 février, l'un par le Crédit agricole (3 milliards de francs) à 15,10 % sur huit ans, l'autre par les Charbonnages à 15,10 % (1,5 milliard de francs) à 15,10 % aussi sur huit ans (4 980 F par titre de 5 000 F).

	18/2/83	Diff.
4 1/2 % 1973	2 070	+ 100
7 % 1973	3 250	+ 30
10 % 1975	85,50	+ 0,10
P.M.E. 10,5 % 1976	87,40	+ 0,20
8,80 % 1977	104,10	+ 0,25
10 % 1978	85,80	+ 0,10
9,80 % 1978	85,10	+ 0,30
8,80 % 1978	85,80	inch.
9 % 1979	89,80	+ 1,20
10,30 % 1979	87,20	+ 0,10
12 % 1980	95,40	inch.
13,80 % 1980	98,40	+ 0,08
16,75 % 1981	104,35	+ 0,15
16,20 % 1982	105,80	+ 0,17
16 % 1982	104,60	+ 0,18
15,75 % 1982	103,30	+ 0,15
C.N.E. 3 %	99,30	+ 0,20
C.N.B. 5 000 F	99,30	+ 0,20
C.N.B. Paris	99,30	+ 0,25
5 000 F	99,30	+ 0,25
C.N.B. Suez 5 000 F	99,30	+ 0,25
C.N.I. 5 000 F	99,30	+ 0,25

Banques, assurances

sociétés d'assurance

Robeco a décidé de majorer le nouveau dividende pour 1982. Son montant a été fixé à 13 florins contre 12,60 florins l'année précédente.

Au vu du maintien de la cotation pour l'exercice écoulé, Calymme envisage d'augmenter le dividende (13,71 F) pour 1981.

	18/2/83	Diff.
Ball Equipment	205	inch.
B.C.T.	151,98	+ 7,6
Catellon	235	+ 1,5
Chargours Réunis	190,80	+ 4,5
Banque (Cie)	311	+ 17,8
C.F.P.	430	+ 20
C.F.I.	213	+ 1,5
Barclays	278	+ 1
Héris (La)	335	+ 1
Imm. M. Mouson	196	+ 1
Lochard	237	+ 10
Midl	498	+ 19
O.F.F. (Omn. Fin.)	783	+ 12
Paris	374	+ 22
Prudential de réus.	624	+ 1
Prêtal	507	+ 23
Schneider	94,18	+ 6,9
U.C.B.	147	+ 4,5

Bâtiment, travaux publics

La participation le Crédit Nord possédait le capital de Campenon Bernard a franchi le seuil 10 %.

	18 fév.	Diff.
Auxil. d'entreprises	903	+ 9
Bouygues	737	+ 18
Ciment Français	150	+ 6,50
Dumez	1 048	+ 15
J. Lefebvre	153,50	+ 3,50
Générale d'Entrep.	252,50	+ 4,10
G.T.M.	370,10	+ 2,10
Laforge	256,30	+ 7,20
Malsons Phénix	359	+ 5
Poliet et Chausson	280	+ 11,80
S.C.R.E.G.	118,80	+ 0,20

Filatures, textiles, magasins

	18/2/83	Diff.
André Rouiller	51,40	+ 8,80
F.F. Agache-Wilco	67,70	+ 4
B.H.V.	109	+ 7,5
C.F.A.O.	447	+ 7,5
Danart-Servipont	710	+ 12
Darry	728	+ 23
D.M.C.	29,30	+ 1,8
Galerie Lafayette	147,50	+ 2,4
La Redoute	857	+ 6
Nouvelles Galeries	72	+ 6,6
Printemps	113	+ 6,9
S.C.O.A.	24,70	+ 0,55

Alimentation

	18 fév.	Diff.
Beghin-Sey	246	+ 2
Boulogne	1 280	+ 35
B.S.N. G. Dumas	1 380	inch.
Carrefour	1 308	+ 40
Casino	965	+ 5
Cédès	381	+ 1
Carrefour	365	+ 21
Guyane et Cie	313	+ 11
Leclerc	815	+ 10
Martell	677	+ 8
Moët-Hennessy	323	+ 6
Mumt	423	+ 3
Océanale (Cie)	423	+ 3
Olida-Cabry	423	+ 3
Permot-Ricard	423,50	+ 5,50
Yomoda	365	+ 21
Sourire Purrier	255,50	+ 16,60
St-Louis-Bouchon	153	+ 2
C.S. Sempinot	250	+ 8
Vanne Ciquet	1 145	+ 63
Viniprix	640	+ 20
Nord	17700	- 70

L'air des États-Unis

Tombe récemment en panne de 700 F, l'action Michelin a été cotée à 600 F, ce qui a entraîné la cote 749, avant de revenir vendredi, jour de liquidation, à 728 F, soit à 2 F près à son niveau de compensation du mois dernier.

Les résultats de la firme de Clermont-Ferrand pour 1982, ce n'est pas un mystère pour personne, ont été mauvais, ainsi mauvais que l'année précédente (- 290 millions de francs de déficit).

Malgré l'évidence, la multiplication des signes de rupture économique aux États-Unis, où les investisseurs d'importantes installations et aussi de grosses parts de matériel, a ravivé l'intérêt des opérateurs. Si d'ailleurs l'industrie automobile américaine connaît son meilleur moment, Michelin en tire tout le bénéfice. La spéculation commence tout juste à jouer 1983, tout en ayant quand même un œil sur 1982. - A. D.

Matériel électrique

services publics

	18/2/83	Diff.
Alstom-Aérotech	128,90	+ 0,10
C.E.M.	630	+ 40
Alcatel	27	+ 26
Crouzet	155	+ 1,50
Général des Eaux	251	+ 5
Légnant	1 680	+ 42
Lycamont des Eaux	455	+ 6
Machines Bull	42,90	+ 0,90
Matra	1 132	+ 23
Merlin-Gérin	608	+ 6
Moteur Leroy-Somier	517	+ 23
Moulinex	75,60	+ 6,60
P.M. Labinal	200	+ 5
Radionéologie	326	+ 19
S.E.B.	241	+ 9,50
Sigmars	595	+ 46
Téléme. Électronique	930	+ 802,50
Thomson C.S.F.	181,50	+ 8,40
I.B.M.	878	+ 16
I.T.T.	284,50	+ 10,50
Schlumberger	379	+ 15
Siemens	965	+ 7

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 11 fév.	Cours 18 fév.
Or fin (100 g)	111 250	110 300
Or fin (100 g)	111 400	110 000
Pièces françaises (10 g)	720	708
Pièces françaises (20 g)	718	708
Pièces françaises (50 g)	885	884
Pièces françaises (100 g)	880	884
Pièces étrangères (10 g)	840	838
Pièces étrangères (20 g)	882	884
Pièces étrangères (50 g)	3 508	4 500
Pièces étrangères (100 g)	1 940	1 970
Pièces étrangères (20 g)	1 007	1 002
Pièces étrangères (50 g)	6 500	6 400
Pièces étrangères (100 g)	822	812
Pièces étrangères (20 g)	728	708
Pièces étrangères (50 g)	438	430

Métallurgie

construction mécanique

La Compagnie financière de Suez a porté sa participation dans le capital de Valeo à plus de 10 %.

	18 fév.	Diff.
Alpi	66	+ 2
Amper	880	- 12
Avions Desmar	430	- 10
Chiers-Châtillon	13,90	+ 0,10
Cromat-Léon	56,15	+ 1
De Dietrich	N.C.	- 1
FACOM	562	+ 4
Fives-Lille	397	+ 1
Fonderie (Général)	21,30	+ 1,70
Marin-Wendel	57	+ 1,60
Métal Normand	18	+ 0,55
Penhoit	307	+ 3
Pengon S.A.	128,20	+ 3,90
Poisin	96	+ 3
Pompy	96	+ 3,50
Sedici	12,95	+ 0,35
Sogem	1 090	+ 55
Sinclair	16	inch.
Sinclair-Derval	38,50	+ 1,10
Uster	1,80	+ 0,10
Valeo	22,10	+ 0,20
Vallourec	90	inch.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Le Monde

D I M A N C H E



MARC RIBOUD/MAGNUM

DÉRIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos,

abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces dérivées imprévues, ces dérives de la conversation, qui font la matière de la série d'entretiens inaugurée, cette semaine, par Georges Balandier.

Georges Balandier (anthropologue)

« En Afrique, l'érotisme n'a pas à être raconté, puisqu'il est pratiqué. »

« La femme africaine, par sa sexualité ostentatoire, semble incarner l'érotisme. Serait-ce l'une des raisons de votre attirance pour ce continent ? »

« Lorsqu'on fait le tour du monde, on a une autre civilisation, toute une série d'éléments intervient. Or, quand on a une vingtaine d'années, on qui était mon cas, on n'a de la femme qu'une image encore incertaine. De plus, au moment de mon départ, je n'avais pas encore rencontré de femme africaine. Il est vrai qu'elle a représenté pour moi la différence absolue, par la couleur de sa peau, par ses formes, ses odeurs, par sa manière d'être. »

« Son attrait n'était-il pas celui de l'ailleurs, libérant les rapports freudiques de leurs tabous, les rendant, peut-être, plus faciles ? »

« Je ne crois pas que je les voyais sous le signe de la facilité, mais certainement sous le signe d'une découverte : dans la relation érotique, il y a non seulement la recherche du corps, comme moyen, par une union de conjugaison savante, de provoquer du plaisir, de la

jouissance, il y a aussi un procédé de connaissance. Et la femme africaine présentait l'ailleurs de l'ailleurs, si je puis dire, car l'Afrique m'était une civilisation presque inconnue et la femme africaine était ce qui était le plus inconnu à l'intérieur de cet univers-là. Je suis persuadé que, dans le jeu érotique, il y a la quête de la différence : la femme africaine était pour moi la différence absolue, par la couleur de sa peau, par ses formes, ses odeurs, par sa manière d'être. »

« Croyez-vous que la femme africaine est plus érotique que la femme blanche ? »

« Je dirais plutôt que la femme africaine a un usage plus « naturel » de son corps, et dans l'érotisme il y a tout d'abord l'attrait d'un corps pour lui-même. Or la femme africaine reçoit de l'enfance une formation qui la prépare à gérer son corps avec une liberté qui ne se trouve pas dans une civilisation comme la nôtre : elle a un port, une grâce, une façon - fascinante - de se mouvoir et de maîtriser, à la fois, son corps et l'espace à l'intérieur duquel elle se place. Souvent, la poitrine de la femme africaine est une poitrine libre, et elle donne ainsi le sentiment d'échapper à l'enfermement du corps de l'occultation de l'érotisme. »

« Notre société hyper-rationaliste n'a-t-elle pas étouffé l'érotisme par la castration permanente de nos désirs ? »

« L'érotisme survit encore, mais perverti : il est devenu un produit de la nouvelle sophistication, réservé aux gens capables d'intellectualiser l'extrême le jeu amoureux, ou il est dégradé par ceux qui le conduisent au seuil de la pornographie. »

« Or si l'un et l'autre ne sont authentiques ; ce qui frappe, en Afrique, c'est la liberté naturelle de laisser libre cours à ses désirs. »

« En effet, il s'agit d'un érotisme accessible, présent à tout moment et qui se manifeste. La danse africaine est la

manifestation de l'érotisme. Elle est la beauté du corps des femmes lorsqu'elles s'agitent, se meuvent, se sculptent. On y trouve une espèce de générosité du corps qui n'existe guère chez nous, où il a été censuré par l'héritage religieux moral. Et puis, l'Afrique est un pays de formes et de couleurs accentuées, d'odeurs de saveurs fortes ; c'est donc un pays d'attirance, y compris pour le sexe. »

« N'est-il pas paradoxal que notre société d'érotisme refoulé ait donné lieu à tout un érotisme, tandis que l'Afrique, pays de l'érotisme vécu, n'a rien produit de tel ? »

« C'est dans un univers où l'érotisme est masqué, hyper-

intellectualisé, il réapparaît transposé par l'art et la littérature. Tandis qu'en Afrique, où la sexualité est reconnue, les sens comme ceux de la sculpture, il n'y a pas d'une multiplicité de transpositions. Certaines cultures de l'Afrique centrale favorisent un apprentissage érotique des femmes ; celles-ci portent des tatouages en relief, destinés non seulement à avoir une efficacité symbolique, mais à favoriser l'excitation et le plaisir du partenaire. L'érotisme n'a donc pas été nommé, puisqu'il est ; il n'a pas été raconté, puisqu'il est pratiqué ; il n'a pas à être montré, puisque chacun sait qu'il fait partie de la vie. »

GUILLAUME PESSIER PASTERNAK

LIRE

LES RELIGIEUSES ENTRE LE MONDE ET LE DÉSERT

L'appel à la solitude et à la contemplation chez les femmes. Elles vivent davantage que le monde que jadis même (lire page XIII).

L'INVASION DES CAMPAGNES PAR LES VILLES

Du plus en plus envahi par les maisons individuelles, l'espace rural devient un lieu ambigu mi-ville mi-campagne (lire page XIII).

LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION

(pages VII et X).

SUPPLÉMENT AU N° 11 839 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

SORTIE MERCREDI 23 FÉVRIER

UN FILM DE FRANCO ZEFFIRELLI

La Traviata

DE GIUSEPPE VERDI



avec TERESA STRATAS
PLACIDO DOMINGO
CORNELL MACNEIL

MUSIQUE DIRIGÉE PAR
JAMES LEVINE

PRODUIT PAR TABAR BEN AMAR

DIMANCHE 11 FÉVRIER 1983

COURRIER

ACTUELLES

Face à la concurrence

« Enlever aux désorganisés de la société la responsabilité de l'ordre social, c'est le seul but du projet que j'ai l'honneur de vous présenter. [...] »

« Le prix de la main-d'œuvre est égal dans tous les pays, dans la ville comme dans la campagne. Les ouvriers de la campagne, dont les dépenses sont moindres, pourront économiser plus que ceux de la ville, ce qui contribuera à faire refluer un grand nombre de ceux-ci de la ville à la campagne, qui ne peuplera plus trop pleines les villes. Ainsi on verrait se dissiper et se fondre ces agglomérations malsaines pour la tranquillité publique. [...] »

« Ici se présente une objection : pourquoi songer, par l'augmentation de la main-d'œuvre, à augmenter le prix de revient des objets de fabrication, quand on sait que déjà on ne peut le soutenir, sans certains de nos articles, la concurrence de l'étranger ? Et cette objection, voici ma réponse : Aujourd'hui, la concurrence que je propose peut s'étendre facilement à l'Europe entière. [...] »

« Mais, si l'amélioration est si facile et si immédiatement réalisable pour toutes les parties de notre fabrication qui ne sont pas exposées à la concurrence de l'étranger, il est évident qu'on ne peut songer à la mettre en pratique pour les autres qu'après avoir obtenu l'adhésion de ceux qui fabriquent les produits similaires. »

Proposition inattendue, peut-être, mais digne d'attention car elle est signée : Fabius. Dans le *Repos du monde*, projet Auguste Fabius sur le plan pour l'amélioration du sort des ouvriers en général, paru dans l'*Annuaire national* en 1844 et en 1849, publié à Lyon en 1851.

JEAN GUICHARD-MEILL.

Autonomie

Autonomie : l'autonomie sont des mots qui reviennent très fréquemment dans la presse. Nous avons tenté de regrouper les emplois relevés en fonction de leur nature.

● Premier groupe : les organisations.

Ceux-ci peuvent être classés en deux catégories : d'une part, la Fédération nationale des syndicats autonomes (enseigne bien paradoxale), de l'autre, l'université nationale autonome du Mexique, ou de l'université autonome de Barcelone.

L'autonomie revêt beaucoup de significations : on peut dire qu'elle est la « participation à la vie d'orientation », alors que l'administration centrale procède aux administrations universitaires ; « l'autonomie », ou que l'on s'acquiesce à l'État des universités.

L'autonomie des entreprises (publiques) a également beaucoup de sens, et même le mot entier : M. Andropov l'a développée l'autonomie des entreprises ; on nous dit que Air Canada a jouté d'une certaine autonomie ; enfin, en France, on colloque annonce des travaux qui porteront sur « l'autonomie de gestion des entreprises publiques ».

Un article titre : « FR 3 à l'heure de la décentralisation ».

L'autonomie : l'autonomie : l'on apprend que l'ANVAR a été autrefois un institut du C.N.R.S. avant de devenir un organisme autonome. Une variante est introduite pour nos P.T.T., qui ne sont pas autonomes, mais dont le budget, nous dit-on, est « autonome » par rapport au budget général.

La gloire est atteinte avec le titre suivant : la « L'autonomie du secteur public doit être respectée », déclare M. Mitterrand, repris par M. Chevènement.

« Ce la savait, le monde entier par la presse politique. »

Le terme est d'ailleurs très utilisé par les journaux : en Espagne, le Conseil général basque est le « gouvernement autonome de la région », tandis que la loi relative à l'État des universités.

Une introduction à la publication d'une pétition pro-palestinienne qui mentionne la « pseudo-autonomie des accords de Camp David ». En France, un maire de l'opposition voit dans une récente loi sur les villes nouvelles « les signes qu'elle fait pour l'autonomie régionale ». L'autonomie peut également être restreinte à un domaine de l'activité politique, comme dans la publicité pour le livre *Le Bouclier d'Europe*. Une autre variante militante de la Commission européenne.

En politique, le mot a d'autres usages. Pour parler du régime militaire, on dit sous la plume d'un général un « discours sur l'autonomie de décision que seule la « discipline » permet ». M. Rocard annonce dans une interview qu'il n'y aura pas « de démocratie de l'informatique » dans notre pays (sans que nous soyons capables de l'autonomie technologique). L'utilisation du mot dans le discours politique dépasse les clivages de partis : un membre du Club de l'Horloge définit les qualités du langage que l'opposition doit définir : son vocabulaire doit tout d'abord être « autonome ».

On s'en serait douté, les individus ont droit, eux aussi, à leur part d'autonomie.

« Il y a fallu que M. Coi - tue le père - une seconde fois, ou du moins le blesse, pour affirmer son autonomie ». M. Rocard rappelle récemment, de son côté, que l'activité professionnelle correspond à un besoin légitime d'autonomie. (...) »

Le mot « autonomie » le plus technique est celui qui a pour sens : l'autonomie.

relève se produit dans le cadre des rapports professionnels. Il s'agit de petites « unités » de travail, d'emplois extraordinaires d'apprentissage d'autonomie, ou d'autonomie reflète une fois de plus la connotation extrêmement positive du mot. Par exemple, un ingénieur « autonome » devra faire preuve d'une large autonomie dans ses fonctions, alors qu'une autre société propose « un poste autonome qui offre à son candidat de valeur de nouvelles possibilités d'évolution ». Une banque s'adresse, pour elle, à ses candidats : « Vous pourrez donner une pleine mesure à votre sens des affaires, tout en ayant un haut niveau de responsabilité et une grande autonomie de gestion ». L.B.M. offre un « emploi qui laisse beaucoup d'autonomie au sein d'une petite équipe ».

L'exemple le plus frappant est constitué par une page où quatre des douze annonces emploient le mot : on demande dans l'une « dix ans d'expérience de direction industrielle d'habitat autonome », une autre décrit un poste « d'expert d'une grande autonomie » ; on nous explique dans la troisième que les responsabilités d'un directeur général « impliquent une large autonomie d'action et de décision », et la quatrième annonce peut lire qu'il prendra « ensuite l'autonomie dans (il sera) capable ».

« L'autonomie peut aussi s'appliquer à des objets. »

Une publicité vende une montre « l'autonomie est de trois ans. Une chaîne stéréophonique est décrite « compacte, légère, autonome et ultra-sophistiquée » (sans que l'on nous explique la signification de ces termes).

L'autonomie est à la pointe de l'innovation ; le travail d'un artiste sur les magnétoscopes précise que l'on « désigne par privative tous les supports de l'autonomie » ; les autonomes qui laissent à l'utilisateur la possibilité d'organiser sa consommation à partir des programmes disponibles sur le marché. Enfin, une note nous dit qu'en plus de leur utilisation autonome, les micro-ordinateurs peuvent être intégrés à des réseaux informatiques, pendant qu'un autre annonce « les ordinateurs autonomes qui évoluent avec vos besoins ».

GUILLAUME LEVY-LAMBERT (La Vieillesse).

PARTI PRIS

Escalade

Qu'est-ce que c'est que les escalades du Monde Dimanche ? Les chéris, et depuis le début. Déjà, en janvier 1980, une lettre avait provoqué une avalanche de courriers. Il a suffi qu'une mère de famille se plaigne que ses enfants soient importunés par des chéris dans le parc de Saint-Cloud pour que la polémique se rallume. On nous pardonnera de l'interrompre, après quelques échanges indignés ou sarcastiques et le portrait (ci-dessous) d'un amateur.

Et de méditer, à notre tour, sur le phénomène. Les Français ont 60 millions, les chéris un peu plus de 10 millions, dans le cas du racisme, exist-il un seul « contesté » ? tolérance. A partir d'un certain point de saturation, ceux qui ne possèdent pas de chéris familiers s'agacent de voir leur territoire envahi par les bêtes des autres.

Un de nos lecteurs va jusqu'à proposer ironiquement de supprimer les allocations familiales pour multiplier les mots nettoyés de trois lettres qui portent dans le monde entier le nom de Paris. Curieuse conception budgétaire.

Il est de fait, cependant, que l'on voit mal où va s'arrêter l'escalade. De plus en plus de chéris, de plus en plus d'engins et de conducteurs hautement spécialisés. Les gens des villes songent leur nostalgie de la nature en recourant aux chéris. Et, pour pallier les inconvénients de ce vague à l'âme « écologique », on multiplie les machines et les moteurs. Quelle solution ? Peut-être d'arrêter l'escalade, il est si heureux ensemble qu'il n'aient plus besoin de chéris...

JEAN PLANCHAIS.

Muselières

A la suite des lettres de M. M. (la *Muselière* Dimanche, 9 janvier 1983) et de M. S. (30 janvier), je me permets de mon tour de stigmatiser les violences verbales dont les victimes des villes de nos cités. J'en donne quelques exemples.

Il y a les propos infantilisants (du genre : il mignon le gros chien-chien, etc.) qui peuvent précéder tout acte normal sur le genre de la régression.

Il y a les traitements des vieillards, des facteurs, des enfants, qui, par un comportement insultant, ont cruellement mis un urticaire urbain dans la situation de mordre, et qui par-dessus le marché risquent de criser la lui donner mauvaises consciences.

Il y a les remarques déshabillées. Quel chien, occupé à déposer ses légitimes fèces sur le gazon ou dans le bac à sable d'un jardin public, n'a pas été contraint d'essuyer... des propos dégoûtants ? La psychanalyse a permis d'expliquer les raisons de cette intervention insultante au niveau de l'anal !

Il faut absolument empêcher femmes, enfants et hommes d'ouvrir la bouche en présence de nos amis les chiens : il faut obliger les gens, dans les lieux publics, à porter une muselière.

D'ailleurs, l'équipement en muselière de la population créerait des emplois et des revenus. Mais il y a une autre toute-ouaire.

MICHEL POTTIEZ (Montluçon).

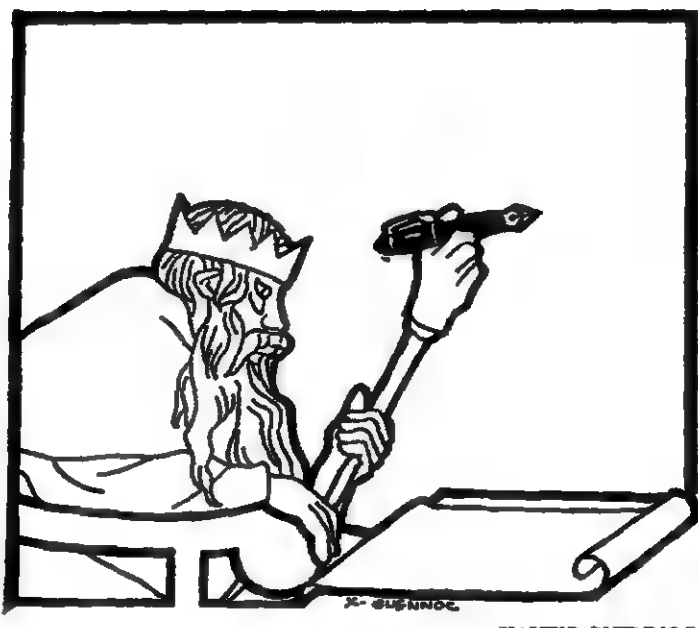
Solidarité

Mon chien roule à cyclo, un soi disant, un glissant. Il dérape dans un virage et tombe assez rudement, suffisamment pour être choqué. Son engin a plusieurs casses dans le pneu d'une voiture sans inverse ; d'autres voitures font des manœuvres incroyables pour passer - quand même - en évitant mon fils, qui se relève, prend la route bien que mal (plutôt mal que bien !).

Personne ne s'est arrêté, personne ne lui a fait signe. Personne, c'est-à-dire : des citoyens et bons citoyens, pressés, rentrer chez eux et prenant de Nicolas de seize ans, terminale, pour un dangereux loupard, prêt à les bastonner peut-être !

Bravo pour l'assistance à personne en danger et bravo pour ce Nicolas ressent maintenant envers le genre humain !

ARIANE ORCEL (Mauvepays).



XAVIER GUENOC

Transsexué

Début novembre, j'envoie une commande à un certain M. par correspondance.

Quinze jours plus tard, j'apprends que l'envoi d'une chemise de quatre ou cinq tailles.

Je réponds : « O.K., mais seulement si je peux avoir une chemise de Noël. - P.S. : Voulez-vous bien dire à votre aimable ordinateur que ce n'est pas M. M. mais M. Monsieur. Je ne suis nullement sadique, mais je ne pardonne pas. »

Fin décembre : « Chère Madame, désolé de vous faire attendre. La chemise sera parviendra dans trois ou quatre semaines... »

Je réponds : « Dieu, si savez-vous pas lire ? Je ne suis plus une chemise ! D'ailleurs, j'insiste sur le fait que je suis un vieillard irascible, non pas une dame complaisante... »

Mi-janvier : « La chemise parviendra... chère Madame... »

Je réponds : « Zut ! Sapristi ! Je suis un homme ! Quant à votre chemise... »

Début février, on me téléphone. Avec une voix : « Chère Madame, j'ai bien reçu votre lettre, qui a été lue avec attention... »

Je m'avoue vaincu. Vaincu, même.

JOHN HAZEL.

■ Erratum : le chantage de Loire-Atlantique. En septembre 1982, le nombre des demandeurs d'emploi au Loire-Atlantique était de 585 et non de 124 000. L'indiquait l'article de Jean-Claude Murgale. « Les chéris enlisés de Saint-Herblain » publié dans la *Muselière* Dimanche du 11 janvier. Ce chiffre correspond au nombre de chéris dans la région des Pays de Loire à la date.

VOUS ET MOI

Johnny

C'était un berrig allemand que j'avais aperçu à plusieurs reprises. Il se tenait, d'un trottoir à l'autre, tantôt nonchalamment, distrait, tantôt trottant vers un but mystérieux, le cou tendu et la queue basse. Seul. Livré à lui-même. Aucun sifflement modulé ni ordres péremptifs pour le ramener « au pied ». Il croissait, indifférent, les rares passants de cette rue calme du quartier Javel. Une femme s'était figée à son passage, l'air inquiet. Johnny en imposait.

J'entrepris de lui filer le train aux abords des anciennes usines Citroën. Johnny s'arrêtait consciencieusement les pelouses de chantiers. S'il avait repéré mon montage, il n'en paraissait rien. Il m'entraîna dans une petite rue pavée, me montrant l'entrée d'un immeuble des années 50. Seul un écrivain graffité de peinture rouge sur un mur de ciment aurait intrigué le fantôme de Nestor Burma : « Vive le goulas libre ».

Il s'arrêta au bout d'un couloir sans enseigne, et poussa la porte.

Je décidai d'entrer à mon tour. Il était là. Il se mit à aboyer en crocs. Ses yeux, jaunes et inexpressifs, n'encourageaient pas aux confidences. Il se tut sur l'ordre d'un jeune homme qui se tenait à la voir : « Suffit, Johnny ! ».

C'est ainsi que j'apprenais son nom. François était le prénom du jeune homme pâle à la voix cassée. Environ vingt-cinq ans, une mâchoire de berrig, un nez en lame de couteau. Une chemise blanche et l'estomac valorisant une pomme d'Adam prédominante.

Il était là, dans la pièce, pris place sur un tabouret de bar banal

devenu un comptoir de formica. Il était assis, le dos droit, les mains jointes. Le décor était d'une simplicité d'effroi. Un téléviseur diffusait un sonpathétique en arrière-salle, une peinture murale donnait une touche exotique : une oasis naissante avec de curieux oiseaux argentés qui traversaient un ciel angélique.

La conversation roula sur Johnny.

C'était bien un berrig allemand. Pur sang. « Y'en a qui sont moitié loup-moitié berrig », dit-il, « aboient comme des loups. Lui c'est un berrig, il est un peu moins sauvage. Tu vois ce que je veux dire ? »

L'animal avait un pedigree, et tout et tout ». enregistré. « C'est comme les gens... Tu vois ce que je veux dire ? Ça veut dire que c'est le tien, tu ne peux pas l'abandonner comme ça. »

En disant ces mots, François semblait animé d'une conviction très intime. Chien perdu sans coller ? Il enchaîna sur le collier de Johnny, précieusement. « C'est un collier étrangeur. Un côté pour l'empêcher d'attaquer, l'autre côté normal. » Cela posait la question du dressage. Johnny avait été dressé ? « C'est... c'est... c'est... »

J'interpellai Johnny. Il était d'abord de tout son long près de la porte, la truffe dans la serrure. Je notai avec amusement que le « pur berrig » avait comme un loup autour des yeux. J'apprenais qu'il devait son nom à son année de naissance, l'année de « J ». « Quand il a passé le contrôle, ça nom-tu ou un autre... Tu vois ce que je veux dire ? »

D'où venait Johnny ? Sa provenance était mystérieuse, relevé se produisit dans le cadre des rapports professionnels. Il s'agit de petites « unités » de travail, d'emplois extraordinaires d'apprentissage d'autonomie, ou d'autonomie reflète une fois de plus la connotation extrêmement positive du mot. Par exemple, un ingénieur « autonome » devra faire preuve d'une large autonomie dans ses fonctions, alors qu'une autre société propose « un poste autonome qui offre à son candidat de valeur de nouvelles possibilités d'évolution ». Une banque s'adresse, pour elle, à ses candidats : « Vous pourrez donner une pleine mesure à votre sens des affaires, tout en ayant un haut niveau de responsabilité et une grande autonomie de gestion ». L.B.M. offre un « emploi qui laisse beaucoup d'autonomie au sein d'une petite équipe ».

mange, il partage pas... Ses repas c'est personnel. »

Je voyais ce que François voulait dire.

Johnny s'était en ballant, puis il vint musarder du côté du comptoir. François lui jeta un œil. « Je lui en donne quand il me regarde de travers. Je vérifie s'il est de bonne humeur... Comme ça je suis sûr. »

Johnny avait donc des humeurs ?

« C'est nerveux, un berrig », dit-il. « Les gens... Ça n'aime qu'on les emmerde. » Mais Johnny est plutôt un calme, source de peu d'histoires. « C'est un moyen, ni trop con, ni trop intelligent... pas un chien de luxe. Il ramène pas le pain ou le journal. »

L'intéressé s'orienta. Son port de tête n'était pas dénué d'une certaine distinction. Deux mouches, plaquées dans la joue gauche, lui donnaient un rien d'aristocrate, brave bête.

« On peut lui parler », me dit son maître, « il comprend... C'est comme les gens, ça comprend bien, presque bien... Des fois c'est personnel. » François jouait avec le jet de vapeur d'une antique fœne. « Tous les animaux, on peut leur parler, ça veut pas dire qu'ils écoutent... Du moment qu'ils ont bien mangé. »

J'acquiesçai poliment.

On parla de choses et d'autres puis je réglai mon café. Quand j'ouvris la porte du café-restaurant sans enseigne, François retint Johnny par le collier étrangeur. Le jeune homme à la voix cassée paraissait encore plus pâle à la lumière du jour. Ce garçon manque d'air, pensai-je.

« Bye bye, Johnny ! »

RUODOLPH BENES.



NICOLAS VIAI

Les religieuses entre le monde et le désert

Elles vivent davantage
dans le siècle que jadis.
Mais même réduit,
l'appel de la solitude
et de la contemplation
subsiste chez les femmes,
quelquefois
sous ses formes
les plus dures.

FONTENAY-AUX-ROSES. A droite le commerce, à gauche une cité H.L.M. semblable à toutes les cités H.L.M. de banlieue parisienne... Appartements 400 au quatrième étage. Quatre noms sur la porte : Marie-Noëlle J., Louise T., Chr. V., Agnès... La porte s'ouvre sur un sourire accueillant, un casque à cheveux gris humides : « Excusez-moi, je suis juste de la piscine... » Une jeune, chemisier à carreaux et gros pull en ce jour d'hiver. Tapis en milieu du lit : fleurs et plantes vertes sur le lit : « Ici, tout est moderne et propre, pauvrement meublé, banal et chaleureux... » Un foyer chrétien sans cesse : un Jésus, Jésus crucifié, un plateau avec les biscuits et le café qui fume.

Un foyer pas tout à fait ordinaire : quatre frères et sœurs des religieux de l'ordre des Auxiliaires de la charité. Elles vivent à une vie apparemment banale : elles travaillent huit heures par jour à l'hôpital, à l'usine, au bureau, regardent la télé, vont au cinéma de temps en temps, font du sport, et du camping ! Une congrégation de cent vingt personnes, faites pour l'évangélisation en milieu urbain : « Pour nous, la religion s'insère dans la vie normale. Nous consacrons notre vie à Jésus, mais c'est une vie ordinaire. Une vie de peuple ».

Les religieuses, dites de vie apostolique, de loin plus nombreuses aujourd'hui (1), toujours travaillant l'extérieur, mais s'installent plus plus fréquemment à trois, quatre ou cinq dans appartements, comme chacun. L'adaptation l'environnement en grandement facilitée : les religieuses actives ne plus seulement enseignantes ou infirmières, autrefois. Il y a de plus en plus les bureaux, aux P.T.T.

« dans la restauration, il y avait Marie-Noëlle, responsable du service des pensions, ancienne infirmière. Ce n'est pas elle. Nous ne sommes pas au service des autres, mais avec les autres et parmi eux. »

Les grandes orientations à l'Eglise au vu des étrangers à ces choix. Le concile Vatican II a valorisé la présence au monde, une sorte de désécristianisation. On a réhabilité les « apostoliques » mais on demande ouvrir d'autres horizons. Elles ont partagé le labour, les congres payés, les luttes syndicales, les grèves, voire les engagements politiques. Martine, trentenaire, est au P.S. les autres de palier, les collègues d'atelier, les camarades d'un parti, les copains de la Confédération nationale du logement, ont été des années avant de découvrir qu'ils étaient religieux. Im l'histoire de la savoir utiliser, elle a découvert l'existence d'un prêtre gauchiste peut-être, avec un côté scout on lui a dit. - Pour moi, une religieuse c'est encore une grande cornette avec une robe melleuse et des manches enfant. -

Pourquoi cette **liste** de mineurs, **liste** des enfants, a-t-elle été faite les vœux traditionnels au pauvreté, de **l'obéissance** ? J'ai voulu apporter **la mesure** des moyens, **ce milieu** si dur, le témoignage **la nue** du Christ sur terre. Notre petite communauté, c'est le signe d'une fraternité possible, au milieu des luttes **divisions**. Nous partageons pas seulement le loyer et le breakfast. Nous partageons authentiquement **la vie** prière, de réflexion, d'approfondisse-

Le boulot une drôle de pénitence

Mais cela amène à reconsidérer certaines notions. « Il faut se demander qu'est le choix de la pauvreté, dit Marie-Noëlle, alors que dans notre travail nous luttons pour les meilleures conditions de vie et des salaires plus dé-

La pénitence, le cilice ?
 « Allez donc travailler à la chaîne, ~~vous~~
 le ~~travail~~, le cilice. Le boulot, c'est déjà
 une drôle de pénitence, pas la peine d'en
 rajouter. »

font du sport pour être « bien dans leur peau », à l'aise dans leur corps.

Même au fond des monastères, la secousse sismique qui a secoué l'Eglise, le concile Vatican II a amené une profonde transformation.

Le vieillissement spectaculaire des congrégations (la moitié religieuses plus les soixante-cinq ans, et seulement les quarante-cinq ans) du la au peu d'entrées jeunes en religion - la crise vocations - évoque (2) - grand nombre de départs - la tranchée d'âge moyenne (entre trente et cinquante ans). Impossible de savoir combien prêtres et religieuses Rome a relevés de leurs en quinze ans. Mais il y a eu dans années 70 une véritable hémarriage : Avec les décrets les départs les non entrées, les congré-

gations **■** fondu de moitié ; certaines ont disparu carrément », reconnaît-on à l'épiscopat.

Déchristianisation (3), crise de l'identité religieuse et des valeurs en général, mutation des mœurs : depuis longtemps, les supérieures ont renoncé à faire du nombre.

Prêtres du service des vocations, matrones des novices, sont unanimes : on entre dans les ordres de plus en plus tard (entre vingt-cinq et trente ans), de plus en plus conscient et motivé ; d'autre part, la sélection est de plus en plus sévère. Le Père Robert Nédellec, responsable des vocations pour l'Île-de-France, reçoit chaque année une centaine de jeunes filles qui ont opté à la vie religieuse : une dizaine, peut-être, entreront dans les ordres. Il y a beaucoup de vocations-refuges, de l'expression nerveuse de déceptions sentimentales, de réactions à problèmes psychologiques ou familiaux, qui trahissent leur crainte de la vie en termes de fuite, de refus. « C'est notre rôle de les aider à réfléchir, à voir clair en elles-mêmes. On ne s'engage pas pour rien. Dieu par lui-même est le salut d'un échec », s'engage de tout son cœur et de toutes ses forces, avec enthousiasme et joie à vivre. Sinon « n'est pas la peine ; pour vivre dans un monastère, il faut être très équilibré et très solide, car n'est plus décapant et très révélateur. »

Pius d'engagement précoce il ou dix-huit ans autrefois. « Nous voulons des femmes mûres, autonomes, qui tiennent debout toutes seules, pas des enfants qui passent de leur famille au couveur sans avoir rien connu de la », explique le directeur des novices cisterciennes. C'est pourquoi on a demandé l'année dernière à Mario-Pierre, qui voulait terminer son ordre, non seulement de terminer son ordre d'ingénieur, mais aussi de travailler un an ou deux. « Il est bon d'avoir vécu seule, d'avoir payé son loyer, son voiture, d'avoir été responsable, pas assistée, sur le plan financier que sur le plan moral ou psychologique. »

Pour s'assurer de sa vocation, Marie-Pierre, après quelques week-ends ■■■■ retraite, a fait un stage ■■■■ six mois dans la communauté dont ■■■■ partager la vie. On l'a renvoyée se prolonger six mois ou ■■■■ an dans le monde ■■■■ l'issue ■■■■ stage, par mesure ■■■■ précaution : beaucoup n'en reviennent pas. Au bout de ■■■■ période probatoire, si elle n'a pas changé d'avis, ■■■■ comme novice : elle attend ce jour ■■■■ une impatience sereine.

Un long « mariage » l'essai »

Les délais stricts d'autrefois, d'années noviciat, d'années professe temporaire — selon ordres — avant définitifs, plus guère, très souple : chacun peut adapter son usage espèce de parcours du combattant. Cependant la durée ce mariage à l'essai

Il se s'allonger. On se fait plus guère de vœux définitifs avant six ou sept ans après son entrée en religion. « Ça donne le temps de s'assurer qu'on n'a bien fait pour cette vie, qu'il n'y a pas d'erreur d'attribution. »

Car il ne faut s'y tromper : malgré les changements intervenus depuis Vatican II, la vie cloîtrée est toujours une vie cloîtrée.

La forme a changé. On a supprimé les grilles dans la plupart des monastères (beaucoup ont conservé des petits murs à mi-hauteur qui matérialisent dans la palmeraie la séparation d'avec les visiteurs), les offices sont en français, les moniales sortent pour aller chez le médecin, chez le dentiste, pour acheter ou encore pour se rendre au supermarché d'un parent ~~monial~~. Certaines règles particulièrement ~~laïques~~ sont reléguées dans la mémoire, nostalgique ou pas, de ~~moniales~~ : obligation de faire lire ou courir à la supérieure, interdiction de regarder un homme dans les yeux, tour comme la discipline ou le cilice du jadis. Le chauffage central ~~est~~ pratiquement partout, même s'il mène à peine plus au visiteur.

Mais les réalités de la vie sont les mêmes que toujours : clôture, prière en commun cinq à six heures par jour, vie communautaire et silence. Il y a ce mélange paradoxal de solitude et de présence des autres, des autres, en présence des jours et des nuits, consacrés aux mêmes occupations, ce qui rien vient jamais changer le infinis de temps, cette durée qui semble infinie... Jusqu'à la mort, les heures du sommeil, des repas, des travaux et des prières, rythmées par la cloche, ne nous troublent par aucun événement : c'est peut-être cela qui le plus dur à vivre pour les jeunes novices.

« Trois ou six mois, on ne rend pas compte de ce que cela représente, il faut avoir franchi le cap des premières années », affirme suor Marthe, prieure du Carmel de Montmartre.

Est-ce pour cela que les vingt jeunes filles tentées par une vie de prière qu'on y reçoit, une seulement jusqu'au bout s'engage ? Pour Marthe, « les éliminations successives qui constituent les stages d'un long noviciat sont les gages que celles qui se consacrent à Dieu, épanouies, équilibrées. Il ne faut pas qu'elles aient soit vécu un renoncement, un sacrifice. »

Maman et le cloche chez les bénédictines de Jouarre : « Les filles qui se trompées, ça se voit » dit de suite : elles mangent pas, dorment mal, ne plaisent plus et ne rigolent jamais. Les heures de récréation. Une saur qui rit pas, c'est mauvais signe. Il vaut mieux de cette façon partir très vite qu'après quinze ou vingt ans quand on est complètement déphasée professionnellement, affectivement et familiale-

Celles qui quittent le couvent souvent en : on écrit pour mariage, la naissance de s'inqûète la santé des sœurs  g es. Hélène, trente-sept trois enfants, regrette rien des huit ans passés chez religieuses de Picpus. Elle pleurerait en franchissant le portail du monas-

tère, pourtant ■■■ n'aurait ■■■ pu y pas-
■ un jour ■ plus.

Qu'est-ce en religion aujourd'hui ? Les religions d'aujourd'hui viennent en fait d'un monde très différent de celui des horizons professionnels. Certaines ont même grandi dans l'incroyance. On trouve une majorité d'enseignantes, d'assistantes sociales, de ces professions où l'on est tourné vers les autres plutôt que vers une réussite sociale ou financière. Pourtant, une informaticienne a préféré récemment dialoguer avec le Seigneur plutôt qu'avec ses ordinateurs. Un journaliste vient d'entrer dans le couvent. Un professeur de philosophie a deviné l'essentiel de la pensée de saint Augustin à ses élèves...

Le « coup de foudre »

[illegible]

L'ordre et souvent la fonction d'un lieu. Une bénédictine de quarante-deux ans raconte : « Je songais à la vie religieuse depuis quarante ans, mais je luttais : je voulais des enfants, ma musique, les voyages et mes parents. Un jour, j'ai visité un abbaye, une voix intérieure m'a soufflé : c'est ici que j'ai mon destin tracé. J'ai ressenti le soulagement de croire à quelque chose de plus grand que moi. Claude, prieur du carmel de Frileuse, bésistait aux petites sœurs du Père de Foucauld et le carmel, une vie consacrée aux plus déshérités : une vie érémitique faite du silence et de recueillement. Un soir d'été, j'ai accompagné un ami prêtre, j'ai vu l'intérieur que c'était un lieu, que je devais vivre ici. Voici vingt-cinq ans que je me redits que les soirs me même émerveillent ».

LILIANE DELWASSE.

(Lire ill suite page IV.)

(1) En 1982, il y avait 75 260 religieuses « de vie apostolique » (77 000 en 1971, 95 000 en 1961) réparties en 374 congrégations et 7 650 moniales vivant en clôture. Les Carmélites sont les plus nombreuses : 2 150 contre 9 443 en 1961.

(2) Il n'existe aucun chiffre global sur les religieux en religion. La seule étude faite sur ce point, par un dominicain, le P. Lucchini, remonte à plusieurs années. Elle décombrait en 1973, 319 postulantes pour la vie apostolique (contre 311 en 1969) et 117 pour la vie contemplative (contre 156 en 1969). On comptait, en 1973, 319 novices - apostoliques - et 241 contemplatives (contre 177 en 1969). On restreint, le nombre d'entrées dans la vie contemplative aurait de moins diminué. On ignore l'évolution depuis 1973.

(3) ■ 5% des Français seulement vont régulièrement ■ la messe.

ENQUETE

Entre le monde et le désert

(Suite de la page III.)

Les moniales vivent à la campagne, attirées par le silence et le milieu rural. Mais les citadines, par ce luxe inconnu : le silence et la nature. Yvonne, vendeuse, a quitté son Prunier d'Asnières pour les montagnes du Forez. Car les moniales ont un point commun : le besoin d'espace et de liberté qu'elles trouvent paradoxalement au sein de la clôture. « Je savais, dit sœur Jeanne, vingt-huit ans, que ce besoin d'immensité, de liberté, de voir à la taille de l'univers entier, d'avoir l'impression d'avoir des ailes, d'être un oiseau, de ne plus être limitée par des barrières géographiques, économiques et physiques, d'être une femme à la fois en Chine, au Brésil, en Afrique : je savais que ce besoin, je ne pouvais le satisfaire que d'une façon : en me quittant jamais ma cellule de 10 mètres carrés. Rien n'y a bon mon esprit. Je suis devenue de la pesanteur, des contraintes du temps. »

On aurait pu cependant se les imaginer livrées à de vagues rêveries, à la pure méditation. Le temps est révolu et les moniales vivent de dons charitatifs et de la des tâches qui s'y rattachent. Les religieuses gagnent leur vie par des travaux d'artisanat (poterie, lingerie, broderie, tricot, maroquinerie), par l'élevage ou l'agriculture ou même par de petites industries. Le carmel de Frileuse par exemple, après avoir élevé des moutons, puis fait pousser des arbres fruitiers, s'est consacré à l'officine. Le monastère de Chambley en Auvergne fabrique des produits de beauté.

Travail et prière se partagent le temps des moniales. Le repas se déroule en silence, rythmé par le lecteur. Le journal

la Crolx à midi, « nous devons être informées de ce qui se passe ; pas question d'être coupées du monde », la lecture de livres le soir. Les choix sont révélateurs des orientations de chaque communauté : ici on se consacre aux lectures pieuses, là on déborde — oh! prudemment — sur les livres profanes de voyage ou d'aventure.

Aussi remarquable que l'habitude du vouvoiement ou du tutoiement qui varie de l'intérieur même d'un ordre. Le carmel de Montmartre a conservé le « vous », celui de Frileuse a généralisé le « tu », mais envers la vieille sœur Thérèse qui a plus de quatre-vingts ans. Ces carmes plus importants (les carmes ne dépassent guère vingt personnes, les béatitudes ont environ quatre-vingts) voient coexister vouvoiement et tutoiement sans en faire une question de principe : « On s'appelle par nos prénoms, on a des relations simples et directes. Pour la sœur prieure : « Michèle, tu ne sais pas que », c'est bien différent de : « Mère ne croyez-vous pas que ? » »

Rassurer les familles

Cela rassure les familles qui envoient en visite. Car l'entrée en religion, même chez les catholiques pratiquants, est toujours un drame, mal vécu surtout par les familles de peu d'enfants. Une sœur raconte : « Les pères nous téléphonent pour nous insulter, nous accusent de folles incroyables, de manipuler les filles, de les « violer » ».

Les femmes exigeantes, conscientes, entrées en religion après Vatican II, un petit nombre, mais avec force d'âme, ne sont cependant pas les seules.

On nous en offre en effet surpris par l'attitude exercée depuis quelques années par un ordre particulièrement réactionnaire sur des jeunes filles avides d'absolu, les cœurs draconiens et les structures rigides. La fraternité de Bethléem est un ordre neuf, puisque créée en 1959 par la forte personnalité de sœur Marie. Or elle compte aujourd'hui quelque deux cent trente religieuses. Elle fonde pratiquement un monastère par an : de 1967 à

1982 treize se sont créées (dont un en Belgique et un en Italie). En 1982, treize sœurs ont été consacrées. Certains ont dix ou quinze novices, d'une moyenne d'âge de vingt-cinq ans.

Un engouement difficile à analyser : la règle est incroyablement sévère. Les sœurs sont dans une solitude totale puisque, excepté deux assemblées liturgiques par jour — une heure au quart le matin, deux heures le soir — elles sont seules dans leur cellule toute la journée pour prier, travailler et même y prendre leur repas. Un seul repas communautaire a lieu le dimanche au réfectoire, dans le silence.

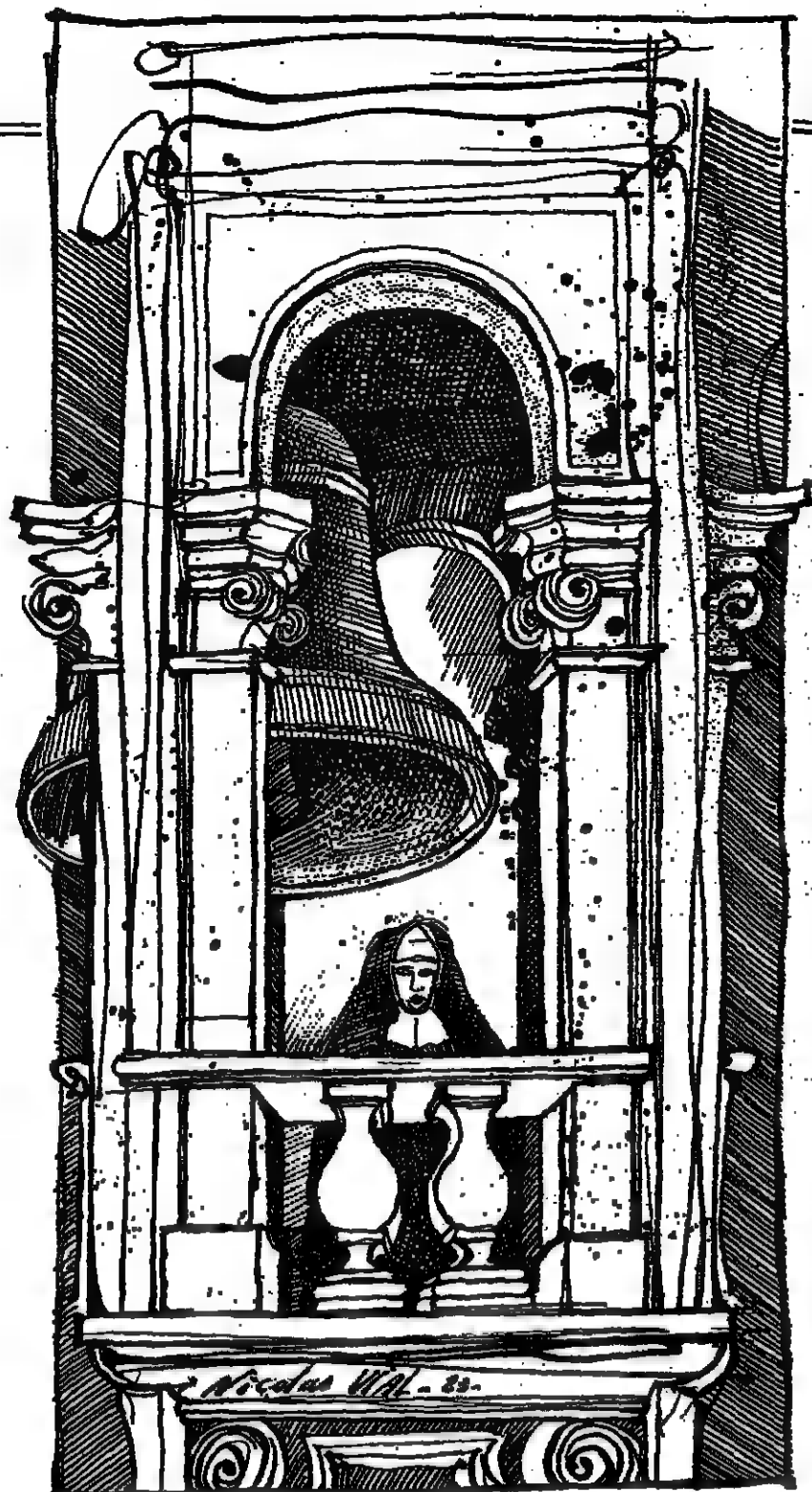
Pas de veillée, de récréation ou de détente : à Bethléem, on se couche à 20 h 30, parce que le réveil a lieu à 3 heures du matin afin de permettre aux sœurs de célébrer un office de nuit, « veilleurs de l'Église à l'heure où l'univers dort », une tradition des moines solitaires des déserts d'Orient. Toute lecture est interdite durant le noviciat. Pour Catherine Baker, auteur d'un livre sur les contemplatives (4), « la fascination exercée sur ces religieuses, l'attraction exercée est de l'ordre de la secte. On est à la limite de pratiques manipulatoires, qui entraînent une réflexion individuelle. » Une dominicaine ayant de hautes responsabilités affirme avoir vu des religieuses qui quittaient Bethléem et avaient le plus grand mal à retrouver leur équilibre.

Si la crise des vocations est une réalité, une autre, tenue, existe : l'attraction de certaines jeunes filles pour une vie de prière et de contemplation, loin des laïcs et des fureurs du monde, seules avec Dieu. C'est ce que la jeune historienne Emmanuelle Consigny appelait, lors d'une émission sur France-Culture, « le renouveau monastique » (5).

LILIANE DELWASSE.

(4) Les contemplatives, des femmes entre elles, Stock, 1979.

(5) Emmanuelle Consigny et Jean-Marie Benoist : « Le renouveau monastique » (la contemplation au féminin : l'appel du désert), France-Culture, samedi 10 avril 1982.



Que sont-ils devenus ?

Isigny veut exorciser l'opération « camembert »

Une grève avec occupation dans une fromagerie. Une intervention musclée pour la briser. Un an après, la ville essaie d'oublier. Difficilement. Le directeur de l'usine est parti, le maire ne se représente pas. Mais les procès se sont multipliés.

ISIGNY-SUR-MER. C'était du noir blanc. Pas de place pour les gris, les demi-teintes. A gauche, les « bons », les grévistes de la fromagerie du groupe Claudel-Roustang, nouvellement Besnier. A droite, les « méchants », la direction qui joue une partie serrée pour une grève dure qui a surpris tout le monde : les « bons » et les « méchants » eux-mêmes, Isigny, les trois mille deux habitants, habituellement prudents. Oui, en février 1982, c'était bien du noir et blanc.

Du noir brut, du blanc pur. Il a mi-nuit passé le 8 février. La nuit a été ce bourg rural enveloppé la fromagerie Besnier lorsqu'un commando patronal investit les lieux. Les grévistes de la C.G.T. y campent depuis six jours. Derrière M. Fernand Loustau, homme d'affaires, directeur d'une usine de publicité de gardiennage, trente-sept vigiles comme à la parade. Les occupants C.G.T. se retrouvent à leur tour occupés par les « bons » garde (des otages, disent-ils). Les vigiles sont partout. Ils prennent position, patrouillent, surveillent les entrées de la fromagerie afin de prévenir l'arrivée d'éventuels contre-commandos. Dans la fromagerie même, quatre-vingts salariés du groupe Besnier, arrivés dans les fourgons de la direction, s'activent à sortir quelque cinq mille camemberts rangés dans les haliers et cent mille « frigos » pour les enfourner dans des semi-remorques.

En quelques heures, les grévistes ont vu leur grève qui n'est pas de leur goût.

A l'heure du laitier, les camemberts se remplissent en bon ordre. Les portières des voitures sont à une agence claquent au son des gendarmes, au nez de la C.G.T., au nez du maire — socialiste — au nez des premières minutes.

L'opération camembert, comme dira plus tard M. Loustau, est terminée. L'affaire d'Isigny, dont la France va parler durant quarante-huit heures, est terminée.

Et là s'arrête le noir et blanc, le cli-ché destiné aux naïfs en mal de bande dessinée. Ici apparaissent les grisés, les couleurs de fond. Alors que toute la France s'étonne, commente, s'indigne, une justice, Isigny rentre dans un quotidien comme un escargot. Une manifestation « violence et les milices privées », le 11 février, marque la conclusion provisoire d'une affaire qui fait déjà beaucoup trop parler au gré d'un « ouï » où l'on ne goûte guère les « expansifs ». Le maire, M. Gérard Albengrès, pour avoir défilé en première ligne, écharpe tricolore sur le ventre, essuie un désaveu de son conseil municipal. Des fidèles, apprenant que leur curé en fut aussi, marmonnent qu'il n'aura plus leur « dénier ».

Depuis un an, Isigny-sur-Mer s'efforce d'oublier, n'y arrive pas et fait semblant d'y être arrivé. Ce bourg bas-normand ne parvient pas à échapper au poids de sa mémoire. La réserve alliée

à la prudence, la méfiance mariée à la réflexion ne sont pas oubliées. Et Isigny n'a pas oublié ces journalistes qui ont fondu sur son usine sans pudeur ni précaution. Leurs notes ont été trop de traces. L'envoyé spécial, aujourd'hui, fah « chou blanc » si on lui passe l'expression.

Le jour est « taisant ». Le curé, parti en août et dont la rumeur publique tient absolument à ce que son départ soit lié à l'affaire, est remplacé par un curé qui ne veut « rien dire ». Un délégué syndical de la Confédération nationale des salariés de France (indépendant) grogne qu'il ne « rien dire des journalistes ».

L'ancien directeur de la fromagerie, bien connu de tous, aspire à l'oubli et à la réussite dans une fromagerie d'un autre groupe. Le nouveau, fraîchement débarqué, est un « plein programme d'investissement ». Trop occupé, il n'a pas le temps d'oublier un peu cette fromagerie. Le secrétaire général du groupe Besnier ne peut plus rien déclarer, surpris et déçu qu'on ait pu le faire passer pour un « patron réac ».

Quelque chose d'impalpable

Qui entendre ? Le maire, M. Gérard Albengrès, puisqu'il le veut bien. Mais justement, la Renaissance-le Bessin, quotidien local, s'interroge : « Qui succédera à M. Albengrès ? » Le maire, sous-directeur du collège, est en effet fortifié. Il est maire en titre. Tout Isigny est persuadé que le maire « paye », un an après, sa participation à la manifestation de violence.

L'avait qu'à s'occuper de sa soupe », lâche M. Albengrès, ouvrier anti-grève chez Besnier. M. Albengrès rectifie : « Je suis maire depuis 1975. J'avais prévu mes collègues il y a six ans. Je l'avais redit il y a deux ans mes colistiers. Je n'ai jamais eu l'intention de m'éterniser dans la fonction communale. Il faut du changement. Ce n'est pas une monarchie de droit divin ! »

Qui croire ? Isigny interprète, passe au blanc les faits et gestes, les paroles des blancs. M. Bernard Beaussin, délégué syndical C.G.T. de la fromagerie, ne comprend pas du tout ce cas, « que le maire se tire comme ça ». Il y a comme quelque chose de dégrisé à Isigny (ces silences, ces départs). Quelque chose d'impalpable qui tourne autour de la fabrique à camemberts, là

l'on produisait, il y a bien longtemps, les premiers camemberts Dupont d'Isigny.

La grève conduite par la C.G.T. en février 1982 serait-elle trop loin ? Partie pour quelques heures, elle s'est installée près d'un mois. La C.G.T., bien que locomotive dans cette affaire, a été surprise. Le groupe Besnier n'est cabré. Un bon nombre d'ouvriers sages et disciplinés, agriculteurs à leurs heures perdues, n'ont pas digéré les journées chômées. Les commerçants ont vu leurs affaires piquer du nez. Un mauvais conflit en somme. Le maire : « Je n'avais jamais vu une situation si grave sans vouloir en comprendre la raison. Les deux parties (C.G.T. et Besnier) se disputent et ne plus pouvoir se parler. Les difficultés techniques à quelques kilomètres et virgules sur la scène de l'application de la loi de 1981 ». A l'époque, les salariés de la fromagerie travaillaient 38 h 20. La direction annonçait un chômage à 38 heures en supprimant les pauses payées.

Quand les salariés ont repris la production des camemberts, ils n'ont rien obtenu et ont perdu leurs jours de grève. Les ouvriers n'en ont voulu au syndicat. M. Beaussin (C.G.T.). Ce n'est pas si sûr. Deux mois après une rentrée maussade à la fromagerie, les ouvriers élisent leurs délégués à personnel. La C.G.T., qui avait trois sièges, n'en conserve que deux (plus deux suppléants). La C.F.D.T., qui en avait un, n'en a plus. En revanche, la Confédération nationale des salariés de France cueille deux sièges (plus un suppléant) en plus. Des ouvriers ont voté pour ce syndicat autonome, apolitique — « un syndicat anti-syndicats », dira dans un raccourci malheureux l'un de ses délégués, — qui estime que l'on « ne démarre pas une grève quand c'est pas le moment d'en faire ».

La rumeur à l'usine n'est donc plus les poches bourrées de crainte et de rancœur. Un mois auparavant, la direction perdait 5 millions de francs annuels. Le conflit n'a rien amélioré. Le groupe Besnier voulait investir 15 millions, agrandir, embaucher trente personnes à produire cinquante mille camemberts par jour. Isigny a maintenant peur que Besnier renonce, punisse cette fromagerie frondeuse. Mais non ! Isigny quand même investir. Les travaux commencent. Un cadre : « Les gens sont désormais rassurés. Les em-

bauchages se feront en mars. Un an après la date prévue ! » C'est la faute à la grève... « Trente emplois de plus, ce n'est pas négligeable », résume le maire, qui sait que cent soixante-dix chômeurs se pressent au portillon. Le lait et son industrie, les hûtres et les moules ne souffrent plus à Isigny.

La loi avec nous

Ce n'est pas une raison, de l'avis de la C.G.T., pour laisser les bras. La C.G.T. ne désarme donc pas. Un conflit larvé perdure entre elle et Besnier. Après la grève, un accrochage entre le délégué syndical et un agent de maîtrise a lieu. La direction procède à une quinzaine de mises à pied. Depuis, c'est l'heure des procès, des procédures judiciaires en rafale. Aujourd'hui, M. Beaussin est content de lui : « On gagne. On gagne bien. Quinze procès, qu'on a gagnés. La C.G.T. et les ouvriers gagnent à la direction qui veut payer. La loi est avec nous. » Un maire (toujours le même, anonyme) : « Il y a eu des procédures toute l'année, que nous avons perdues systématiquement. L'atmosphère en a été empoisonnée. » Le tribunal des prud'hommes a beaucoup travaillé. Le tribunal administratif une fois : un délégué C.G.T., licencié, a finalement été réintégré en juillet.

Isigny veut oublier, mais c'est dur ! D'autant qu'il y a une instruction judiciaire qui poursuit son bonhomme de chemin à Caen. Objet de l'instruction : ce commando patronal qui démantelait les camemberts. Le chef du commando, M. Fernand Loustau, est inculpé de séquestration de moins de vingt-quatre heures, MM. Bernard Aubert, Claude Meier, ancien directeur de la fromagerie, inculpés de complicité. D'autres inculpations sont à prévoir. M. Jean-Pierre Poussin, juge d'instruction, veille soigneusement sur son dossier.

Trop sereinement au goût de la C.G.T. : « Je ne comprends pas qu'avec un gouvernement de gauche, dit M. Beaussin, une affaire-là tombe dans le seau. » Tout le monde n'est pas de cet avis. Le maire, qui réclamait il y a un an une « information judiciaire efficace », veut l'apaisement. « Des sanctions pénales après tant de temps, je ne vois pas très bien à quoi ça servirait. » Isigny veut oublier, mais il est un peu tard.

LAURENT GRELSAMER.

CROQUIS

Femmes de diplomates

Des caisses... des caisses... Des caisses pour les bébés, des sacs de... alimentaires, des sacs de... d'huile et du vinaigre, on ne sait jamais. Et puis des... des jerricans pour l'eau en cas de pénurie, des outils par centaines, des pièces de rechange pour la voiture en cas de panne. ... tubes, ... tubes de dentifrice, cinquante-quatre tout, au ... de ... pour le ... A en trouver presque...

Londres, ... fin. ... c'était bien. Bonjour ... poste. Dieu comme il faut s'équiper. ... quatre-cents ... s'il vous plaît ... aucune. ... vendre ? Complètement ahuri.

« Bon, ça ne fait rien, vous mettez trente-cinq boîtes de pastilles pour la gorge... »

« This is a very bad cold » me dit-il en me remettant. ... un mauvais rhume...

... fond ... caisses, il y a une petite surprise, une petite mais une vraie... Un pudding. Noël assuré au coin de la cheminée. Fin du fin là-bas, ... quand il vient de chez Harrod's ... qu'il a été acheté en solde un an à l'avance (les Anglais, c'est comme ça) qu'ils l'adorent... hum ! It's great...

Femmes de diplomates, elles doivent penser à tout. ... symbole d'une famille réunie. Pour une fois... Peut-être...

MICHELLE VILLEMUR.

Collection d'été

Il fait très froid ce matin à Paris. Le brouillard n'arrange rien, ... le photographe qui espère en son art : le flou artistique ... point. Tout le monde est ... spectueuse. Les professionnels de la ... leur compétence leur inspirent ... une ... invouée...

Au ... du carole, négligemment époussetée sur le bord ... la main penchée, un demi-sourire aux ... le mannequin...

« Plus haut la tête ! Large, le mouvement du bras ! On ne verra jamais l'épaule du dosé et ... recouvertes comme ça ! Bon sang, essaye d'être un peu moins rigide, souris, ... de l'ampleur, du mouvement ! »

Elle écarte le bras, relève la tête en un mouvement de défi. Elle ... son sourire. Autour ... les gens ont ... leur air et ajusté leur écharpe. Un ... vient ... tant ... s'assoient.

« Dépêchez ! Il faut avoir fini cette série ... ! Le photographe inspire lentement d'arrêter le temps, de fixer cette impalpable atmosphère des matins parisiens où la brume se tinte de rose.

La mannequin, ... le ... espère que le tremblement qui l'agite ne se verra ... épreintes.

CHANTAL SENAQUE.

Les grands travaux de Carmaux

Les Houillères d'Aquitaine veulent ouvrir la première grande exploitation française de charbon à ciel ouvert. Des terrassements énormes que tout le monde ou presque accepte au nom du maintien de l'emploi. Mais le pari n'est pas gagné...

LES Houillères d'Aquitaine, qui exploitent le bassin charbonnier de Carmaux et de Decazeville, s'apprêtent à ouvrir un immense chantier qui dépassera les travaux de l'aménagement du barrage d'Assouan. En ... ans, une montagne de 300 millions de mètres cubes de terre sera déplacée pour accoucher d'une souris de 15 millions de tonnes de charbon soit, chaque année, moins de 3,7 % de la production nationale.

Ce sera la première exploitation charbonnière à ciel ouvert de quelque ampleur en France : un mode d'exploitation très répandu outre-Atlantique. Ce projet gigantesque nécessitera un investissement de l'ordre d'un milliard de francs. Le principe de l'opération vient d'être approuvé dans un mutisme quasi général à la suite de deux (discrètes) enquêtes successives d'utilité publique. Si le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), qui instruit actuellement le dossier dans le cadre de la préparation du IX^e Plan, accorde le financement aux Charbonnages de France, déjà fortement encouragés (1), les premiers travaux démarqueront ... 1983, ouvrant une piste de 10 kilomètres sur la ... de Carmaux (Tarn).

L'exploitation « stots » (2) de Sainte-Marie et de Tronqué-Lavoir s'effectuera sur une zone de concession minière allant des abords de la ville, ... depuis le XVIII^e siècle on extrait du charbon, ... plateau du Lintin, ... quel-ques agriculteurs s'efforcent d'exploiter une ... caillouteuse parmi de petits champs rabogris.

Pendant deux ... jour et nuit, trois gigantesques roues-pelles d'Allemagne débiteront chacune 1300 mètres cubes de terre à l'heure, ... soufflant que le week-end pour permettre leur ... repos vespéral des voisins.

60 millions de mètres cubes de terre « stériles » seront évacués par bandes transportées pour former deux immenses terrils de part et d'autre du village de Cagnac-les-Mines, aujourd'hui sur un éperon et ... au milieu d'une plaine artificielle de plus de 100 hectares. Ces ... doivent leur travail à la fin de 1983, après avoir creusé un trou circulaire d'un kilomètre de diamètre et de 110 mètres de profondeur.

Commencera alors l'exploitation proprement dite de 5 millions de tonnes de charbon qui dorment depuis l'arrêt en 1973 du puits de Sainte-Marie, à 4 kilomètres de Carmaux. De nombreux tirs à mines réduiront les 50 millions de mètres cubes de terrain bouillier en ... grossiers qui seront ramassés par une « noria » d'une dizaine de « dumpers », des camions mastodontes américains japonais, qui enlèvent une centaine de tonnes à chaque passage pour les ... à deux ... De là, les fragments seront transportés au « lavoir », pour assurer la séparation du bon charbon et de l'ivraie rocheuse.

En 1993, le fond de l'entonnoir rasé à moins 280 mètres, la première découverte sera épuisée. Mille entre-temps, aux environs de 1991, on commencera le même travail en l'absence de la ville de Carmaux, au Tronqué-Lavoir : le dernier puits de ... en service actuellement - ... au Lavoir. Sur ce site, on compte extraire 10 millions de tonnes de charbon en remuant 180 millions de mètres cubes de terrains. « Stériles » et résidus servent à combler l'entonnoir de Sainte-Marie en formant un terril de 220 hectares.

Cette deuxième « découverte » ... minière en 2010, laissant ... portes de Carmaux une ... ovale de 100 mètres de profondeur qui se transformera progressivement en un lac d'eau croupissante de 110 hectares.

Dix fois plus qu'au Paluel

Cet holocauste de terrassier, qui marque d'une ... un peu moins d'un milliard d'hectares, mettra un terme à la longue et douloureuse agonie minière de Carmaux. Alors, cette région enfin libérée de la mine - mère nourricière et carnassière - pourra sortir de sa mono-production.

Aujourd'hui, à la direction des Houillères d'Aquitaine, tout en minimisant l'importance du projet, on le comparant avec les mines de lignite rhénanes, on tire une certaine fierté de cette « découverte » : impliquant des terrassements dix fois plus importants que ceux d'une centrale nucléaire comme Paluel.

... cette région durement frappée par la crise (3), l'emploi est la question primordiale qui revient sur toutes les lèvres. ... coron aux ... mairies concernées par le projet, c'est la même lituanie : « Peu importe les dégâts pourvu qu'il y ait de l'emploi ». A Carmaux, en 1962, ... employait cinq mille cinq cent quatre-vingt-six personnes : elle ne sont plus aujourd'hui que deux mille trois cent quatre-vingt-huit. Si rien n'est entrepris, la mine fermera ses portes en 1992 en reclassant les derniers mineurs recrutés dans d'autres bassins.

La direction de la mine, consciente de la responsabilité d'employeur principal, a bien compris que ce problème devait se résoudre différemment. Depuis 1973, elle a créé, avec les services de la préfec-

ture, ceux de la chambre de commerce et de la DATAR, une association pour le développement industriel de la région Albi-Carmaux (ADIRAC), chargée d'attirer les industriels à s'implanter dans la région en réservant des emplois aux mineurs. Un ingénieur a été détaché ... unique objectif. Aujourd'hui, quelque trois cents emplois ont été créés ... période peu favorable.

Le projet, ... fait, n'assurera que quelques années de répit supplémentaire, puisqu'il ne prévoit que six ... pour la ... à bien. Cela justifie-t-il ... tels investissements (935 millions de francs) ? « Le projet est rentable par lui-même », ... Claude Bady, directeur des Houillères d'Aquitaine. Notre vocation première est de produire du charbon à un prix compétitif sur le plan international. En comptant le dollar à 7 francs, les découvertes seules dégagent un bénéfice de 7 à 21 francs à la kilothermie produite. En ... aide gouvernementale (4), l'équilibre est tangent. En effet, les mineurs de fond ne produisent, en Aquitaine, que ... par jour par ... de travail alors que, ... découverte », on passe à 9,5 francs. En conséquence, la main-d'œuvre du fond rentre pour 60 % dans le coût de revient ... 25 % en surface.

Les syndicats, eux, réclament unanimement la relance charbonnière et des embauches immédiates. Le gouvernement, après ... vagues promesses quant à la production, semble s'engager sur une voie plus réaliste.

C'est le dernier espoir ... quelques ... opposants ... découvertes », ... l'Association pour le respect des intérêts de chacun de l'environnement, qui regroupe ... soixante-dix personnes sur la commune du Garric, qui occupe le plus grand terril.

« Depuis vingt ans, on nous dit que la mine va fermer en 1985, dit M. Treilhou, le président de l'Association, un agriculteur qui exploite 55 hectares. Pendant ... temps, rien n'a été fait pour prévoir la reconversion. On a laissé construire, on a vendu des terres et, aujourd'hui, les Houillères veulent ... reprendre les 22 hectares qu'elles nous ont vendus en 1974. Elle nous promettent un paradis pour dans vingt-cinq ans, mais, en attendant, ce sera l'enfer. On parle de préserver l'emploi ; mais ... faisant disparaître 500 hectares de terres labourables de pacages, c'est dix exploitations agricoles qui meurent, touchant deux cent cinquante emplois en ... en aval ».

A part l'herbe, rien ne poussera

Au pied du plateau, ... la petite vallée de Lascombe, qui doit être en partie noyée sous ... stériles ». Jean Rives, exploitant 60 hectares explique, avec fatalité : « Nous sommes une minorité d'agriculteurs au milieu d'ouvriers. Ce sont ... des clients qui viennent chercher des produits frais à la ferme. On comprend leurs problèmes d'emploi, mais de là à nous noyer sous le terril ! Les découvertes, c'est pas éternel ... un barrage. Dans ... ans, ce sera fini. Ils promettent de rendre les terres cultivables, mais il y aura ... là, nous serons sur terre. Ça ne nous intéressera plus ».

En effet, les Houillères se sont engagées à ... le site ... aménageant les bordures des terrils par des planta-

tions d'arbres et en ... les « stériles » à 2 mètres de terre arable. « Ils ne doutent de rien », ... Maurice Clemente, un ancien ingénieur ... pétroles installé en bordure du « stot » de Sainte-Marie. La composition physique du sol sera bouleversée. Quant au réseau hydraulique, n'en parlons pas. A part l'herbe, rien ne poussera ».

Au milieu de son domaine de 15 hectares plantés de cinq mille chênes, M. Clemente a créé une réserve naturelle autour d'un lac nichant quarante espèces d'oiseaux. « C'est le « stot » de Sainte-Marie qui fera le plus de dégâts, explique-t-il. Pour extraire 5 millions de tonnes de charbon, ils vont enlever 110 millions de mètres cubes de « stériles » et ravager 200 hectares. Alors qu'il est possible d'extraire ... 1 million de tonnes de charbon par le fond, ... un investissement colossal. Et sur le plan de l'emploi, cela reviendrait au même compte ... de la différence de production ... le fond ... la surface ».

Ces arguments ... reconnus par la commission d'enquête d'utilité publique. Tout en donnant un avis favorable au projet, elle a émis le souhait que l'on abandonne le « stot » de Sainte-Marie. A la direction des Houillères, on veut ... en entendre parler. « Prendre par le fond serait diviser les réserves par trois et multiplier le coût par deux », affirme Claude Bady. Ce serait rendre caduc le projet. « Pour ... personnes touchées directement, le verdict paraît sans appel ».

Les élus locaux, ... par l'affaire du Saut-du-Tarn (5), ... favorables au projet au nom de la sauvegarde de l'emploi. A Carmaux, le maintien du charbon est un enjeu électoral : le métier de mineur, si dur qu'il soit, reste un privilège, grâce à ... avantages annexes.

Au total, ... seules protestations ... des demandes ... garantissant les nuisances - bruits, poussières, détournement des eaux, pollution des nappes phréatiques - inhérentes à ce type d'exploitation. Comme le résume si bien André Raut, maire (socialiste) de Cagnac-les-Mines : « On accepte la contrainte pour raison de crise ». A Blayes-les-Mines, village bâti sur une colline de charbon, le maire (communiste) Jean Coutouly, ... en admettant qu'il « faut extraire le maximum par le fond », ... qu'il ne faut pas faire de découvertes si on ne les fait pas toutes ». Dans le vieux village, qui a tendance à voter à droite, on ... qu'au ... de l'emploi on finira par raser le bourg pour extraire les 10 ... de charbon.

Au Garric, le maire, M. Savy, reconnaît objectivement : « Je voulais faire ... très agréable et ils vont m'y mettre un crassier. J'accepterai, parce que aujourd'hui, pour un élu, la question majeure, c'est l'emploi ».

MICHEL ABADIE.

- (1) Bruno Dethomas : « Le déficit des Charbonnages de France va s'accroître fortement en 1983 - le ... du ... 1983 et ... la politique ... de la France » Le Monde du 16 octobre 1982.
- (2) Terme technique désignant une zone de terrain non exploitée pour protéger une installation de surface.
- (3) ... Rouard : « Les Français dans la crise. Albi-Carmaux les retraités font la loi » Le Monde du ... 1979.
- (4) Les ... au charbon national représentant 2,5 centimes ... thermique en 1982. Elle devrait être ... en ... pour atteindre ... centimes.
- (5) Le Saut-du-Tarn, manufacture d'outils qui emploie mille cent ouvriers en un butte à des difficultés ... Les collectivités locales ont accepté de rentrer dans le capital pour éviter les ... désastreux pour la ré-

CRIB

ANNIE BATILE

A SUIVRE

Des robots qui reniflent

Les robots mis à la place du chien de Grande-Bretagne ... la chaîne de la Triumph Adolfin peuvent détecter le ... d'insécurité sur une ... Le ... est rempli d'un mélange d'air et d'hélium. Le ... robot, muni d'un ... peut ... la ... du carburant, les porteurs. Les ... un ordinateur qui analyse les ... peut ... signaler une ... Auparavant l'efficacité de ces robots était ... grâce à ... jete d'eau.

La lettre de la robotique, 20, rue Pierre-Curie, ... Colombes.

Sécurité sociale et prospérité

En Norvège, ... 831 000 ... 4,1 millions.

... grâce à l'assistance sociale, ... jamais atteint. ... la forte ... du chômage, estime-t-on, ... à l'accroissement de la proportion de personnes âgées. Le nombre de ... a augmenté de près de 20 000 en ... à présent 537 371. Plus de 190 000 personnes perçoivent l'assurance invalidité. Environ 110 000 personnes reçoivent l'indemnité de parent isolé. ... que le ... de ... et de ... la sécurité sociale se ... à 17 800, mais ces ... n'augmentent pas.

Pourtant, ... les chiffres de l' ... statistiques de la Norvège, la Norvégien moyen vit aujourd'hui ... ans qu'il y a vingt ans. Il dépense 4 700 dollars (3 700 F environ) par an. Une part la plus importante est consacrée à la voiture et aux vêtements, ... besoins ... la nourriture. La part ... depuis 1958 est tombée de 40 % à 30 % ... dépenses ... toutes-

les les produits ... bénéficiaires en Norvège de ... importantes, ... réelle est un peu supérieure. Logement, électricité et chauffage représentent 17 % de la consommation.

Norinform, B.P. 241, ... 1, Norvège.

BOITE A OUTILS

Contre-cultures au Québec

Du Québec, ... par un collectif, un ... touffu, hétérogène, une ... du ... juxtaposés, divers comme la vie. « Changer la vie, ... du nationalisme, crise culturelle, ... sociales au Québec », a été réalisé ... la direction de Serge ... de ... Vallières. ... y trouve une analyse de la contre-culture au Québec depuis les années 60 : contre-cultures, écologie, féminisme, libération sexuelle, communes « hippies » ... « pay », urbaines

ou rurales, néo-spiritualisme, auto-construction, thérapies douces, écoles libres, ... pauvres. Quelles sont les philosophies, les pratiques, les enjeux de ces ... ? Ces tentatives d'échapper aux ... classiques. Et quel ... peuvent-ils avoir sur l'utopie scientifique-technique de cette fin de siècle ? A noter : une bibliographie ...

Ed. Québec-Amérique, 450, rue Sherbrooke, Suite ... Montréal, Québec H2L 1J8, tél. 551-40 23/2371.

Technologie dans le monde arabe

« Au-delà de l'indépendance politique, les pays arabes ont la tâche de leur indépendance économique... Un rapide accroissement démographique et ... continuent particulièrement qu'importe au développement ... caractéristiques, ... conduit par ... les États arabes à concevoir et à utiliser la ... et la technolo-

... projet de développement ... Christian Clero-Girard, ... l'association général à la ... nationale, la ... et la ... pour le ... en revue par les ... de la Ligue arabe (excepté Djibouti), la ... et la ... l'organisation de la recherche (organismes ... ministères), la ... et financières), la coopération internationale ... régionale) et les ... de l'arabisme. Il termine en analysant les relations entre l'islam et la ... la notion de ... islamique » - l' ... de l' ... la ... - ... de l' ... une culture avec la ... de l' ... dans l'environnement moderne.

51, rue de Laour-Maubourg, 75000 Paris, tél. (1) 555-92-30, ...

L'ordinateur et le tiers-monde

En publiant leur ... sur l'Ordinateur et le tiers-monde (sous-titré « l'Amérique ... l'heure des choix télématiques »), Armand ... ont ... rare ... ce ... le terrain est quasiment vierge. Or, le choc ... techniques ... pointes et ... économiques multiples questions. Les ... aucune, ... quatre parties qui traitent ... l'évolution de l'industrie électronique grand public ... régions : du ... trois grands ... d'information : les moyens audiovisuels, la ... la télécommunications ; ... l'Etat, ... entreprises privées, ... pouvoir militaire, ... d'information adoptée : ... la rencontre de l'industrie transnationale ... latino-américains.

Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

١٥٥ من الألف

PÉRIPHÉRIE

Une tomate contre le totalitarisme

CATHERINE HUMBLLOT.



Petite anthologie d'outre-tombe

M. G.
■ **HUGUES LE LOUP, FR 3, samedi 26 février**
20 h 35 (25 minutes).

Génésis sans surprises

M. G.
■ **ENFANTS DU ROCK**, jeudi ■ février,
■ 21 h 40 (60 minutes environ).

INDEX

- 11 h 15 *Vision plus.*
- 12 h *HF 12 (info.).*
- 12 h 30 *A tout cœur.*
- 13 *Journa.*
- 13  **13** *Le samedi : La réduction respiratoire.*
- 16 h 30 *Croque-Vacances.*
- 18 *C'est à vous.*
- 18 h 25 *Le village dans les nuages.*
- 18 h 50 *Histoire d'en rire.*
- 19 h 5 *Météorologie.*
- 19 h 20 *Émissions régionales.*
- 19 h 45 *S'il vous plaît.*
- 20 *Journal.*
- 20 h 35 *Téléfilm : Le Jardinier récalcitrant.*
- Dr M. Falavie et J.C. Carrière.*
(Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 15 *Série documentaire : La pique-taloise.*
- Récits du pays*  *Chalosse, réal. H. Kempf. N° 1 : Du paysgourgeois.*
(Lire notre article ci-contre.)
- 23 h 10 *Journal.*

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal** (et à 12 h 45).
12 h 5 **Jeu :** L'Académie des neufs.
13 h 30 **Émissions régionales.**
13 h **50** ■■■ : La vie des autres.
14 h **Aujourd'hui** la vie.
15 h 5 **Film :** Cinq gars pour Shogapour. De B. Toublan-Michel.
16 h **45 Magazine :** Un temps pour tout. De M. Cara et A. Valentini.
Le système **A.2. :** un dossier sur le cambolages.
17 h 45 **Récré A.2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 ■■■ : Des chiffres ■■■ des lettres.
19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
■ 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
21 h 35 **Magazine :** Résistances. De M. Thoulouze et B. Langlois.
Plusieurs reportages ■ interview concordés à la défense des droits (homosexuels, parents, parents atteintes à la ■■■).
21 h 40 **Magazine :** ■■■ enfants de rock.
(Lire notre article ci-contre.)
23 h 15 **Journal.**

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Scènes de la vie de province.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 30 Dessin animé.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 33 La minute nécessaire de M. Cypolède.
- 20 h 35 Cinéma sans visa.
Émission de J. Lacourrie et J.-C. Guilhem.
- 20 h 40 Film : le Couteau dans le dos, de Reinhard Hauff.
- 22 h 10 Débat : Vivre avec le terrorisme ?
Avec J. Rovani, historien, spécialiste de l'Allemagne ; M. Padovani, journaliste, spécialiste du terrorisme en Italie ; C. Bonjean, journaliste, auteur d'un livre sur le terrorisme, le Jour du Baader, et J.-M. Bourgearaud, rédacteur en chef de Libération.
- 23 h Journal.
- 23 h 20 Une minute pour une image.
D'Agnes Varda.
- 23 h 25 Prélude à la nuit.
Œuvres de Scriabine, par A. Kremstski piano.

- **R.T.L.**, 20 h, Feuilletton : Dallas ; 21 h, *Les anges ou du moins la septième compagnie ?* : film de R. La Morteux ; ou *Judith* : film de D. Mann.
- **T.M.C.**, 18 h 35, Feuilletton : Facheux ; 22 h 10, *Déflics* : Magazine de la photo.
- **R.T.S.**, 20 h 25, L'arc-en-ciel aux images et le monde du cinéma.
- **TELE 2**, 18 h 5, Feuilletton : Les Yeux bleus ; 19 h, Emission politique que ; 20 h, Document sur les traces de Kessel : Marx ; 21 h, *Opéra* : Der ring der Nibelungen, opéra : Tétralogie de Wagner.
- **T.S.R.**, 20 h 5, Temps présent : Au 5743 : communauté juive face à la violence ; 21 h 10, *La Loi*, film de J. Dessin.

- **R.T.L.**, 21 h, *l'Enfer mécanique*, film ■
- **E. Silvester**, 18 h 30, *Feuilleton : The Duchess of Duke Street*.
- **T.M.C.**, 19 h 30, *Feuilleton : The many wives of Patrick*; ■ h 35, ■ *Guerre* ■ *Murphy*, film ■ *P. Yates*, ■ 10, *The Doll house*; ■ h 10, *Soap*; *Parodie américaine*.
- ■■■■, 20 h 5, *Variétés : La bonne étoile*; 21 h 15, *Téléfilm*; *Évita* Pétou.
- **T.S.P.**, 20 h, *Feuilleton : Golda*; 20 h 50, *Tickets de premières*.

AUDIOVISUEL

FR 3 et l'« esprit cassette »

Georges Brasseus avait, en 1979, donné un récit télévisé, réalisé par Jean-Christophe Averty. Dix-neuf titres, parmi ses chansons les plus célèbres. La vidéocassette, qui permet de retrouver, dans une mise en scène magique, le poète disparu, vient de sortir, coproduite par FR 3 et la Société française de production (S.F.P.). Brasseus plus Averty, c'est le genre d'addition qu'on réclame tout de suite.

A cette occasion, les responsables de la troisième chaîne ont, au cours d'une conférence de presse, rappelé la liste de leurs productions en vidéocassettes (voir ci-contre) et annoncé leurs projets en la matière. Ils ont également exposé, à grands traits, la nouvelle politique de la station dans ce domaine de la communication.

La production de vidéocassettes est, pour M. André Holleaux, P.D.G. de FR 3, le moyen pour la troisième chaîne d'entrer dans le monde de la vidéo. « Nous ne sommes pas, confirmait M. Serge Mosti, directeur général de la station, dans une position de filiste ou de repli, mais, au contraire, dans une position d'ouverture et de dialogue avec le territoire et à nos propres moyens de production. Il s'agit de diversifier nos moyens et, partant, les apports financiers qui en résultent. »

La troisième chaîne s'est récemment dotée d'un service de

développement, confié à M. Serge Weinberg, et elle entend jouer à fond la carte de la vidéo. « TF 1 et Antenne 2, assurait M. Mosti, ont des chaînes régionales, puisque parisiennes. FR 3 est le mieux implantée : qui d'autre qu'elle pourrait, par exemple, réaliser un guide audiovisuel de la France ? Désormais, on mettra spécialement pour la vidéo, et les autres médias, des équipes dédiées. En 1982, rappelait M. Weinberg, les ventes de vidéocassettes n'ont représenté que 3 % du budget de FR 3. Il s'agit, en 1983, compte tenu de l'introduction de la publicité, d'augmenter ce pourcentage commercial de 20 %.

Pour ce qui concerne les vidéocassettes, de nombreux projets sont en voie de réalisation. On cite d'abord de nouveaux sujets : le poète André Char, l'écrivain Albert Cohen, l'industriel Marcel Dassault et son histoire de Tour de France cycliste. Puis, dans le domaine musical : des concerts avec les chœurs de l'Opéra et un panorama de la musique française de 1900 à 1980. Dans le domaine des arts plastiques : « L'amour de l'art », une série de treize émissions. Ces réalisations seront diffusées en coproduction : notamment avec la filiale audiovisuelle de l'Opéra, le ministère de la Culture, les chaînes nationales, la S.F.P. Ce travail sera en vi-

visage l'enregistrement des « Pénalités à la nuit », émission qui, malgré l'heure tardive de son passage à l'antenne, est regardée, ou plutôt écoutée, par deux millions de mélomanes.

A plus long terme, M. Serge Mosti a d'autres projets : des séries diverses que « Les grands courants de ce temps » (en collaboration avec le musée de la Ville et la maison de production - privée - de Danièle Delorme), « L'accouchement dans le monde » ou « Les cafés-théâtres ». Un grand rêve aussi : une œuvre de fresque consacrée à l'œuvre de Molière, à l'instar de ce que la B.B.C. a réalisé - sept ou huit ans - avec celle de Shakespeare.

Ce qui n'empêchera pas, en attendant, d'enregistrer sur vidéocassettes (dont le tiers du prix de vente, en moyenne, est dans les mains de la chaîne productrice) un maximum d'émissions de « services ». « Il y a là, concluait M. Mosti, un véritable marché à conquérir, et FR 3 est porteuse d'avenir. »

MICHEL CASTANG.

Le catalogue

Voici la liste des vidéocassettes que FR 3 a produites et ce jour. Certaines d'entre elles ont déjà été signalées dans cette page. Entre parenthèses, nous indiquons le nom du distributeur.

« Georges Brasseus unique » (Polygram Vidéo) ; réalisation : Jean-Christophe Averty.

« Témoin » (distribué par R.C.V.) : L'écrivain Michel Tournier (réalisation : Gérard Blain) ; le poète Jacques Prévert (réal. : André Pozner) ; l'architecte Oscar Niemeyer (réal. : Eric Cloué) ; l'écrivain Philippe Soupault (réal. : Bernard Tavernier) ; Jean Aurenche) ; la danseuse Carolyn Carlson (réal. : Eric Cloué) ; le compositeur Mikis Théodorakis (réal. : Nadine Tringnant) ; l'écrivain et auteur dramatique Jean Genet (réal. : Antoine Boursicler).

Emissions pour la jeunesse : « Ulysse 31 » (Polygram Vidéo) : vingt-six émissions de vingt-six minutes chacune. Auteurs : Nina Wolmark et Jean Chalopin. Réalisateurs : Bernard Deyries, Kysuke Mikuryia, Kazuo Terada.

« Il était une fois... l'homme » (R.C.V.) : vingt-six émissions de vingt-six minutes chacune. Auteurs et réalisateurs : Albert Barillé.

« Il était une fois... l'espace » (R.C.V.) : vingt-six émissions de vingt-six minutes chacune. Auteurs et réalisateurs : Albert Barillé.

Série : « La Chartreuse de Parme, de Mauro Bolognini, avec Martine Keller, Gian-Maria Volonte, Georges Wilson. Six épisodes de cinquante-deux minutes chacun, repris sur trois vidéocassettes (Proserpine Editions).

VIDEOCASSETTES SELECTION

Vidéo rock

Voici une bande de référence pour tous ceux qui veulent s'initier aux charmes impressionnants du vidéoclip, cette sorte d'aphorisme visuel qui fait la séduction de la forme courte (le temps d'une chanson) et la sophistication de l'écriture technique. On ne se contente pas d'unité musicale à cette cassette : Rocky Mustard et même Kim Crimmon, Rainbow et Lead Zii. Autant de groupes qui ont enregistré chez Polygram et qui ont retrouvé pile-mêle dans les vidéos promotionnelles de cet éditeur.

En outre, on trouve à un défilé d'images vidéo, les images électroniques, de même en vidéo des images ou humoristiques. Il faut bien reconnaître que la télévision vidéo, présente dans la télévision ou la vidéo vidéographique, ne réagit aujourd'hui dans ces productions miniatures qui parviennent à faire de l'usage d'une originalité originale et d'une créativité de plein essor.

« Vidéo rock », édité et distribué par Polygram Vidéo.

réalisation est plutôt lourde et les images utilisées relativement pauvres. Pourtant, cette cassette reste un bon support pour l'initiation de la vidéo, peut-être pour les jeunes. Prévert est la partie de notre sélection.

« Jacques Prévert. Collection « Témoin ». Réal. par La Gréville et distrib. par R.C.V.

FILMS

Films policiers

« L'ombre d'un homme », de José Giovanni, avec Lino Vancini et Marlène Audry. Edité par G.M.V. et distribué par Film Diffusion et Filmescope.

« Cran d'arrêt », d'Yves Boisset, avec Jean-Claude Bouillon et Jean Verley. Edité par G.M.V. et distribué par Film Diffusion et Filmescope.

« Le Monocle noir », de Georges Lautner, avec Paul Meurant, Michel Dubois et Bernard Blier. Edité et distribué par les Productions du Tigre.

« L'ombre d'un homme », de Jean-Louis Cornoli, avec Jacques Dutronc, Michel Baye et Claude Brasseur. Edité et distribué par R.C.V.

Films étrangers

« Viva videmia », de Carlos Saura, avec Estrella Chapin et Francisco Ray. Edité et distribué par R.C.V.

« Le Chant d'orchestre », d'André Weis, avec Estrella Chapin et Julien Gielgud. Edité par U.G.C. Vidéo et distribué par R.C.V.

« Les Démonstrations de Willy », d'André Weis, avec Estrella Chapin et Daniel Olbrychski. Edité par U.G.C. Vidéo et distribué par R.C.V.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

PRATIQUES

VIDÉO

Le guide des vidéotextes

Quels services peut-on consulter à partir d'un terminal de vidéotextes ? Quels sont les moyens et les conditions d'accès à ces services ? Autant de questions qui demandent des réponses rapides si l'on veut un jour vendre des terminaux au grand public et généraliser la télématique. Le Videotext Guide est le premier ouvrage en France à recenser les services accessibles au public, à l'exception des programmes privés ou expérimentaux. Ce sont pour le moment des banques de données traditionnelles, mais la nouvelle loi sur la communication audiovisuelle pourrait faire rapidement évoluer la situation. Déjà, l'édition 1983 du guide présente une trentaine de programmes nouveaux.

Le Centre d'information des banques de données et du vidéotexte, qui édite ce guide, propose également une documentation internationale sur tous les services d'information en ligne. Révisée jusqu'à présent à ses seules sources, cette documentation est consultable pour un an gratuitement par les étudiants, chercheurs, universitaires, journalistes et représentants des P.M.E. et P.M.I.

Centre d'information des banques de données et du vidéotexte, 11, rue de Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris (Tél. : 261-45-17).

Formation en interaction

Sony a présenté au salon Expolangues un ensemble de formation vidéo interactif. Il s'agit d'un système d'enseignement individuel qui diffuse l'information sous forme de séquences visuelles, pose des questions à l'utilisateur, corrige et confirme les connaissances acquises avant de passer à la séquence suivante. Le dispositif est composé d'un magnétoscope lecteur U-matic, d'un moniteur vidéo et d'un pupitre géré par microprocesseur et comportant neuf touches réponses. Une imprimante peut être raccordée au système pour enregistrer les réponses de l'utilisateur. Notons que l'ensemble fonctionne indifféremment en standard Secam, Pal ou N.T.S.C.

J.-F. L.

Téléprojecteur Grundig

Malgré des résultats généralement satisfaisants, les principaux constructeurs de téléprojecteurs commercialisent au moins un modèle de téléprojecteur domestique. Le Grundig propose aujourd'hui le « T 9030 », qui, d'un point de vue, est le plus récent et le plus performant. L'appareil se présente sous la forme d'un monobloc, compact et facile à transporter.

un peu austères. La partie haute est totalement occupée par le large écran de 114 cm de diagonale. Le socle s'ouvre dans sa partie supérieure pour laisser la place à un magnétoscope, au gabarit V 2000 évidemment. Sur la droite on note un afficheur pour le numéro de canal en activité et le récepteur infrarouge de la télécommande. Sous une trappe discrète on découvre un tableau de commande très complet.

L'embossage du « Cinéma 9030 » renferme un système capable de restituer la stéréophonie ou le relief sonore. Pour l'image, le principe utilisé ici est la rétroprojection d'un faisceau généré par trois tubes de 7 pouces à haut indice de réfraction amplifiés par trois blocs optiques spécialement traités (4 lentilles chacun).

A l'essai, les caractéristiques annoncées pour la vision semblent réalisées, angle de 30° sur le plan vertical, et de 60° sur le plan horizontal, pour un écartement de 3 à 10 m, mais ces résultats, excellents, sont encore loin d'atteindre le rendu d'un bon téléviseur. Constructeurs, encore un effort ! A noter, pour finir, une télécommande à infrarouge très performante, avec appel des canaux par clavier alphanumérique, la présence d'une fonction « videotext », les réglages son image et télécommande à distance du magnétoscope.

PHILIPPE PELAPRAT.

HI-FI

La hi-fi mobile

Il y a certains, les techniciens en commun sont devenus « la seconde voiture », pour les automobilistes impénitents le véhicule n'est pas forcément le véhicule. Et que faire quand on est seul à la maison sinon écouter sa chaîne haute-fidélité ? Il faut bien reconnaître que la firme Fisher propose deux systèmes capables de transformer une modeste conduite intérieure en salle de concert. Le modèle AX 770 est un concentré de tous les raffinements techniques en matière de chaîne compacte « embarquée » : tuner à synthétiseur par étiquette digitale de la fréquence, trois gammes d'ondes, douze stations pré-réglées, changement de fréquences par effleurage, platine cassette à retour automatique, réducteur de bruit Dolby en position « auto » et « métal ». Cette petite chaîne sonore délivre deux fois 18 watts.

En y adjoignant la cassette 9 701 (c'est-à-dire un ampli de puissance) on peut atteindre allégrement quatre puissances : à 12 watts à l'avant, et 2 à l'arrière, et 1 à l'arrière, et 1 à l'arrière. Les haut-parleurs ou les enceintes de la chaîne pourront se monter sur le modèle AX 770 qui fournit 28 watts sur deux ou quatre enceintes.

Ph. P.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

Demandez « Le Pâté et les tranches de la province », miel extra, Huissin, 35400 P.

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR-MENTON Hôtel CELINE-ROSE, 37, avenue de Sospel, 06500 - MENTON. Spécial 9 Jrs. Tél. : 35-74-69 - 28-28-38. Chambres tout confort, cuisine familiale, piscine, jardin. Prix complet, hiver 82-83 : 125 à 150 F. T.T.C.

(Corrèze) 19320 LA VILLE-CHATELLE L'AUBERGE LIMOUSINE. Rapos, prox. lacs, forêts. Env. dépt.

VACANCES et WEEK-END ÉQUESTRES Pour vous et pour vos enfants (Normandie) 17 Jours de Paris (départ sur demande) CHATEAU DE MARBEUF 27110 Le Neubourg (32) 95-21-01

PLAGE MIDI - PARC LOISIRS Choix de locations Déplacement gratuit M. SERIGNAN - (67) 32-26-17

Auvergne Vacances de printemps au pied des volcans. Pêche, excursions, détente, repos. Ti renseignements S.I. 63970 AYDAT.

Vins et alcools

CORBIÈRES MINERVOIS FITOU Tarifs : bouteilles, produits régionaux CAVES SAURY-SERRES 11200 LEZIGNAN CORBIÈRES Tél. : (68) 27-07-57

CHATEAU DE LA TOUR DE BY Cru Grand Bourgeois du Médoc Segadan, 33340 Lesparre Méditerranée. Tél. : (56) 41-50-03

GRAND VIN DE BORDEAUX A.O.C. Puy de la Vierge, Les Trois-Croix COUTILLON-KEREDAN, 33126 Fronsac Tarifs. Se renseigner du journal. Tél. : 16 (87) 16 16

CHATEAU LA TOUR DE BY Cru Grand Bourgeois du Médoc Segadan, 33340 Lesparre Méditerranée. Tél. : (56) 41-50-03

Découvrez le POUILLY-LOCHÉ et le POUILLY-VINZELLES A.O.C. Pinot-Chardonay Tarif sur demande Cave des Grands Cols, 71145 VINZELLES

200 THES VENTE PAR CORRESPONDANCE Arrêté à la rhubarbe 9 F les 100 g et 189 autres thés. souhaitez recevoir sans frais catalogue et échantillons ☐ thé nature ☐ thé parfumé ☐ thé à la vanille

INTERNATIONALE DES THES 19, rue de la République 75018 Paris

Tel. (1) 255.25.76 - 24 h sur 24

ECHO BRUIT

LA GAZETTE DU CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION SUR LE BRUIT

4 RUE BEFFROY 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Tél. : 722-38-91

BIMESTRIEL - ABONNEMENT 100 F

Le Monde

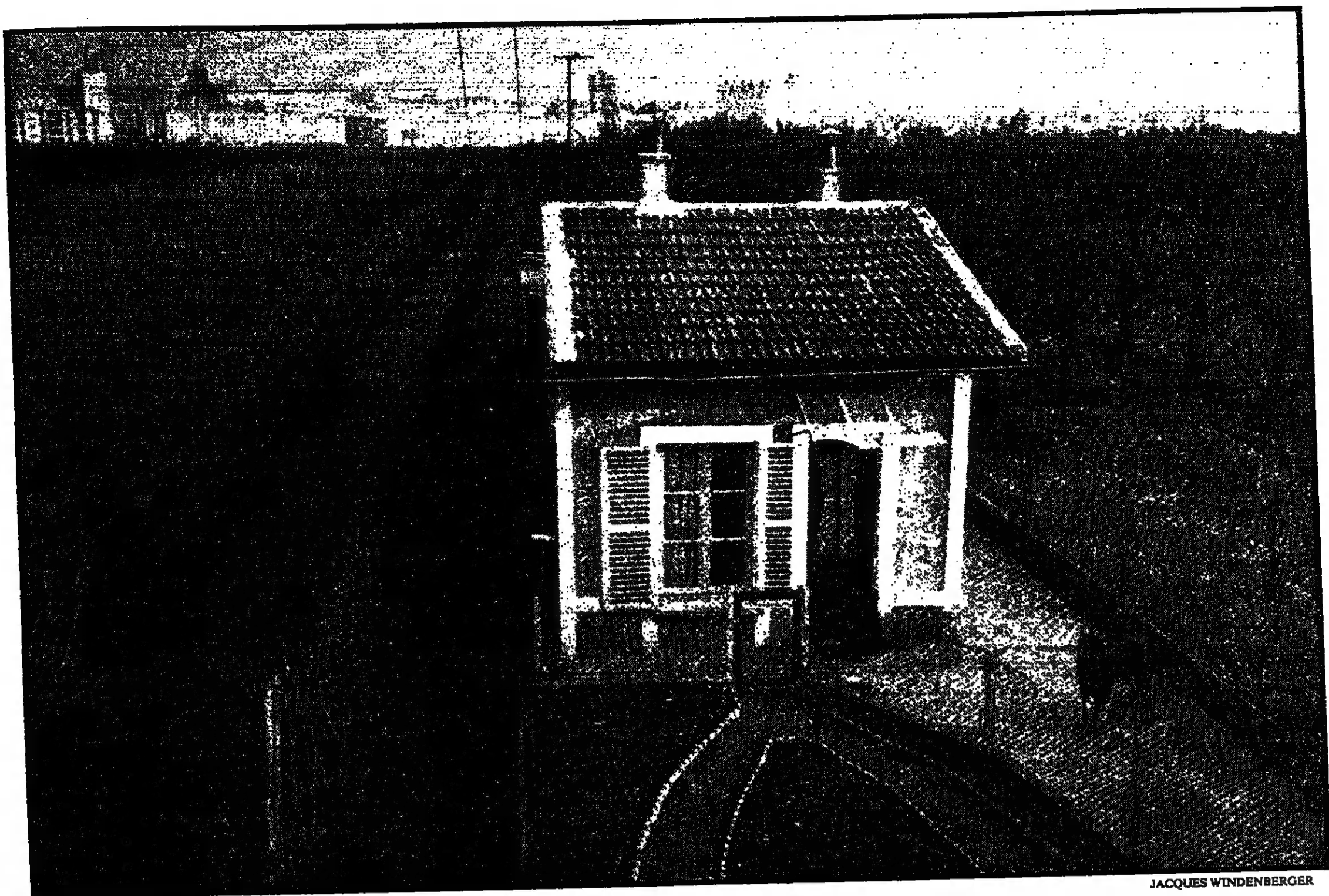
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

٥٥١ من الاصول



JACQUES WINDENBERGER

ENTRETIEN

L'invasion des campagnes par les villes

Les villes à la campagne. En dehors des banlieues, l'espace rural est de plus en plus envahi par des maisons individuelles. Jean-Michel Roux et Gérard Bauer ont étudié cet espace nouveau, ambigu, mi-rural, mi-urbain.

JEAN-MICHEL ROUX et Gérard Bauer viennent d'horizons différents. Ancien du Crédit agricole, le premier est un ingénieur agronome qui s'intéresse aux aspects économiques de l'urbanisme. Le second est un architecte-urbaniste, qui a longtemps travaillé dans des bureaux d'étude. Ils ont fondé ensemble, il y a une dizaine d'années, l'AREA (Atelier de recherche et d'études d'aménagement), société coopérative spécialisée dans la réflexion et l'expérimentation dans les domaines de l'aménagement régional, de l'urbanisme et de l'architecture. Ils ont été rejoints depuis par Gildas Baudet, une jeune sociologue qui a aussi une expérience du marketing.

Roux et Bauer ont agité en 1976 le monde de l'équipement et de l'aménagement en publiant *La Rurbanisation ou la ville éparpillée* (1), où ils soulignaient l'apparition d'un mouvement d'exode urbain d'une grande ampleur, qui remettrait, à plus ou moins long terme, en cause les techniques de l'aménagement urbain. Si leur analyse du dépeuplement des centres ne semble pas encore vérifiée — à en juger au moins par l'évolution des prix de l'immobilier, — leurs descriptions du « nomadisme suburbain » et de l'éclatement des grandes villes semblent confirmées par les dernières études de l'INSEE parues sur le recensement de la population française.

« Qu'y a-t-il derrière ce thème de la « rurbanisation » ? »

— Ce thème et ce terme nous sont venus à la suite de plusieurs expériences de plans d'aménagement en zone péri-urbaine dans le début des années 70. On s'est aperçu qu'un phénomène urbain nouveau était en train d'apparaître : l'espace rural était en train d'être envahi par des maisons individuelles, dans la période précédente, eurent avancé en tache d'huile de manière relativement contrôlée par les autorités publiques. C'est un nouveau type de construction qui émerge alors, avec des maisons individuelles pour l'essentiel, mais pas tout à fait isolées, car elles sont concentrées par petits groupes dans des zones jusque-là considérées comme rurales. Avec des éléments de continuité urbanistique entre ces extensions urbaines et les banlieues traditionnelles.

« C'est cette urbanisation en zone rurale, contrairement au mouvement apparemment dominant depuis l'après-guerre, que nous avons voulu désigner sous ce terme de « rurbanisation ». Les causes de ce phénomène, multiples, se sont renforcées les unes les autres : la diffusion de l'automobile, mais aussi du téléphone, l'octroi de prêts à des conditions avantageuses pour acheter, l'augmentation du niveau de vie, le goût du retour à la nature, la volonté d'installer son foyer, l'individualisme des Français, l'apparition de nouvelles formes d'offres de maisons, de la recherche d'un paysage, d'un espace privé... »

Le pavillon est de droite...

— Cette évolution, telle que vous la décrivez, a-t-elle une signification politique ? Les « rurbains » sont-ils marqués, politiquement ou idéologiquement ?

— On nous a beaucoup reproché, à l'époque, d'être des chantres du mythe de la maison individuelle, les fossoyeurs de l'idée de ville telle que la concevaient la plupart des instances officielles d'alors : aussi bien l'administration que les promoteurs ou les aménageurs d'ailleurs. On nous a aussi accusé d'être les fourriers du pavillonnaire sauvage et malfaisant, par opposition au collectif sain et social, pratiqué d'ailleurs à l'époque par presque tous les gros promoteurs. En France, le pavillon est de droite et le collectif de gauche.

— En fait, il y a deux caractéristiques dominantes. Tous les sondages, depuis 1945, montrent que les Français, dans leur écrasante majorité, veulent des maisons individuelles. La motorisation individuelle leur a permis d'accéder à de nouveaux lieux, par rapport aux sites urbanisés traditionnels. Il y avait donc une forte demande, qui a rencontré tout à coup une offre avec toute une série de petites P.M.E. qui ont connu à partir de là une exceptionnelle croissance. La clientèle a été très diversifiée, de l'ouvrier qualifié jusqu'au cadre supérieur : les gens d'un certain âge et les familles nombreuses étaient plutôt surreprésentés. On a donc eu, en matière électorale, tous les cas de figure : ce n'est pas parce qu'un type votait à gauche, quand il habitait dans une H.L.M., qu'il va se mettre à voter à droite, le jour où il sera

dans sa maison. Les votes, en France, sont quelque chose de très lourd, de très inerte qui n'évolue que très lentement.

— Mais votre discours sur l'exode urbain ne tend-il pas à appuyer ce qui peut apparaître comme un mythe : la « crise » de la ville, le thème du « mal-vivre » en milieu urbain ?

— Je ne crois pas, d'abord, que le premier mouvement d'exode rural ait toujours été vécu dans l'euphorie par les intéressés. D'autre part, notre tradition urbaine est, par rapport à nos voisins, extrêmement récente. En 1950, nous étions encore dans la France balzacienne : on avait un énorme monde rural, avec sa logique, ses activités, sa sociologie... Il y avait Paris — le cœur de cet empire rural —, des centres de service pour ce milieu rural et quelques espaces d'urbanisme moderne coïncidant avec l'émergence des premières régions industrielles. Il y a à peine cent ans que des gens expliquent aux autres qu'ils devraient venir en ville, que la société, l'urbanité, la civilisation sont là. Et le seul exemple à donner est Paris. Paris, quelques souvenirs de l'Italie du seizième siècle — Venise, Sienne — et c'est tout.

— D'autre part, il y avait le repoussoir de la ville de province : il suffit d'ouvrir n'importe quel roman du dix-neuvième siècle pour voir que l'opposition Paris-province y est constamment développée. De Balzac à Flaubert, on n'échappe pas au personnage du jeune provincial qui monte à Paris — pour le meilleur et pour le pire — pour échapper à sa ville natale où il s'ennuie, où les quelques individus sympathiques, souvent des fonctionnaires, sont rapidement nommés ailleurs, où la société locale est franchement consternante. C'est cela notre passé collectif. Parce que ces villes de province n'avaient pas, au fond, d'autre fonction que de desservir les campagnes environnantes et de servir de point d'appui au pouvoir central. Mais tout cela n'a pas grand-chose à voir avec l'urbain : Montluçon n'est pas Florence... Il y a eu l'urbanisation sans villes.

— Ce que vous appelez l'avènement de la « suburbia » s'expliquait donc par ce contexte particulier...

— Non, parce qu'il s'agit là d'un phénomène mondial qui dépasse de loin — et a d'ailleurs largement précédé — l'évolution française. Les Américains ne parlent plus du tout de centre et de banlieue, ils parlent de « downtown » et de « suburbia ». Pour comprendre l'idée de

« suburbia », il suffit d'imaginer la ville — le mot est devenu inadéquat — de Houston, une immense nappe urbaine de 1 500 kilomètres carrés (Paris tient sur une centaine de kilomètres carrés !). Sur ce gigantesque territoire, on trouve tout : l'essentiel des logements, le plus souvent des maisons, des centres commerciaux, des églises, des bureaux, mais aussi des champs, des bois, des terrains vagues. Il n'y a plus de rues, seulement des routes.

— Quelques chiffres aident à mesurer l'ampleur de cette tendance. En France, le recensement signalait, dès 1975, des soldes migratoires négatifs dans presque toutes les grandes villes ; et les derniers chiffres de 1982 confirment la poursuite du phénomène. Mais cet exode urbain existe aux Etats-Unis depuis les années 30, en Grande-Bretagne avant les années 60 et en Allemagne ou en Suède depuis plus de quinze ans... L'agglomération de Londres — inner London, l'équivalent de Paris et sa première couronne — a perdu 18 % de sa population entre 1971 et 1981 ; des chiffres du même ordre sont atteints à Liverpool, à Hambourg, à Munich, à La Haye ou à Milan. Entre 1970 et 1980, New-York a vu sa population diminuer de 11 %, Chicago de 12 % et Detroit de 21 % ! Même San-Francisco, modèle de l'urbanisme moderne, affiche moins de 6 %.

— Le downtown, c'est en général un quartier de buildings, un centre d'affaires qui s'est bâti sur les ruines de la ville historique initiale et qui est une sorte de point de repère spatial. Il y a donc un contraste très fort entre ce pôle très concentré et un immense territoire environnant avec une faible densité de construction. A Los Angeles, le jour où l'interdiction de construire en hauteur pour des raisons sismiques a été levée, que s'est-il passé ? Ils ont construit une « downtown » pour qu'on puisse identifier un centre dans la ville ! Cette réaction est typiquement du mouvement de « losangélisation » du monde auquel, à notre avis, on assiste : la dissolution des villes dans des ensembles plus vastes.

ALEXANDRE WICKHAM.

(Lire la suite page XV.)

(1) Ed. du Seuil, épuisé. G. Bauer a publié *Urbanisme pour les maisons* en 1979, éd. UGE, coll. « 10/18 » et J.-M. Roux *Territoire sans lieux ou la banalisation planifiée des régions* en 1980, éd. Bordas-Dunod. Ils ont d'autre part fait paraître un volumineux livre illustré avec G. Baudet en 1981 : *Banlieues de charme ou l'art des « rurbains »* éd. Pandora.

CHRONIQUES

GENEALOGIE

Ce que vaut l'aune

UN des obstacles les plus courants que rencontre le généalogiste est la conversion des systèmes de mesure. Il y faut ajouter la multitude de noms oubliés du vocabulaire d'autrefois. Tous ces mots qui ont été les conversations courantes aujourd'hui surprennent et réussissent parfois à mettre en défaut nos connaissances.

La métrologie

D'une province à l'autre et parfois d'une vallée à l'autre, les anciennes mesures variaient au gré des traditions

locales. D'après P. de Saint-Jacob, la Bourgogne, et avec elle la vallée de l'Ouche, utilisait des mesures différentes de celles qui étaient utilisées en Ile-de-France. Par exemple, dans les unités de longueur, la toise de Bourgogne équivalait à 2,430 mètres, tandis que celle des environs de Paris égalait 6 pieds du roi, soit 1,949 mètre.

Dans les mesures de surface, une perche de Bourgogne était égale à 9,52 mètres carrés. Dans la seigneurie d'Achères en Ile-de-France, une perche valait 22 pieds carrés, soit 51,07 mètres carrés. En région parisienne, l'arpent est égal à 51,07 ares. L'arpent royal équivalait à 51,07 ares en Bourgogne, où le journal de terre labourable, dit « petit journal » ou encore « petite sulture », équivalait à 240 perches, soit 22,85 ares.

Même diversité dans les capacités. Par exemple, la pinte de Saint-Denis vaut 1,396 litre, celle de Paris 0,931 litre. Dans la vallée de l'Ouche, non loin de Dijon, la mesure de Gissey, elle fait 1,615 litre. Toujours en Bourgogne, le chapeau est un quart de pinte : 45 perches, soit 4,28 ares, font une ouvrée de vigne.

En ce qui concerne les monnaies, l'unité de valeur était la livre tournois

qui devint le franc. Le franc apparaît sous Charlemagne comme monnaie de compte. C'est en 1360 seulement que Jean dit le Bon, fils de Philippe de Valois, fit frapper les premiers francs d'or : ils valaient 20 sols tournois. C'est le 7 germinal de l'an XI (28 mars 1803) que fut définie la valeur du franc qui devait rester intacte jusqu'en 1924. La livre tournois frappée à Tours valait 20 sols alors que la livre parisienne frappée à Paris atteignait 25 sols. Le sol ou le sou, à Dijon comme à Paris, était égal à 12 deniers.

En 1695, on avait regardé comme insolite le prix de 40 livres pour un sac de farine « qui était le prix le plus cher que le blé ait valu » (1).

La lexicologie

En 1630, un compte nous apprend que, à Lille, il y avait vingt-deux apprentis en sayetterie, « neuf étrangers et vingt ouvriers du dehors mis en vingtaine ». Cette expression « ouvriers du dehors mis en vingtaine » s'entend des étrangers qui, ayant travaillé deux ans dans une ville privilégiée, pouvaient être francs ouvriers à Lille, mais qui, voulant

être maîtres, devaient se soumettre à l'apprentissage.

Dans un vieux judiciaire, il faut relever les expressions suivantes : « Le magistrat emportant pour son greffier... » Emporter est un vieux mot pour entreprendre, c'est-à-dire aussi prendre en main la cause de quelqu'un.

En 1716, « le Conseil ayant jugé une cause du petit criminel... ». Le grand criminel pouvait entraîner des peines afflictives et même la mort, le petit criminel exposait à des amendes ou à des réparations.

Traire et traire sont de vieux mots français désignant l'action de tirer des filets. La traire des couleurs indiquait un but formé de cercles concentriques et colorés. A Valenciennes, « le mardi de Pâques, les arbalétriers se réunissent dès 7 heures du matin devant Saint-Pierre pour aller, avec leur roi, traire le Papegay », c'est-à-dire tirer l'oiseau ou le perroquet.

Les textes anciens relatifs à la vie de nos ancêtres ne sont pas toujours commodes à déchiffrer. Même bien repéré, un mot ou une expression peuvent ne pas être bien compris. C'est alors que commence pour le généalogiste un

« casse-tête » qui ne prendra fin qu'avec la compréhension totale du texte étudié.

Des dictionnaires (2) permettent de se familiariser avec les anciens vocabulaires. Les bibliothèques communales ou universitaires possèdent des ouvrages locaux qui éclairent le chercheur. Quant aux conversions des unités de mesure, il convient de se référer, là encore, aux ouvrages régionaux que l'on trouve généralement dans tout dépôt d'archives départementales.

Quel que soit l'objet de la recherche et quels que soient les résultats obtenus, il faut confronter ces résultats avec d'autres, indiquer ses sources, ou la méthode utilisée, enfin réunir en un lexique l'ensemble des définitions obtenues ou, en tableau, l'ensemble des conversions de mesures.

LÉO JOURNIAUX.

(1) Archives de Valenciennes, série F, 19 janvier 1695.

(2) Godefroy, dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du onzième au quinzième siècle, Paris 1861, neuf tomes ; Hugues, dictionnaire de la langue française du seizième siècle, Paris 1925, sept tomes.

THEATRE

Goldoni le bourgeois contre Gozzi l'aristocrate

LES hasards de la programmation théâtrale font parfois — rarement — bien les choses. Les Parisiens ont pu voir récemment, à peu de jours d'intervalle, *l'Oiseau vert*, comédie fabuleuse d'après Carlo Gozzi, dans une version et une mise en scène de Benno Besson, et *l'Opéra de Smyrne*, de Carlo Goldoni, dans une réalisation de Jean-Claude Penchenat. La « fiaba » de Gozzi était donnée au TEP par la Comédie de Genève, dont Benno Besson vient de prendre la direction. Et c'est avec l'œuvre de Goldoni que le Théâtre du Campagnol inaugurerait son nouveau statut de centre dramatique, après le prodigieux succès du *Bal* et tout un travail d'implantation

dans la banlieue sud. C'est dire qu'il s'agit de deux spectacles à vocation populaire et qui tenaient, l'un et l'autre, du manifeste.

L'actualité ranimait ainsi un débat vieux de plus de deux siècles : celui qui, vers le milieu du dix-huitième siècle, à Venise, opposa Gozzi et Goldoni. Mais un tel débat n'est pas seulement historique. Il dépasse largement son époque et ses protagonistes eux-mêmes. Ce qu'il met en cause, ce n'est rien de moins que la manière de concevoir les rapports entre le théâtre et le monde. Gozzi et Goldoni font alors figure de prototypes, comme Corneille et Racine, pour l'âge classique, ou Racine et Shakespeare, pour le romantisme.

Goldoni fut le bourgeois, le « réformateur » du théâtre italien, qui consumma la rupture de celui-ci avec la commedia dell'arte, un homme qui croyait aux « lumières » et au progrès. Gozzi, lui, était l'aristocrate, amateur de contes de fées (les « fiabe ») et des masques de la commedia dell'arte, qu'il ressuscita pour son propre usage, un conservateur qui se moquait des « permissionnaires », Elvezio, Russo et Voltaire (lisons Helvétius, Rousseau et Voltaire).

Et à Venise, Gozzi l'emporta sur Goldoni, son aîné de treize ans. En 1761, il fit jouer par la troupe de Sacchi (qui avait été l'Arlequin goldonien, « serviteur de deux maîtres ») *l'Amour des trois oranges*, où il ridiculisait Goldoni. La pièce eut du succès. En 1762, répondant à une invitation de la Comédie-Française, Goldoni quitta Venise pour Paris. Mais le triomphe de Gozzi fut de courte durée (1). L'Italie l'oublia vite. La France le bouda longtemps. Aujourd'hui encore, dans le volume de l'« Encyclopédie » Larousse *Écrivains italiens*, Jean-Michel Gardair consacre cinq pages à Goldoni (autant qu'à Tasse et à Manzoni) et seulement cinq lignes à Gozzi.

Faut-il ranimer cette querelle ? Le programme de *l'Oiseau vert* nous y incite : « Gozzi, c'est le retour à la commedia dell'arte (...) ; c'est le texte et les lazzi, le jeu et l'improvisation, la mise en scène et les comédiens (...) ; c'est les comportements, les relations entre les gens, mais aussi un laboratoire de la fantaisie sociale... ». Quant à Goldoni, dans sa « fascination pour le quotidien », il souffrirait « comme d'une incapacité à penser en termes qui dépassent une vie humaine ; à l'échelle d'une petite ville, de petites vies — une approche privilégiée : la photographie » (Maurice Tazman). Chez celui-ci, donc, le « théâtre de la vie » et, chez celui-là, la « vie du théâtre ». Le choix est vite fait : pour Gozzi, contre Goldoni.

Le charme d'un conte de fées

Un tel débat reste bien académique. Jugeons-en plutôt sur les représentations récentes. Là, les choses ne sont plus si simples.

l'Oiseau vert de la Comédie de Genève est un spectacle heureux : il a le charme d'un conte de fées, l'alsacité d'une farce et l'évidence d'un jeu. Il franchit allégrement les époques et remplace les polémiques chagrines de Gozzi contre les philosophes des lumières et contre la raison par des pointes contre les jargons intellectuels à la mode aujourd'hui. Et paradoxalement, dans le texte de Benno Besson (car celui-ci a largement réécrit Gozzi, en s'autorisant, de surcroît, du fait qu'ici, comme dans les canevas de la commedia dell'arte, certaines scènes ne sont pas complètement écrites et que leur texte est laissé à l'improvisation des acteurs), la raison, à la fin, triomphe, par le truchement du fantastique.

De même, les plébiens l'emportent sur les aristocrates : Truffaldino et Smeraldina, ces avatars des « masques » de la « commedia », dont Gozzi avait fait un assez infâme couple de marchands de saucisses, ont un poids, une verdeur et, tout compte fait (le mérite en revient aussi à leurs interprètes, Pierre Byland

et Françoise Giret), une humanité dont les jumeaux princiers restent bien dépourvus. Comme si « le lait de la nourrice plébéienne », dont, au dire du programme, s'était nourri l'aristocrate Gozzi s'était remis à irriguer *l'Oiseau vert*.

En revanche, *l'Opéra de Smyrne* du Campagnol est un spectacle hésitant et incertain. Cette aventure de chanteurs et, surtout, de cantatrices qui, courrant l'engagement, se font flouer par un aristocrate vénitien déçuvé et par un riche négociant turc qui a rêvé de fonder un opéra à Smyrne est pourtant simple. Un peu étiée, sur quatre actes. Dans la foulée de sa *Locandiera*, Luciano Visconti en avait donné une version raffinée et mélancolique, empruntant à la peinture de Longhi et de Guardi, attentive à la vie quotidienne des uns et des autres, à la limite du maniérisme (en 1958, au Théâtre des Nations).

Jean-Claude Penchenat et le Campagnol ont fait un autre choix. Leur manière de traduire le titre l'indique déjà : non *l'Impresario de Smyrne*, comme il est d'usage, mais *l'Opéra de Smyrne*. C'est « la critique très ample et très complète sur l'insolence des acteurs et des actrices, et sur l'indolence des directeurs » (2) qu'ils ont privilégiée : leur *Opéra* est un spectacle qui parle d'abord du théâtre, et plus précisément du théâtre lyrique, dans son rapport avec la vie de tous les jours. Dans son éloignement et sa méconnaissance de celle-ci. Et naturellement, à la fin, la vie se venge. Le petit monde fragile, artificiel, extravagant, des chanteurs s'effondre.

Une victoire qui ne prouve rien

Pareille lecture de Goldoni est séduisante et justifiée. Elle recoupe aussi une préoccupation centrale du Campagnol (sur quoi reposait tout le *Bal*) : montrer la société dans le miroir des divertissements que celle-ci se donne. Mais c'était aussi jouer la difficulté. Un tel *Opéra de Smyrne* requerrait une double virtuosité : celle, vocale et gestuelle, particulière à l'exercice du chant et au comportement des chanteurs ; celle, également, nécessaire à toute description minutieuse de la vie quotidienne à Venise que sous-entend le texte plutôt qu'il ne la prescrit.

Malgré un travail intense sur le chant et des réussites individuelles (dont le soprano grotesque et pitoyable que campe Arnault Lecarpentier), le Campagnol n'est pas parvenu à soutenir cette gageure. Ses chanteurs versent dans la caricature. Une particularité linguistique vient encore accentuer celle-ci : dans le texte de Goldoni, les trois cantatrices

parlent des dialectes différents — napolitain, vénitien et bolognais ; or, de cette différence, le fait d'avoir doté les comédiennes d'accents marseillais ou toulousains ne rend guère compte. Et les autres personnages (suburgiste ou serviteur) sont d'une italianité de convention.

A lors le projet de *l'Opéra de Smyrne* se renverse : là où, pour reprendre les termes chers à Goldoni, « le monde et le théâtre » (3) pouvaient se trouver confrontés, il n'y a plus que du théâtre, poussé jusqu'à l'exode, jusqu'à l'insignifiance. Et, pour redresser la barre, le Campagnol est amené, par une sorte de coup de force, à plaquer un final bon enfant sur cette fable amère : aux airs d'opéra contournés succèdent de franches chansons populaires. Les uns et les autres se retrouvent, contents, dans une unanimité qui sent son populisme. Et Goldoni s'éloigne...

Benno Besson a tout mis ouvertement sur le jeu proprement théâtral des masques et des métamorphoses (admirablement secondé par son scénographe, Jean-Marie Stehlé, et par un talentueux inventeur de masques, Werner Strub) ; Jean-Claude Penchenat s'est embrouillé dans les interférences entre le théâtre porté à son point extrême, l'opéra, et la vie quotidienne. Dans son *Opéra*, la plus insidieuse et la plus envahissante des théâtralités l'a emporté sur tout le reste. Comme si Gozzi avait contaminé Goldoni (pourant le Campagnol a bien remarqué que l'entremetteur aristocrate de *l'Opéra*, le comte Lasca, avait quelque chose de Gozzi). Mais une telle victoire de Gozzi sur Goldoni ne prouve de rien. Les cartes, cette fois encore, étaient biaisées. Le jeu goldonien du théâtre et du monde est, tout de même, plus fécond que la « fantaisie » de l'académicien vénitien.

BERNARD DORT.

(1) Cf. dans *TEP actualité* n° 144, déc. 1982-jan. 1983, l'article de Valérie Tasse : « Le théâtre fabuleux de Gozzi ».

(2) Cf. les *Mémoires de Goldoni*, II, 30.

(3) Rappelons la fameuse déclaration de Goldoni : « Les deux livres sur lesquels j'ai le plus médité et dont je ne me repensais jamais d'avoir usé, furent le monde et le théâtre ». Elle est reproduite en abrégé au texte français de *l'Opéra de Smyrne* édité par le Campagnol.

HUBERT DELAHAYE • JEAN-PIERRE DREGE
DICK WILSON • LUO ZEWEI

Préface de Jacques Garnet



Un volume format 21,5 x 28 cm, 192 pages, très nombreuses illustrations couleurs, 260 F.

Etalé sur 23 siècles, un portrait saisissant de cette colossale fortification de 6.000 km de long. Cet album constitue une merveilleuse introduction à la connaissance de la civilisation chinoise.

ARMAND COLIN
103 BOULEVARD MICHÉL - 75005 PARIS

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
**L'AMÉNAGEMENT
DU TEMPS**

Envoyer 40 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 90 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

CONTE FROID
L'habitude
Elle était depuis si longtemps habituée de psychanalyse qu'elle ne pouvait acheter ses livres qu'à la librairie *le Divan*.
JACQUES STERNBERG.

SCIENCE

Le lièvre de me

Des lièvres... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

L'invasion de campagne pa les ville

Les dites que la ville est... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

CHRONIQUES

SCIENCE

Le lièvre de mer

À travers le dédale touffu des algues qui tapissent le fond du bassin d'Arcachon, un œil exercé peut à l'occasion distinguer le corps oblong d'un vert livide, maculé de taches sombres, d'une espèce de limace bedonnante, visqueuse et gélatineuse, d'où émergent quatre tentacules : deux d'entre eux, plats et triangulaires, lèchent le sol en avant, tandis que les deux autres, en forme de cuiller, se dressent comme des oreilles. Si cette masse d'une vingtaine de centimètres de long est dérangée, elle se recroqueville prestement et s'enveloppe d'un brouillard violet rougeâtre à l'abri duquel elle disparaît. Sortie de l'eau, jetée parfois en quantité sur une plage par quelque tempête comme cela arrive au printemps sur les côtes portugaises, ses sécrétions visqueuses empestent l'air d'une odeur épouvantable, fétide et tenace. Cet animal étrange, repoussant, est connu depuis la plus haute antiquité sous le nom de lièvre de mer. Il a une très mauvaise réputation.

En effet, on prétend que le lièvre de mer entraine dans la composition des poisons que la fameuse Locuste, l'empoisonneuse au service d'Agrippine et de Néron, administrait aux personnages qui dérangeaient les ambitions de ses maîtres, comme en témoigne la fin, au milieu des agapes d'un banquet, du docteur Britannicus. Dans les vers de Racine, Néron prétend que le jeune prince s'écroule victime d'une crise d'épilepsie, et c'est aussi d'épileptiques que s'occupe, cent ans plus tard, vers 158-159, à Oea (Tripoli de Libye) un jeune et beau savant africain de Madagrace, nommé Apulée, lorsqu'il est accusé de sorcellerie pour avoir fait acheter à prix d'argent par son esclave Théonon un lièvre de mer à des pêcheurs.

Apulée, brillant orateur, s'en tirera de justesse, d'ailleurs en défendant hautement, plutôt en avance sur son temps, le droit pour le philosophe de la nature de pratiquer la méthode expérimentale et, par exemple, de disséquer les poisons

inconnus. Le futur auteur érotique de *L'âne d'or*, livre chéri des analystes modernes, ne se défend guère de rechercher ainsi des « remèdes », et n'est sans doute pas tout à fait innocent de l'accusation de magie, étant homme porté à explorer physiquement toutes les routes vers la connaissance.

De fait, les symptômes de l'empoisonnement par le lièvre marin et les nombreux remèdes propres à prévenir ou à enrayer ce mal figureront dorénavant dans tous les ouvrages de médecine. Et c'est dans un *Traité des venins*, publié en 1568 par un médecin français né à Clermont-en-Beauvaisis, Jacques Grévin, et dédié à la reine Elizabeth d'Angleterre, qu'un chercheur américain de l'université d'Etat d'Arizona, à Tempe, près de Phoenix, George Pettit, ira, en 1976, chercher l'idée d'explorer la chimie du lièvre de mer (1).

Un prodigieux laboratoire naturel

Le lièvre de mer comporte plusieurs espèces. Elles forment la famille des aplousies. La plus répandue sur nos côtes atlantiques et méditerranéennes est l'aplysie dépilante : on croyait en effet que le liquide nausabond violet qu'émet l'animal avait la propriété de faire tomber le poil des parties du corps avec lesquelles il pouvait venir en contact. Les aplousies sont en fait d'innocentes créatures herbivores qui, à part l'homme, ont peu d'ennemis. Ce sont des gastéropodes, qui ont l'avantage de réunir en leur corps les deux sexes. Ils profitent largement de cette disposition en formant des chaînes de copulation qui intègrent jusqu'à douze individus, et ils font ainsi l'amour durant des heures, voire des jours, la bande enlacée planant délicatement au-dessus des prairies marines. De cette ardeur résultent de longs cordons cylindriques de mucus transparents enfilant des milliers d'œufs roses que les pêcheurs napolitains nomment vernicelle de mer.

L'aplysie a une autre propriété, qui lui a été presque fatale, notamment sur les côtes de Bretagne à cause de récoltes intensives. Son système nerveux comprend en effet des cellules d'une taille exceptionnelle (400 à 800 microns de diamètre), qui sont des objets de choix pour des études d'électrophysiologie intracellulaire qu'exécutent au moyen de microélectrodes les neurophysiologistes. Les chimistes d'Arizona ont porté leur choix sur une espèce tropicale de l'océan indien de grande taille (40 cm), celle-là même dont Plinius croyait qu'elle périsait à la vue des hommes : *Dolabella auricu-*

laria. L'extrait dans l'alcool et l'eau de cet animal s'est révélé efficace contre la leucémie.

George Pettit et ses collègues de l'institut de recherche sur le cancer de l'ASU (2) ont pu d'abord isoler une substance baptisée dolatriol d'une structure inhabituelle construite autour d'un enlacement plat de trois cycles de 6, 7 et 5 atomes de carbone inconnu jusqu'à présent. Récemment (3), à partir de 100 kg de *Dolabella*, ils ont pu extraire en très faibles quantités (1 milligramme) des composés présentant une nette activité anticancéreuse. Une structure a pu être établie, qui montre de larges amorceaux où s'enchaînent en cycle cinq aminocides, une molécule très exotique. La découverte est importante car la pharmacopée anticancéreuse est bien pauvre.

Apulée prétendait que « les principes salutaires que le bienfait de la nature a largement répandus et semés dans tous les autres corps se trouvent aussi chez les poissons » (*Apologie*, XL). Ce sont ces « principes salutaires » que les programmes de recherche sur les substances naturelles comme ceux d'Arizona s'efforcent de découvrir. Ce n'est pas sans mal. En effet, les pouvoirs publics n'y croient pas trop, et Pettit, victime du Reaganisme, a dû recourir à l'organisation de tournées de tennis pour poursuivre ses recherches. D'autre part, il y a des difficultés pratiques : il faut se procurer les animaux, ce n'est pas toujours facile.

Pettit, par exemple, a extrait d'un organisme marin parasite des jetées portuaires pourries une substance très intéressante, avec une activité antitumorale à très faible dose, la bryostatine, qui comporte également une espèce de ronde géante de 27 atomes de carbone ; mais la jetée qui nourrissait la colonie la plus active, celle qui avait le plus haut rendement pour cette substance infinimentale, sans doute à cause de conditions inconnues dans son environnement, a été jetée bas par un ouragan ! Sans se décourager et non contents d'explorer la mer, les chercheurs américains se tournent aussi vers la forêt tropicale humide et étudient actuellement une substance extraite d'un arbre de la jungle costarienne.

C'est que l'effarante variété des organismes naturels animaux et végétaux est un prodigieux réservoir de formes moléculaires, réalisant des combinaisons que les rêves les plus fous des chimistes ne sauraient inventer. Cuvier, à propos justement du lièvre de mer, raille « les idées superstitieuses du peuple qui croit que chaque espèce maléfique porte en elle-même le remède propre aux maux qu'elle cause ». Pourtant, la solidarité

POÉSIE

GÉRARD MACÉ

Gérard Macé est né à Paris en 1946. Il a notamment publié dans la collection « Le Chemin » : *Le Jardin des langues*, *Les Balcons de Babel*, *Ex Libris*, des essais sur Nerval, Corbière, Rimbaud, Mallarmé et Ségalen. Il a publié *Leçon de Chinois* (Fata Morgana), et prépare un essai sur la Rome baroque. Cette langue projette d'effacer les frontières de la prose et de la poésie. En boitant, mais aussi en dansant, ses phrases interrogent les filiations de notre culture.

CHRISTIAN DESCAMPS.

La pantoufle de verre

La verrière, le bal et les voyelles : tout un fragile édifice où les souvenirs voient avec les nombres, dont la chute ne paraît pas plus sonore, sur le parquet ciré où glissent les sautes, que la révolution d'un métré après minuit, à l'heure où la souricière va se reformer sur la ménagerie du désir. Les bêtes de songe ont quitté leur litte d'un instant trop tard, et le naturel reprend ses droits : j'entends son pas dans le couloir jusqu'à ce carreau qui sonne creux, comme dans le compte des syllabes une rime trop précoce, la voix des revenants dans un poème sans paroles ou ce qu'on emprunte à une langue étrangère pour qualifier d'un mot le rouge et la voix.

Je jure qu'il ronge encore autour d'une maison fermée à double tour (devinant dans une boîte à épices, dans les vases et la pharmacopée les senteurs d'un autre siècle) et qu'au-delà du bois d'or et de cendres où flotte une odeur de lessive il voit de loin Magellan qui déménage, comme à travers une longue-vue, les hôtels de la vieille Europe et la passe étroite de la mort : entre le poir et l'impair autant de portes battantes, le chiffre effacé de la chambre et le fétide d'un enfant recouvert : peut-être un bouton de nacre qu'on pétrine, un coquillage où se résume la mandolaine, murmure, et le dimanche un nuage de poudre de riz.

En suivant l'ellipse et l'étoile, orienté par l'acidité des nombres et l'amour des simples, je reviens la danse d'une sœur apprenant à marcher, dont le pied tourne et l'entraine à la renverse. Puis la poésie qui boite en prose, et que ne soutient plus l'appareil du scribe, mais un enfant qui commence à écrire, hystérique futur. Les maladies de sa mère le tourmenteront en effet, et l'insécurité d'une ballerine mimant des métamorphoses pour lesquelles elle n'est pas faite : ailes arrachées, sur des chaussures à talons plats elle longe la rampe et le rebord de la fenêtre, réminiscence de la douleur qui finit par s'endormir à mon chevet.

Autour du pied meurtri de la danseuse (quelle Gradiva de douze ou treize ans promise à l'infanticide, ou quelle Cendrillon essayant un soulier d'homme ?) les bandelettes qu'on défait se confondent avec les festons de la phrase. Mais je garde pour moi (pour le peu de mémoire à venir, dans les boucles et les nœuds de l'écriture) les aures de son corps taciturne et l'image du bâton de rouge qu'elle délaye entre ses doigts (...).

biochimique existe à travers la diversité des organismes, et nous n'avons pas encore surpassé la nature dans l'art de réaliser de rares et audacieuses combinaisons d'atomes. Nous avons beaucoup à apprendre par de longues et méticuleuses recherches de l'immense laboratoire vivant que forme tout ce qui vit, s'aime, se déchire et se déploie sous les mers et sur la terre.

C'est une tâche énorme de tout extraire, de tout analyser, de comprendre comment tout s'échange et se fabrique, mais il faut se dépêcher : le riche patrimoine naturel moléculaire de la planète

se détériore. L'action de l'homme, la pollution, l'industrialisation, détruisent des milliers d'espèces chaque année. Peut-être parmi celles qui disparaîtront demain, comme le lièvre de mer en nette régression, se trouve cachée la savante combinaison d'atomes qui peut juguler l'un des maux terribles dont souffre l'humanité.

PAUL CARO.

- (1) *Journal of American Chemical Society*, 96, 4677 (1976).
- (2) ASU : Arizona State University.
- (3) *J. Am. Chem. Soc.*, 104, 905 (1982) et 104, 6846 (1982).

L'invasion des campagnes par les villes

(Suite de la page XIII.)

— Vous dites que la ville éclate, qu'à travers la ruralisation, les frontières entre le rural et l'urbain deviennent progressivement plus floues. Mais pourquoi, dans ces conditions, les appartements et les identités géographiques — être « parisien » ou « banlieusard », être du dix-huitième ou du seizième arrondissement... — sont-elles encore si vivaces ?

— Il n'y a pas de contradiction : on ne parle pas de la même échelle. Notre idée de ville, ça n'est pas un quartier, c'est un organisme complexe regroupant toutes les fonctions culturelles ou économiques comme ce fut le cas au dix-neuvième siècle : la ville était une sorte de caverne d'Ali Baba, où tout était là, tout était accessible. Aujourd'hui, les fonctions ont éclaté et les distances sont apparues. Même un Parisien ne peut plus trouver tout ce dont il a besoin dans sa ville. Mais cela n'empêche pas la vie de quartier, avec un minimum de services, de diversité sociale. D'où l'intérêt de considérer les centres-villes comme des objets patrimoniaux, des lieux particuliers à sauvegarder au sein de territoires plus vastes et d'essayer de préserver les com-

munsautés et les vies de quartier qui pourraient encore exister.

— Il nous faut apprendre à penser la ville à plusieurs échelles : car l'échelle de nos communes n'est plus adaptée aux flux de population contemporains. Pour beaucoup de banlieusards, de « suburbains », les lieux de loisir, aujourd'hui, ne sont plus nécessairement dans Paris. Mais la faible densité d'équipement de détente en périphérie provoque toujours des mouvements migratoires réguliers dans la semaine et habitue les gens à avoir une vie quotidienne géographiquement éclatée. Car les espaces, en milieu urbain, se sont progressivement spécialisés.

La planification locale est au point mort

— Mais que peut faire l'urbaniste contre le jeu de l'offre et de la demande dans l'affectation des espaces et des équipements ? L'idée même d'« aménager » la ville est-elle un projet réaliste ?

— Bien sûr que ce projet est réaliste. Mais il nous faut, en France, mieux saisir les tendances lourdes, avant de savoir ce qu'on veut faire des espaces : les données dont on dispose aujourd'hui sont, à cet égard, très insuffisantes. Il est aussi nécessaire de redonner sa place à la notion de quartier. C'est très difficile en France de parler d'opérations urbaines, parce qu'on voit aussitôt surgir les grands ensembles. Mais ce dont on peut être sûr, c'est que des opérations relativement importantes sont capables de créer leur propre cadre de vie — c'est-à-dire d'apporter, en plus du logement *stricto sensu*, la notion d'habitat.

— Dans toutes nos campagnes suburbaines, les maisons neuves se disséminent par petits groupes (dix à vingt en moyenne) au hasard des terrains disponibles. Donc pas question de les doter de collèges, de commerces, de parcs acces-

sibles à pied, ni de les insérer dans un paysage soigné, comme savent désormais bien le faire les urbanistes américains, anglais ou hollandais. Les usines et les hypermarchés installent aussi leurs hangars loin de tout, sans un arbre, sans un mouvement de terrain : la « suburbia » à la française reste ainsi résolument bas de gamme !

— Les Anglo-Saxons ont une tradition très différente de ville nouvelle à la campagne, d'urbanisme vert. Ils ont aussi l'habitude d'opérations assez lourdes, comprenant aussi bien l'aménagement du paysage — comme préalable en quelque sorte — que la construction d'un mobilier urbain, la création d'équipements de proximité et, évidemment, des logements. Ils ont à la fois des théoriciens et un savoir-faire, une véritable ingénierie urbaine en définitive. C'est cette idée d'habitat global, cohérent, qui nous fait défaut. En France on a fait porter beaucoup de contrôles et d'efforts sur l'architecture, mais pas sur l'urbanisme : les SDAU (2) ne valent plus grand-chose et, à part quelques grandes opérations, ne planifient plus guère.

— Ce qui est clair, c'est qu'aujourd'hui la planification locale, au sens de la grande région urbaine, est au point mort : elle n'a plus ni étude de base, ni méthodes, ni administration, ni réelle dynamique. Quant aux POS (3), ce n'est pas de la planification. C'est, au mieux — pour les communes qui en ont eu — un rouage réglementaire du terrain : ça ne dit pas ce qu'on veut faire dessus, quels modèles d'urbanisme choisir... On a un peu trop laissé, ces dernières années en France, les architectes en faire à leur guise. Or ce n'est pas à eux seuls que doit revenir le soin de faire les villes. Mais cette redistribution du pouvoir ne se fera pas du jour au lendemain.

ALEXANDRE WICKHAM.

- (2) Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
- (3) Plan d'occupation des sols.

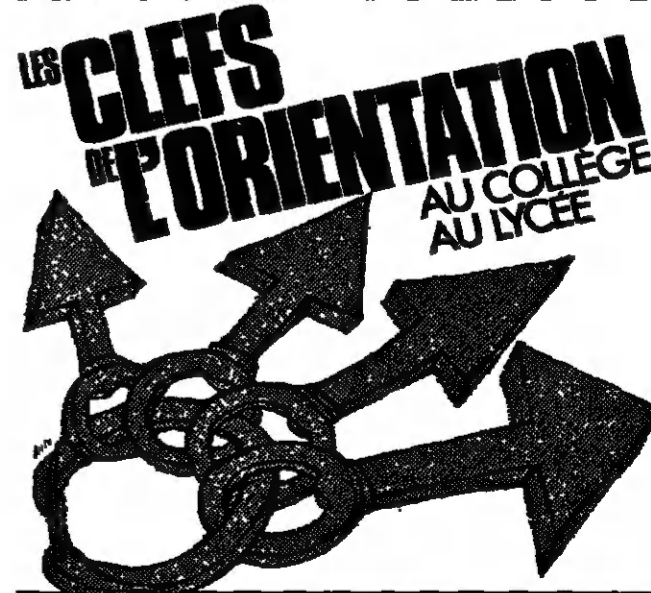
CHINE AVION ET/OU TRANSSIBÉRIEN

20 ans d'expérience.
prix garantis jusqu'aux départs de Mai, Juillet, Août, Septembre

ADHÉREZ ET VOYAGEZ « ASSOCIATION »

Renseignements et inscriptions
VOYAGES & CULTURE
B.P. 6179 - 14004 CAREN CEDEX - Téléphone (31) 86-44-01

Le Monde DE L'EDUCATION



Enseignement catholique:
Illusion du "libre choix"

NOUVELLE

Morts en fanfare

par Jean-Pierre ENARD

MA Josette chérie,
Me voici installée à Saulnois. Le village est encore plus triste que nous ne l'avions imaginé. Une rue unique, bordée de platanes. Des maisons blanches ou grises. Un café-tabac buvette où les hommes, de gros fermiers au teint rouge, s'enivrent avec méthode en parlant fort. Sujets de conversation : le temps, toujours pluvieux, les vaches et les amours de la bouchère. Elle couche avec l'instituteur laïc. Son mari est tout désolé et il tue moins bien ses bêtes. La viande devient mauvaise. Les ménagères se rendent chez le concurrent au hameau voisin. C'est mauvais pour Saulnois. On parle de faire une pétition pour renvoyer l'instituteur.

Le bureau de poste est, en revanche, très agréable. Une pièce unique, peinte en rose. Il y a dans le fond un gros poêle qui fume, comme sur les images d'autrefois. Le facteur titube dès le matin, mais c'est un brave type. Il m'a invitée à dîner chez lui le premier soir. Sa femme et ses huit enfants n'ont pas cessé de me questionner sur la ville. Figure-toi, ils ne sont jamais allés plus loin que Blainville, la sous-préfecture. Ils ne connaissent pas les Dames de France ni les fast-foods où nous nous gorgions de si bons milk-shakes.

Ma Josette, tu me manques déjà. Je m'ennuie, ici. Embrasse pour moi toute la bande, sans oublier l'affreux Petit-Louis, et garde pour toi les plus gros de mes baisers,

Aline.

Ma Josette,

Il pleut. Le bureau de poste est désert. Pas le moindre téléphone, pas le plus maigre télégramme. J'ai le cœur bien lourd.

Ah, méfie-toi de l'amour. Vois où j'en suis à présent. Tout cela pour un type qui, au fond, n'était pas si terrible que ça. Ce Roger, avec son blouson en jeans et ses santiags... Ici, à Saulnois, les hommes portent des bottes en caoutchouc. J'ai voulu le fuir, parce qu'il me faisait du mal, comme j'ai voulu fuir la ville et ses tentations. Eh bien, c'est réussi. A force de fuir, me voilà enterrée vive.

Je te serre dans mes bras, ton inconsolable,

Aline.

Josette,

Yvonne m'écrit que tu fréquentes Roger. Méfie-toi, je te le dis très amicalement.

Je n'ai rien à ajouter. Baisers,

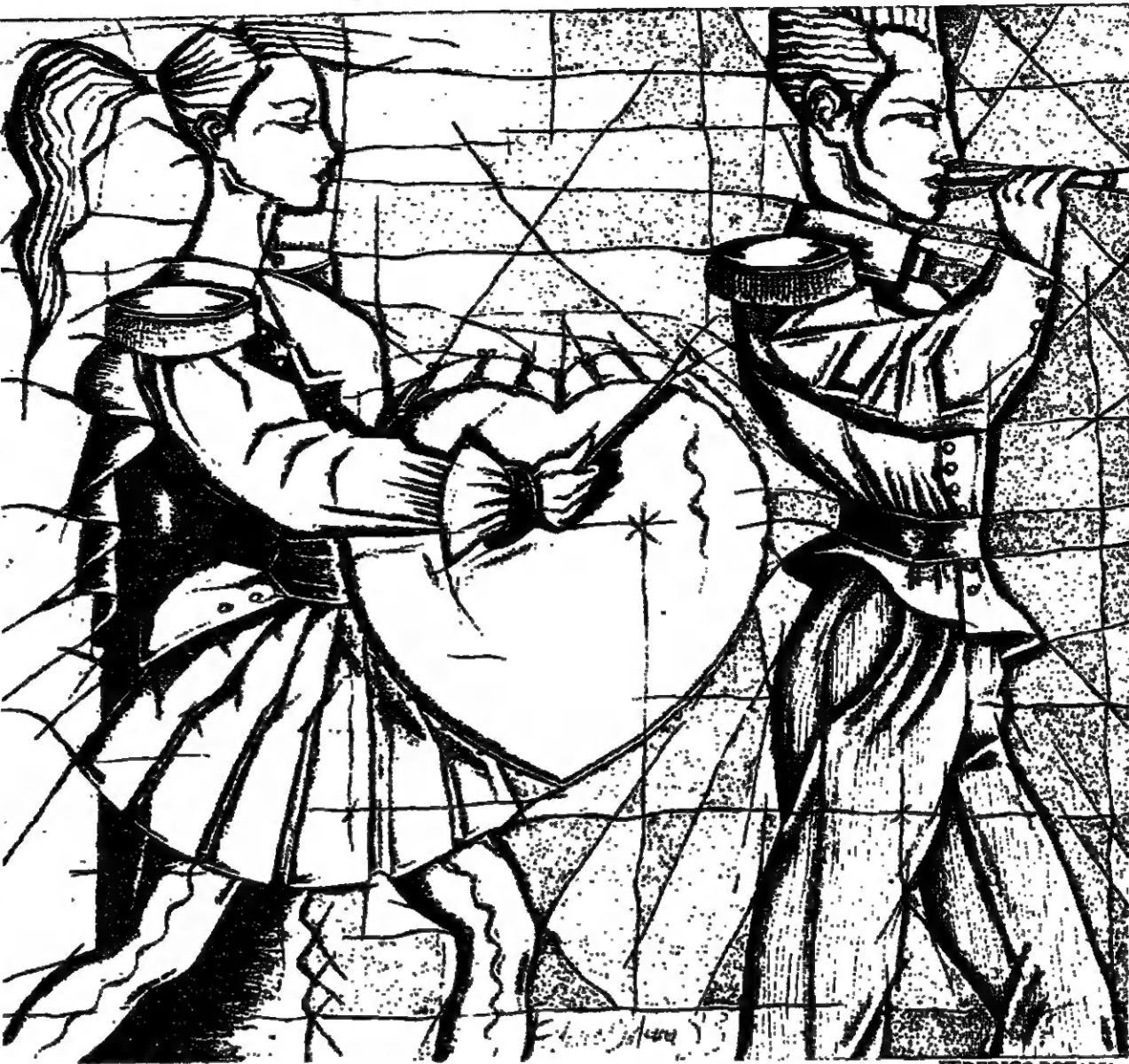
Aline.

Ma Josette adorée,

Tu lettres m'a rassurée. Ainsi, c'est par hasard que cette peste d'Yvonne t'a aperçue avec Roger. Je savais bien aussi qu'une amie aussi fidèle que toi n'irait pas s'acquiescer avec un sale mec comme lui.

Ici, il se passe des choses. Pas beaucoup, mais un peu. M. Verpoux, le facteur, m'a surprise l'autre jour en train de pleurer derrière mon guichet. Mon buvard vert était tout humide. Cela l'a ému. Il m'a dit : « Il ne faut pas rester seule comme cela, ma petite Aline. Il faut vous distraire. Venez donc à la fanfare avec nous. Vous vous y ferez des amis. »

J'ai répondu que je ne savais pas jouer d'un instrument de musique. Et



FEDERICO BOTANA

nous autres ! il m'a répliqué. C'est juste histoire de rigoler.

Je l'ai donc accompagné hier soir à la réunion de la fanfare de Saulnois. Comme je ne connais pas le solfège, on m'a mise à la grosse caisse. Il n'y a qu'un problème : il faudra que je fasse moi-même mon uniforme. Tu sais comme je suis peu douée pour la couture. Bah, Verpoux m'a dit que sa femme m'aiderait.

Grosses bises mouillées,

Aline.

Josette, Josette,

Il a de grands yeux bleus et une mèche blonde qui lui tombe sur le front. Il s'appelle Alain. Alain et Aline c'est joli, n'est-ce pas. Mais je rêve. Ou plutôt il faut que je te raconte dans l'ordre.

Il joue du clairon à la fanfare. Depuis quelques répétitions je l'avais repéré, tu penses. Grand, mince, sec, entre Alain Delon et le chanteur Dave. Tout à fait mon genre, quoi, et pas pay-san, comme les hommes d'ici.

J'avais bien vu qu'il m'avait remarquée, lui aussi. Il ne me quittait pas des yeux et, quand son regard croisait le mien, pas vraiment par hasard, je suis fine mouche, il rougissait. Ça lui allait très bien.

Hier, ça n'a pas manqué. Il s'est arrangé pour se trouver à côté de moi. Du coup, j'étais encore moins en rythme que d'habitude et Laurent Pougnet, le chef de la fanfare, m'a fait plusieurs remarques. Alain a été très gentil. Il a dit qu'il me donnerait des leçons particulières... Il m'a raccompagnée chez moi après la séance. Oh, comme la nuit brillait, pâle dans le ciel étoilé ! Et comme le silence mystérieux de la campagne nous enveloppait ! Nous étions seuls au monde.

Mais je te quitte. Il vient me chercher à la poste pour ma première leçon. Il faut que je me fasse belle...

Je t'embrasse de tout mon cœur,

Aline.

Ma Jojo,

Ah bon, Roger t'invite au cinéma... Après tout, pourquoi pas ? S'il te plaît, vas-y. Mais ne t'attache pas. Il te ferait souffrir comme moi, et cela, on ne peut le souhaiter même à sa meilleure amie.

Moi, il faut que je te fasse un aveu : je suis A-MOU-REU-SE. Folle de lui, d'Alain, de ses yeux bleus, de sa mèche

blonde et de ses bras costauds d'homme habitué aux durs travaux des champs. Ah, ce n'est pas un gringalet sorniois des villes, comme Roger, lui !

J'ai mon uniforme, à présent. Et quand nous jouons côte à côte dans la fanfare, lui du clairon, moi de la grosse caisse, je sens nos cœurs qui battent à l'unisson. Il ne s'est pas encore déclaré. Mais je devine qu'il ne va pas tarder.

Je te saute au cou,

Aline.

Ça y est, Josette,

C'est fait. Il m'a serrée dans ses bras. Nos lèvres se sont rejointes. Il m'a donné un long baiser très doux. Je n'ai pas résisté. Au lieu de me raccompagner sagement chez moi, il m'a prise par la taille et m'a menée vers le petit bois, à la sortie de Saulnois. Nous marchions, tendrement enlacés, et de temps à autre nous nous arrêtions pour nous jeter l'un contre l'autre et nous embrasser avec fougue.

Alain m'a conduite à travers les hauts arbres jusqu'à une clairière qui formait une sorte de chambre. Nous nous sommes allongés sur le tapis d'herbe et de fleurs. J'ai eu une pincée de jalousie. Combien de fois déjà était-il venu ici avec des jeunes filles ? Mais un nouveau baiser a vite étouffé ce vilain sentiment.

Je ne t'en dirai pas davantage. Josette, sache seulement que je n'ai jamais connu pareille extase, alors que, tu le sais, je suis difficile à contenter. Nous nous sommes quittés à l'aube. J'ai proposé à Alain de venir chez moi. Il n'a pas voulu. Je n'ai pas insisté. Il avait l'air tellement triste.

C'est le bonheur, Josette. Le bonheur qui me donne envie de chanter à tue-tête dans toute la poste. Il y a une cliente qui attend que j'aie fini ma lettre. Elle a une sale tête, avec une verrue sur la joue gauche. Alors, je prends tout mon temps pour t'embrasser très fort.

Aline.

Ma Josette tant aimée,

Saulnois est bouleversé. Hier, le boucher a voulu tuer la bouchère. Il l'a poursuivie dans toute la boutique à travers le magasin, un couteau à la main. Les pompiers s'y sont mis à quatre pour le désarmer. Le plus hardi était mon Alain, bien entendu. J'ai eu peur que

cette brute ne le blesse. Mais mon Alain est aussi fort que courageux.

Bref, cette nuit, la bouchère s'est enfuie avec l'instituteur. Résultat, ce matin, l'école est fermée et la bouchère vide, me faisant vaguement pitié. Mais pour nous, il n'est pas question de s'enfuir. Alain me l'a dit hier encore. Il se rajustait, après un plaisir plus violent que jamais. Il m'a parlé de Solange, sa femme, quel nom vulgaire, n'est-ce pas, enfin ce n'est pas la faute d'Alain, il m'a parlé de sa femme et de la honte qu'il éprouvait à la tromper, et dit qu'il ne la laisserait jamais avec les enfants.

« Ils ont trop besoin de moi, a-t-il déclaré. J'aimerais mieux mourir. »

Moi aussi, j'aimerais mieux mourir que le perdre.

Bises à Roger, toi et le futur petit,

Aline.

Josette,

Le boucher est désespéré. Il paraît que la bouchère est partie avec la caisse, en plus de l'instituteur.

Je t'embrasse à toute vitesse,

Aline.

Josette, mon amie,

C'est bien triste, ce que tu m'écrit sur l'affreux petit Louis. Mourir ainsi, écrabouillé par un autobus, à vingt ans... D'un autre côté, ça vaut peut-être mieux pour lui. Avec sa gueule, il n'avait guère de chances de trouver l'âme sœur. Toutes les filles risient de lui, à commencer par nous, qui sommes bien tristesses pourtant aujourd'hui. Mais la vie n'est rien sans amour. Il valait mieux que l'affreux petit Louis ne vive pas.

J'en sais quelque chose, moi qui déborde d'amour. C'est le printemps, à présent, et toute la nature chante nos effusions. Je suis si heureuse que M. Verpoux m'en a fait la remarque. « Eh bien ! mademoiselle Aline, on dirait que l'air de Saulnois vous réussit ! » J'ai rougi, bêtement. Et il a ajouté : « L'air ? Ou certains airs... de fanfare ! » Je lui ai lancé un tel regard noir qu'il est parti sans demander son reste.

Je me pose tout de même une question, au fond de mon bonheur. Pourquoi Alain, si tendre quand il est seul avec moi, se montre-t-il aussi distant en public ? Et pourquoi ne veut-il me voir que la nuit, dans le petit bois ? Je suis bien plus jolie que toutes les filles de Saulnois. Il ne peut pas avoir honte de moi.

Je vous embrasse, Roger et toi.
Aline.

Josette, oh ! ma Josette,
Depuis deux jours, je n'arrête pas de pleurer. J'ai les yeux gonflés et rouges, la gorge nouée et la tête qui résonne toute seule.

Alain, mon Alain, est marié. A une autre. Une vieille de trente-cinq ans qui lui a fait quatre enfants. J'aime un père de famille. Il m'a avoué tout cela l'autre nuit, en pleurant. Car il m'aime. Je n'en puis douter. Mais il a des responsabilités envers les siens. Il ne peut les abandonner pour moi. Je comprends ces nobles sentiments qui lui font honneur et ne font qu'accroître mon amour pour lui. Mais je suis désespérée. Pour une fois que j'aime et qu'on m'aime, c'est un amour interdit. Voilà bien ma chance.

Je ne sais plus que faire. Ne plus le revoir, il n'en est pas question. Je tiens trop à lui. Et lui à moi. Mais le village jase, il me l'a appris. Sa femme souffre, et ses enfants lui en veulent de faire pleurer leur mère.

Oh ! je voudrais être morte pour n'avoir jamais connu Alain.

Toi, au moins, veille bien sur ton Roger. Garde-le. Il n'est pas plus mauvais qu'un autre, quand on le connaît bien. Et puis, il est célibataire.

Aide-moi. Pense à moi,

Ton Aline désespérée.

Josette, ma seule amie,

Ce matin, c'était la fête du village. Nous avons défilé, Alain et moi, dans nos uniformes, et nous jouions ensemble devant tout Saulnois rassemblé. Nous marchions du même pas, nous vivions au même rythme. Chacun nous voyait et lisait notre amour comme dans un grand livre ouvert à tous. C'était à la fois terrifiant et délicieux.

Nous sommes passés devant la boucherie et l'école fermées. Je comprends mieux la bouchère, à présent, même si le boucher, hébété devant sa boutique vide, me faisait vaguement pitié. Mais pour nous, il n'est pas question de s'enfuir. Alain me l'a dit hier encore. Il se rajustait, après un plaisir plus violent que jamais. Il m'a parlé de Solange, sa femme, quel nom vulgaire, n'est-ce pas, enfin ce n'est pas la faute d'Alain, il m'a parlé de sa femme et de la honte qu'il éprouvait à la tromper, et dit qu'il ne la laisserait jamais avec les enfants.

« Ils ont trop besoin de moi, a-t-il déclaré. J'aimerais mieux mourir. »

Moi aussi, j'aimerais mieux mourir que le perdre.

Bises à Roger, toi et le futur petit,

Aline.

A Josette,

Intelle venir dimanche avec Roger. Vie impossible pour amants maudits. Alain prétend trouver solution. Ai-t-elle confiance en lui. Le suivrai partout. Baisers,

Aline.

Mon Roger, ma chère Josette,

Lorsque vous lirez cette lettre, nous serons morts, Alain et moi.

Où, nous avons décidé de quitter ensemble une vie impossible. Puisque notre amour ne peut s'épanouir dans ce monde-ci, il le pourra peut-être dans un autre, meilleur. Du moins serons-nous unis à jamais dans la mort.

Vous êtes mes seuls amis, les seuls en qui nous ayons confiance. Voici donc nos dernières volontés. Nous voulons être enterrés côte à côte, au cimetière de Saulnois, revêtus de nos uniformes de fanfare. La musique nous a rapprochés, la musique nous a unis, la musique sera notre bonheur éternel.

Mes pauvres amis, pleurez Alain et Aline.

Et soyez heureux, en souvenir de nous,

Aline.

* Écrivain et journaliste, Jean-Pierre Enard, né en 1943, a publié six romans : *Fragment d'Amour* (Gallimard), *La ligne de cœur* (Le Sagittaire), *Le Dernier Dimanche de Septembre* (Le Sagittaire), *Photo de classe* (Grasset), *La Reine du Technicolor* (Presses de la Renaissance), *Le Voyage des comédiens* (Grasset) ; et une pièce de théâtre : *Avec elles* (Gallimard). Il est l'un des animateurs de la revue *Romans*.